UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01095148 6

ÉDOUARD MARBEAU

SLAVES ET TEUTONS

NOTES

ET IMPRESSIONS DE VOYAGE

Avec deux Cartes

DEUXIÈME ÉDITION

PARIS
LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie
79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79
1883

THE LIBRARY
AUG 26 1976
UNIVERSITY OF TORONTO

D
377
M33
1883

TABLE DES MATIÈRES

I. La lutte est inévitable entre le Slave et le Teuton 1
II. Le groupement des Slaves en Europe..... 10
III. Causes de l'antagonisme des Slaves et des Teutons..... 17
IV. Points de contact des Slaves et des Teutons... 25

LA LUTTE EN AUTRICHE.

V. Les Tchèques et les Allemands en Bohême... 36
VI. L'Université de Prague..... 65
VII. La Presse de Prague..... 72
VIII. Les explorateurs tchèques..... 75
IX. Situation respective des Allemands et des Tchèques dans la Diète de Bohême..... 77
X. Forces du parti slave au Parlement de Vienne. 80
XI. Politique de la cour de Vienne en Bohême.... 83
XII. Les Allemands en Galicie..... 86
XIII. La langue allemande en Galicie..... 96
XIV. Les Polonais en Galicie..... 99
XV. Les Tchèques vis-à-vis des Polonais..... 106

XVI. Les Hongrois dans leurs rapports avec les Allemands et les Slaves du Nord..... 113

LA LUTTE EN PRUSSE.

XVII. Les Polonais en Silésie prussienne..... 129
XVIII. Origine des colonies allemandes de Silésie et du Grand-Duché de Posen..... 138
XIX. Les Polonais dans le Grand-Duché de Posen... 150
XX. Institutions polonaises dans le Grand-Duché de Posen..... 160
XXI. Le Culturkampf..... 164
XXII. L'Emigration..... 180
XXIII. Les Polonais de la Prusse royale..... 183

LA LUTTE EN RUSSIE.

XXIV. Les Allemands dans le royaume de Pologne... 194
XXV. État social du royaume de Pologne..... 204
XXVI. Formation du tiers-état polonais..... 221
XXVII. Les juifs dans le royaume de Pologne..... 229
XXVIII. L'Université de Varsovie et son influence sur l'éducation nationale..... 237
XXIX. La Presse de Varsovie..... 249
XXX. L'avenir de la Pologne. D'où lui viendra son indépendance?..... 257

ANNEXES

A. Grande et petite propriété en Galicie..... 281
B. Le Registre Noir..... 286

C. Députation polonaise..... 289
D. Grande et petite propriété dans le royaume de Pologne 292
E. Noblesse de Pologne..... 294
F. Universités de Cracovie, Lemberg, Varsovie, Breslau. 298
G. Statistique de la population polonaise..... 300
H. Théâtre de la guerre russo-allemande..... 302

CARTES

Carte des races de l'Europe..... 5
Carte du théâtre de la guerre..... 305

SLAVES ET TEUTONS

I

LA LUTTE EST INÉVITABLE ENTRE LE SLAVE ET LE TEUTON

Au début de cette année tout faisait prévoir une guerre prochaine entre les Russes et les Allemands. Le général Skobelew prononçait à Saint-Pétersbourg et à Paris des discours dont le retentissement fut immense. Cette grande personnalité militaire se posait en face de l'Allemagne et de l'Autriche en champion du slavisme. A l'entendre, la race slave, dont les avant-postes sont au cœur de l'Europe et qui s'enfonce jusqu'aux steppes de l'Asie centrale, était frémissante et n'attendait qu'un signal pour

envahir l'Allemagne. L'Orient tout entier menaçait l'Occident comme au temps d'Attila et de Gengiskan. En même temps Ignatiew dirigeait la politique russe et semblait tout préparer pour le moment décisif.

Ignatiew n est plus au pouvoir et Skobelew a disparu. La question égyptienne a surgi et l'Europe a concentré son attention sur les intérêts qui se débattent en vue des Pyramides.

L'orage qui grondait dans la vallée de la Vistule s'est-il dissipé ? Cette *lutte inévitable entre le Slave et le Teuton*, qui, au dire du général Skobelew, était imminente, est-elle indéfiniment ajournée ? N'y avait-il dans les prédictions de cet homme de guerre qu'une de ces audaces familières au héros de Plevna et de Géok-Tépé ? Skobelew ne possédait-il pas seul, grâce à sa grande popularité, le moyen de réaliser les projets que lui inspiraient son patriotisme et sa haine des Allemands ?

Non. Skobelew n'était pas un halluciné. Qu'on relise ses discours, qu'on relève un à un tous les griefs qu'il signale, on verra les causes du conflit qui tôt ou tard doit éclater.

Que de haines amassées dans le cœur des Moscovites ! Ecoutez les reproches que les Russes adressent aux Autrichiens :

— En 1849, l'insurrection hongroise était triom-

phante, nous avons envahi la Hongrie, écrasé les Magyars et sauvé la maison de Habsbourg; l'Autriche *étonnant le monde par son ingratitude* a assisté impassible à notre désastre de Sébastopol. — En 1878, l'Autriche gardait une neutralité défiante et jalouse pendant que les Russes versaient des torrents de sang en Bulgarie, pour arracher les Slaves des Balkans à la tyrannie musulmane; — au congrès de Berlin, l'Autriche a mis la main sur la Bosnie et l'Herzégovine, recueillant ainsi les fruits de sacrifices faits par d'autres. Les chrétiens orthodoxes de ces provinces sont plus maltraités qu'au temps des Turcs, on s'attaque à leur foi, et leurs réclamations sont étouffées dans le sang. Non content de ravir à l'hégémonie russe les dix-sept millions de Slaves de la monarchie austro-hongroise, le gouvernement autrichien essaie encore d'étendre sa suprématie sur tous les Slaves de la péninsule des Balkans.

L'Autriche, on le voit, a bien des comptes à régler avec la Russie. Mais l'Autrichien n'est pas seul en cause, c'est la race allemande tout entière que le Russe couvre de sa haine, c'est l'Allemand qui pour lui est l'ennemi héréditaire; l'Allemand, qui attaque les Russes en pleine Russie, fausse les ressorts du patriotisme russe et empêche les Moscovites de remplir leur mission providentielle à l'égard des

peuples slaves. Skobelew voulait qu'on le sût en Occident et il ne pouvait en parler sans que la rage lui montât au cœur.

« *Chez nous, nous ne sommes pas chez nous.*— » Oui, l'étranger y est partout. Sa main est dans » tout, nous ne sommes pas dupes de sa poli- » tique, mais victimes de ses intrigues et esclaves » de sa force... Nous sommes tellement dominés » et paralysés par ses influences innombrables et » funestes, que, si nous nous en délivrons, comme » je l'espère, un jour ou l'autre, nous ne pourrons » le faire que le sabre à la main.... Cet étranger, » cet intrus, cet intrigant, cet ennemi si dangereux » pour les Russes et pour les Slaves... je vais le » nommer. C'est l'auteur du *Drang nach Osten*[1]. » Vous le connaissez tous. — C'est l'Allemand. »

On se rappelle l'explosion de clameurs que ces paroles produisirent dans la presse. On s'attendait à un désaveu officiel venant de Gatchina et à la disgrâce du général; mais auprès du trône étaient Ignatiew et ses amis, qui pensaient ce que Skobelew avait osé dire : Ignatiew, dont l'œuvre capitale, le traité de San Stefano, a été détruite à Berlin, et avec lui tout le clan russe jaloux de l'influence que possède le parti allemand dans les conseils du sou-

[1] *Élan vers l'Est.*

verain. Allaient-ils laisser tomber un blâme sur Skobelew? En même temps, dans la ville sainte, MM. Katkof et Aksakof, les patriarches et pontifes du panslavisme surexcitaient, par leurs articles de la *Gazette de Moscou* et du *Russ*, les sentiments de haine, dont le fougueux général venait de dévoiler toute la violence. Et puis, Skobelew n'était-il pas l'homme le plus populaire de la Russie, le héros légendaire au courage intrépide et au caractère indomptable, celui sur qui l'on comptait pour conduire les armées russes quand l'heure de la délivrance aurait sonné pour les Slaves. Le pauvre moujik qui n'a jamais refusé son obole au collecteur des comités de propagande moscovite attend ce jour-là avec impatience. Frapper Skobelew pour avoir annoncé de par le monde la bonne nouvelle, c'eût été ébranler la foi du paysan russe dans le Tsar héritier du Tsar libérateur.

Attendre un désaveu officiel et sincère de la part d'Alexandre III était une naïveté. Des assurances pacifiques, les paroles les plus courtoises à l'adresse de l'empereur d'Allemagne, une réprimande au général pour avoir oublié que la discipline militaire n'autorise pas des allures de tribun, un mot d'ordre au parti national pour enrayer le mouvement, un avis aux publicistes de Moscou pour qu'ils missent

une sourdine à leurs cris de guerre, et tout ce grand tapage a cessé.

Comme la guerre ne devait plus avoir lieu au printemps, l'Occident redevint calme et rentra béatement dans sa somnolence habituelle. Les évènements semblent avoir donné raison aux optimistes. Depuis lors Ignatiew est tombé en disgrâce, Skobelew s'est laissé prendre dans le rets de quelque Dalila tudesque et bien des gens en Occident sont convaincus que la paix ne peut plus être troublée avant longtemps.

La disparition de Skobelew n'a provoqué chez nous qu'une curiosité passagère, mais chez tous les peuples de race slave on pressent qu'il y a là un mystère dont les Allemands seuls ont le secret, et les Moscovites se promettent bien d'en tirer vengeance quelque jour. Quoi qu'on fasse, il y aura toujours en Russie deux versions sur cette fin tragique.

— Skobelew était un ivrogne, un viveur, diront les Allemands, il est mort à la suite d'une de ses orgies quotidiennes.

— Skobelew était votre ennemi déclaré, répondront les patriotes russes, il vous avait promis la guerre à courte échéance ; c'était un grand homme de guerre et il n'avait pas quarante ans, vous en aviez peur et vous nous l'avez tué.

Les populations des bords de la Vistule n'envisagent pas l'avenir avec la même quiétude que nous. Elles croient que si l'empereur Guillaume et le maréchal de Moltke n'avaient pas l'un et l'autre grandement dépassé quatre-vingts ans, Skobelew, en rentrant à Varsovie, après avoir prononcé ses harangues, eût trouvé campées, sous les murs de la cité polonaise, les garnisons de Posen et de Cracovie, mises en mouvement sur un ordre parti de Berlin. Mais l'Empereur d'Allemagne sait que cette guerre sera la plus terrible qu'on aura vue depuis l'invasion des Mongols, et comme il sent qu'il devra bientôt paraître devant Dieu, il ne veut pas avoir à lui rendre compte du sang dont il aurait pu éviter l'effusion.

Les Slaves aussi bien que les Allemands comprennent parfaitement toutes les conséquences que doit avoir ce conflit.

A Sadowa, on se battait pour savoir si la Prusse ou l'Autriche représenterait en Europe la race allemande; à Sédan, il s'agissait de décider si la France ou la Prusse tiendrait le sceptre européen. La Prusse a vite réussi à placer la race allemande sous son hégémonie, et à transférer de Paris à Berlin le méridien de la politique européenne; désormais la suprématie politique est assurée à la race allemande au détriment de la race latine. Maintenant

il s'agit d'une toute autre affaire. La guerre qui se prépare n'est plus seulement une guerre d'Etat à Etat, de race à race ; c'est l'Orient qui est aux prises avec l'Occident, — l'Orient qui n'ayant su jusqu'ici que nous emprunter nos vices, se croit en possession d'une civilisation parfaite et prétend défendre les mœurs antiques et le principe du pouvoir absolu et divin, personnifié dans le Tsar pontife, contre les théories subversives de l'*Occident pourri*. Ce sont des hordes barbares, enrégimentées à la façon des armées civilisées, qui s'apprêtent à marcher sur l'Europe, en déployant les étendards de la sainte Russie, pour apporter à tous les Slaves les bienfaits de la communion orthodoxe.

L'Allemagne subira un choc effrayant, et il lui faudra toute sa cohésion et l'élan que sait inspirer aux Allemands l'amour du Vaterland, pour résister à cette guerre d'extermination.

Désormais les Russes savent qu'il ne suffit plus aux cosaques de violer le sol roumain et de franchir le Balkan pour aller planter leurs lances dans la porte dorée de Stamboul. Constantinople n'est plus qu'un rêve tant que la querelle allemande ne sera pas vidée. Tous les coups viennent de Berlin. C'est à Berlin qu'on a décidé de couper les serres de l'aigle russe qui s'était cramponné il y a quatre ans aux minarets de Sainte-Sophie ; c'est à Berlin

qu'on a noué cette ligue austro-allemande qu isole la Russie et lui barre la route de l'Occident.

« A moi le nord de l'Europe avec les Allemands, à vous le sud avec les Slaves, » a dit le prince de Bismarck au comte Andrassy disposant ainsi au profit de l'Autriche de domaines que religieusement les Russes considèrent comme les leurs. C'est de Berlin qu'on pousse les colonies allemandes qui rongent les pays slaves du nord, et qu'on rejette déjà sur la Turquie le courant d'émigrés qui allait par le passé se perdre en Amérique. C'est aux mains des Allemands que passent peu à peu l'administration, le commerce et l'industrie de la Turquie. Ce sont des officiers prussiens qui s'installent à Constantinople pour y réorganiser l'armée du Sultan.

La grande route de Pétersbourg au Bosphore passait autrefois par Vienne, aujourd'hui il faut faire le grand tour par Berlin, et si jamais les Russes trouvent libre le chemin de Constantinople, les Allemands y seront déjà installés en maîtres.

II

LE GROUPEMENT DES SLAVES EN EUROPE

En France, l'enseignement de la géographie est donné aujourd'hui d'une façon plus rationnelle qu'autrefois. Il y a vingt ans, les atlas qu'on mettait entre les mains de la jeunesse ne contenaient guère que des cartes politiques. La configuration des territoires russes, autrichiens, turcs et autres une fois connue, on ne songeait pas à montrer aux écoliers la diversité des races et des religions des habitants de ces contrées ni à indiquer les conflits que cette situation pouvait soulever. Si quelques esprits doués d'un goût spécial pour ce genre d'études parvenaient, à l'aide de l'histoire, à saisir les grandes lignes de ces questions, pour la plupart des élèves, les Roumains, les Serbes, les Albanais, dont les noms trahissaient bien des origines distinctes, avaient dû devenir turcs à la suite d'une

Gravé et Imp. par Erhard.

Librairie Hachette

longue oppression, les Hongrois, les Croates, les Slovènes étaient des Autrichiens, la Bohême était une province allemande et un élève qui se fût avisé de traiter dans quelque dissertation la situation respective des Petits Russes, des Russes Blancs et des Grands Russes eût dérouté plus d'un professeur.

Dès les premiers siècles de notre histoire la fusion entre les populations gallo-romaines et les Germains, les Goths, les Normands et les Maures qui envahirent à diverses époques notre territoire avait été si complète, l'unité française avait été si merveilleusement réalisée, grâce à une politique habilement conduite par quelques-uns de nos rois et de nos hommes d'Etat, que l'étude de notre propre histoire ne pouvait donner à la jeunesse l'idée d'Etats formés de races diverses en luttes perpétuelles les unes contre les autres.

Pour presque tous les autres pays d'Europe au contraire, l'unité nationale était encore en voie de formation, les questions de nationalités se posaient à chaque instant provoquant des insurrections violentes. De là, chez les étrangers, la connaissance très approfondie de tous ces problèmes. Chaque commotion produite par le réveil de l'idée nationale dans l'une des races soumises à la domination turque, autrichienne ou russe mettait en péril

l'existence même de l'Etat, et était observée par les populations voisines avec cette attention inquiète qu'on prête toujours aux phases successives d'un mal dont on est soi-même atteint et qui d'un moment à l'autre peut nous faire passer par les mêmes crises.

L'insuffisance de notre enseignement à cet égard a toujours étonné les étrangers qui comprenaient l'importance capitale de ces questions. Les événements de 1870 nous ont montré tout le danger qu'il y avait à négliger l'étude de ces problèmes, et, depuis dix ans, il s'est fait en France sur ce point un progrès sérieux. Des cartes par races et par religions pour tous les pays sont aujourd'hui entre les mains des plus jeunes écoliers ; c'est à l'aide de ces tableaux, qu'après avoir pendant des années étudié l'histoire du passé, les élèves curieux de comprendre quelque chose au présent peuvent saisir les données des grands conflits qui agitent le monde.

Au premier coup d'œil on voit trois grandes races se partager l'Europe : la race latine, qui peuple la France, l'Espagne, le Portugal, l'Italie et qui forme aussi au nord du Danube ce petit Etat roumain qu'après avoir eu le bon esprit de créer en 1854, la France a eu la malencontreuse idée de négliger depuis dix ans ; — la race allemande, qui est nettement circonscrite au nord par la mer, à l'est par la

France, au sud par les Alpes et le cours de la Drave, mais dont les contours sont singulièrement tourmentés du côté de l'orient. Ces limites orientales n'ont rien de commun ni avec les frontières des Etats, ni avec la configuration du sol. La race allemande et la race slave se pénètrent et cohabitent dans la plupart des villes et des villages. De là, une situation toujours tendue, des luttes continuelles, des froissements de tous les instants. On en aura plus d'un exemple au cours de cette étude.

Le reste de l'Europe appartient presqu'en entier à la race slave. C'est un bel empire qu'a rêvé le Tsar de toutes les Russies en imaginant le Panslavisme. Tous les pays de race latine ne donnent pour l'Europe que 90 millions d'habitants, les Allemands ne sont guère plus de 50 millions, tandis que si les projets des Moscovites étaient réalisés un jour, c'est plus de 115 millions d'hommes dont le Tsar pourrait un jour menacer l'Europe. Le décompte est facile. L'empire de Russie contient déjà 88 millions d'habitants dont plus de 65 millions de slaves. Qu'on y ajoute les 18 millions de slaves d'Autriche-Hongrie, les 3 millions de Polonais du royaume de Prusse, 1,775,000 Serbes du royaume de Serbie, 4,500,000 Bulgares, la race slave représentera à elle seule plus de 90 millions d'hommes.

Si l'ange de l'Apocalypse qui doit monter de

l'Orient pour mettre le sceau sur le front des serviteurs de Dieu paraissait aujourd'hui et que, tribu par tribu, tous les peuples de la terre vinssent se ranger devant le trône, la race slave a elle seule formerait un magnifique cortège de peuples.

Quarante millions de Grands Russes venant de Moscou ;

Seize millions de Petits Russiens venant de Kiew et de Lemberg ;

Trois millions six cent mille Blancs Russiens venant de Witebsk, de Minsk, de Mohilew ;

Treize millions de Polonais venant de Varsovie, de Cracovie et de Posen ;

Sept millions de Tchèques, Moraves, Slovaques et Wendes qui gravitent autour de Prague.

Puis, derrière les Slaves du nord, marcheraient les Slaves du sud qui couvrent la péninsule des Balkans et n'ont pu échapper au joug turc que grâce à l'appui de leurs frères du nord ;

Quatre millions cinq cent mille Bulgares, huit millions de Serbes, Croates, Slovènes, Bosniaques, Herzégoviniens, Dalmates, Monténégrins, pour lesquels Sofia, Belgrade et Agram sont aujourd'hui les principaux centres politiques.

Remarquez la disposition singulière de tous ces peuples auxquels on prétend donner tôt ou tard Moscou pour métropole. Au nord, les Tchèques

s'avancent au-delà de Prague et touchent presque la Bavière, au sud les Slovènes enveloppent Trieste. La Baltique, l'Adriatique, le Pont-Euxin sont en partie des mers slaves. Le jour où ces grandes masses obéiraient au maître de toutes les Russies, Moscou serait bien près d'être la capitale de l'Europe.

Il y a, dans les données de la question panslave, deux facteurs gênants que les gens de Moscou ont bien essayé à plusieurs reprises d'éliminer, deux peuples étrangers aux Slaves et qui depuis des siècles sont postés sur les bords du Danube : les Roumains et les Magyars. Les Roumains ajoutent à toutes les qualités brillantes des races latines la finesse des Slaves ; ils sont doués d'une force puissante d'assimilation qui leur a permis jusqu'ici de subsister comme race distincte. Ils forment une masse compacte de près de huit millions d'habitants bien ancrés dans les montagnes des Carpates, depuis le temps où Trajan fonda les colonies romaines en Transylvanie. Les Magyars installés au centre de la Hongrie, dans les vastes plaines qui s'étendent le long du Danube et de la Theiss, n'ont rien perdu de la bravoure des Huns qu'ils revendiquent pour leurs ancêtres. Ils sont un des rameaux de la famille finnoise dont il faut aller chercher les restes dans les parties les plus septentrionales de la

Russie. L'origine mongole des Magyars s'accuse plus encore par l'instinct de domination, qui est le côté le plus saillant de leur caractère, que par leurs traits physiques. Bien qu'ils soient enveloppés par des Slaves treize fois plus nombreux qu'eux, ils trouvent encore moyen de tenir sous leur autorité directe tant au nord qu'au sud du royaume de Saint-Etienne plus de trois millions de Slovaques, de Ruthènes et de Serbes. Voilà donc une agglomération de quinze millions de Roumains et de Magyars qui seront toujours prêts à empêcher les Slaves du nord d'opérer leur jonction avec les Slaves du sud. La Roumanie et la Hongrie sont prises entre ces deux masses slaves comme deux noisettes dans les mâchoires d'une tenaille. Auront-elles le temps de devenir assez résistantes pour ne pas être écrasées par cette pression ?

III

CAUSES DE L'ANTAGONISME DES SLAVES ET DES TEUTONS

Les Allemands ont une force d'expansion qui tend à les faire déborder au-delà de leurs frontières. Du côté de la France ils trouvent une population laborieuse, compacte, organisée et qui dispose d'un capital supérieur à celui qu'ils apportent; aussi ne peuvent-ils faire de progrès à l'ouest que par la conquête. Sur leurs frontières orientales au contraire, les Allemands ont sur les Slaves la supériorité que donne une civilisation plus avancée. Ils chassent devant eux des populations qui ne reculent que la rage dans l'âme. De là, chez les Slaves une haine mortelle qui fait de l'Allemand l'ennemi héréditaire.

A ces causes d'antagonisme déjà très anciennes s'ajoute une rivalité politique de date récente.

Jusqu'à l'écrasement de l'Autriche à Sadowa,

la Prusse, bien qu'elle fût considérée comme grande puissance, n'était en fait qu'une puissance de second ordre. Jusqu'en 1866 elle n'avait que vingt-quatre millions d'habitants en face d'Empires de trente-six, de quatre-vingt-six millions de population. N'étant pas assez forte pour avoir une politique indépendante, elle ne pouvait s'engager dans aucune entreprise sans s'assurer des dispositions favorables de la Russie. Ses succès militaires contre l'Autriche et contre la France l'affranchirent de cette tutelle et placèrent sous sa domination l'Allemagne tout entière. Aujourd'hui elle commande à quarante-cinq millions d'hommes. Subitement placée au premier rang des grandes puissances européennes, elle a renversé les rôles. Le cabinet de Saint-Pétersbourg ne peut plus rien faire, même dans le monde slave, sans sa permission. Cela peut paraître étrange, mais c'est la réalité. En 1878, les Russes n'ont pu entrer en Bulgarie que le jour où l'Empereur d'Allemagne promit au Tsar d'empêcher l'Autriche d'intervenir; et il n'est douteux pour personne que la Prusse n'a laissé les Russes s'engager dans cette guerre, qu'avec l'espoir de les voir s'affaiblir et l'arrière-pensée de leur disputer leurs conquêtes au moment du traité de paix. Au congrès de Berlin, la Bulgarie a été taillée dans les territoires occupés par les Russes avec une jalouse

parcimonie, et, séparée de la Roumélie, elle n'a plus été qu'une principauté boiteuse, tandis que la Prusse poussait au contraire l'Autriche dans la péninsule des Balkans pour y faire échec à l'influence russe. La Russie, affaiblie par la guerre de Bulgarie et terrorisée par le nihilisme, voyait peu de temps après l'Allemagne former une étroite alliance avec l'Autriche. Elle se trouvait dès lors en face de plus de quatre-vingt millions d'hommes fournissant les plus puissantes armées de l'Europe.

L'ancien tuteur, le Russe, voit d'un œil jaloux le Prussien, de protégé qu'il était, devenu assez fort pour lui faire la loi et lui contester un jour ou l'autre la possession de ses propres domaines.

Puis il y a entre la Prusse et la Russie tout un bornage à refaire. Quand Frédéric II et Catherine II ont partagé la Pologne, il fallait faire vite pour ne pas réveiller l'Europe qui dormait. On invoqua des prétextes plus ou moins plausibles pour prendre telle ou telle province, sauf à faire plus tard des échanges qui ne seraient plus que des questions d'ordre intérieur. Un siècle n'a pas suffi aux Prussiens qui avaient pris des pays complètement slaves pour s'assimiler ces éléments. Aussi bien chez les Russes que chez les Prussiens la question est pendante. Le principe des nationalités qu'ils invoquent partout où il est d'accord avec

leurs intérêts, cesse d'exister pour eux dès qu'il s'agit d'arrondir leurs domaines. Les deux empires ont, de vieille date, la même doctrine quant aux agrandissements : prendre toujours si c'est avantageux à l'Etat.

Si les deux gouvernements ont le même système d'accaparement, les races ont deux tendances bien distinctes. Les Allemands représentent la civilisation occidentale ; le bien-être des masses est le but final. Les Russes au contraire en sont encore aux théories arriérées de l'Orient. Le peuple obéit servilement au souverain qui est la personnification de Dieu ; les idées de progrès introduites par Pierre le Grand sont considérées par bien des Russes comme incompatibles avec le génie national ; ils y voient même la cause de tous les maux qui affligent le pays. Le retour aux traditions asiatiques est à leurs yeux l'unique moyen de salut pour la race slave.

A la lutte de deux gouvernements pour la prédominance politique, à l'antagonisme de deux races dont l'une est civilisée et l'autre à peine sortie de la barbarie, s'ajoute en Russie la rivalité de deux partis qui se disputent la direction des affaires. « *Chez nous, nous ne sommes pas chez nous.* » Skobelew a résumé dans cette parole les froissements de tous les jours et le mécontentement de la

société russe. Le peuple russe se sent dominé, dirigé, exploité par une franc-maçonnerie allemande, qui depuis Pierre le Grand occupe tous les hauts emplois dans l'administration et dans l'armée. A la cour surtout, ces influences essaient d'entraîner le Tsar dans une politique dont l'intérêt du parti est le seul mobile. Empêcher les Russes d'apprendre à se gouverner eux-mêmes est la condition de l'existence de ce parti. Le peuple est enveloppé par cette bureaucratie tatillonne, tracassière, vénale qui le tient dans un réseau d'intrigues et le pousse sans qu'il puisse savoir où il va, au gré du caprice des gens de cour. Il faut à un Russe presque du génie pour ravir aux Allemands un de ces postes dont ils ont le monopole. La faute en est à la haute société russe qui a favorisé pendant longtemps l'implantation du système bureaucratique allemand, et chargé des étrangers du soin de faire toutes les tentatives administratives dont elle était elle-même incapable. Le comte Koutouzow, dans sa réponse au général Skobelew, s'exprime nettement à ce sujet :

« Les classes supérieures russes elles-mêmes
» devenaient tantôt les dupes, tantôt les complices,
» mais toujours les collaborateurs de cet élément
» allemand qui s'était donné pour but de dresser
» la nation russe à sa guise, d'utiliser ses faiblesses

» et ses imperfections d'une part, ses capacités
» et sa force de l'autre, pour le bien de leur patrie
» allemande, de leur *Vaterland*. L'histoire du
» progrès en Russie depuis Pierre le Grand, c'est
» l'histoire des efforts des éléments civilisateurs
» russes pour se frayer un passage à travers les
» phalanges de forces étrangères principalement
» allemandes, qui une fois appelées par le sort à
» jouer un rôle actif dans les destinées du peuple
» russe s'efforçaient toujours de le dominer au lieu
» de le servir.

» *Il est à désirer que l'émancipation de la*
» *Russie de ses Allemands à elle s'accomplisse*
» *avant qu'un conflit avec les Allemands étran-*
» *gers n'arrive. Il serait téméraire d'engager le*
» *pays dans une guerre avec une nation qui*
» *aurait peut-être dans ce même pays son avant-*
» *garde d'intrigants, de complices dans la lutte,*
» *de conspirateurs et de traîtres favorisant l'en-*
» *nemi.* »

C'est assez de raisons pour rendre deux peuples ennemis, mais il y a des causes plus intimes qui font pénétrer cette haine jusqu'aux masses populaires. Le paysan slave, partout où il voit l'Allemand s'établir, sent qu'il va perdre ses moyens d'existence. La terre, le commerce et l'industrie lui échappent et passent peu à peu aux mains des

Allemands. Le sort qui lui est réservé ne saurait donc être douteux. La petite tribu des Wendes qui agonise en Saxe, près de Bautzen, est un débris des populations slaves qui peuplaient jadis l'Allemagne du Nord. Les Allemands ont gagné la vallée de l'Oder, la rive gauche leur appartient déjà tout entière. On se bat maintenant sur la rive droite. Les Prussiens s'y trouvent aux prises avec les Polonais. Les capitalistes prussiens arrachent lambeau par lambeau aux gentilshommes polonais les domaines de leurs ancêtres; le paysan allemand, las de s'expatrier en Amérique, vient s'établir à côté du cultivateur polonais, et aidé de ses compatriotes et du gouvernement, il finit par le supplanter. C'est la famille slave appauvrie qui est forcée de partir pour le Nouveau-Monde. Depuis l'école primaire jusqu'à l'université tout l'enseignement est combiné pour germaniser les générations qui viennent. Le paysan polonais voit que le gouvernement prussien impuissant à le dénationaliser s'attaque à ses enfants, qu'au besoin on change leurs noms polonais en des noms allemands. Quant au bourgeois, s'il n'envoie pas son fils faire ses études à l'étranger, il est obligé de le laisser aux mains de professeurs, dont la gloire est d'inculquer à la jeunesse qui leur est confiée les théories allemandes. Et plus tard, il n'y a ni place dans l'administration,

ni avancement dans l'armée pour quiconque est polonais. Le commerce et l'industrie étant aux mains des Allemands, il faut passer la frontière et aller à Varsovie si l'on veut trouver des moyens d'existence.

IV

POINTS DE CONTACT DES SLAVES ET DES TEUTONS

Dans ce refoulement séculaire, les Allemands trouvèrent partout les Slaves sans cohésion et sans défense. Au commencement du siècle, les populations qui subissaient le joug des Turcs n'avaient pas encore osé relever la tête ; ni les Serbes, ni les Grecs, ni les Roumains n'avaient encore vu apparaître ces patriotes guerriers ou prêtres qui furent les précurseurs et les apôtres de leur délivrance. Mais il vint un jour où on commença à croire en Europe qu'un peuple, parce qu'il est petit, ne doit pas nécessairement être dépendant d'un autre, et que chaque race a droit de tenir sa place au soleil et de développer librement son génie. De tous côtés on vit des Slaves rappeler leurs gloires passées et réclamer leur ancienne place, afin de

pouvoir remplir la mission providentielle dont ils se croyaient investis. La Russie comprit tout le parti qu'elle pouvait tirer de ces dispositions. Seule assez puissante parmi les nations slaves pour appuyer ces revendications, elle étendit sa protection au sud, de la mer Noire à l'Adriatique, sur les Bulgares, les Serbes, les Bosniaques, les Monténégrins, et au nord, des bords du Dniestr jusqu'aux frontières de la Bavière, sur les Ruthènes, les Slovaques et les Tchèques. En Prusse, en Autriche, en Hongrie, en Turquie, tout ce qui était slave tourna les yeux vers Moscou, et la Russie devint une menace pour toute puissance qui tenait des Slaves sous sa domination.

Les Slaves du nord et les Slaves du sud se trouvaient au début de ce siècle dans des situations bien différentes. Au sud, les Serbes et les Bulgares se réveillant après quatre cents ans d'effacement n'avaient perdu ni un pouce de leur sol, ni un mot de leur langue, ni une pratique de leur culte, ni un seul de leurs vieux usages ; pliés sous le servage depuis les mémorables combats du champ des Merles et de Nicopolis, à la fin du XIVe siècle, on les vit, quand ils se redressèrent, reprendre la fière attitude et la haute stature de leurs aïeux. Les musulmans les avaient bien fait plier sous le faix, mais les avaient laissés eux-mêmes, car le Turc, s'il vit

de la sueur de ses esclaves, ne s'infuse pas leur sang.

Au nord, au contraire, quand les Wendes, les Tchèques, les Polonais, voulurent se compter dans le cours de ce siècle, des millions d'hommes manquaient à l'appel et de toutes les contrées du nord de l'Europe autrefois slaves on leur répondait en allemand : « Nous ne sommes plus vos frères. » Les Allemands avaient opéré autrement que les Turcs. Quand ils envahissaient la Chrétienté, les Turcs installaient leurs gouverneurs au lendemain de la bataille et formaient une aristocratie militaire; ils se superposaient mais ne dénationalisaient pas. L'Allemand, lui, est entré subrepticement dans les pays slaves ; pendant des siècles on l'a vu marcher à la remorque des conquérants. Que Gengiskan arrive d'Orient ou que Napoléon vienne d'Occident, chaque fois qu'une horde ou qu'une armée a saccagé les villes, brûlé les villages, dépeuplé les campagnes, c'est tout bénéfice pour les Teutons. De tous les points de la Germanie, leurs colonies avancent, reformant des villages et repeuplant les villes. C'est la terre qu'ils veulent; la suprématie politique n'est qu'un moyen de l'accaparer plus rapidement. Quand la Pologne est démembrée, des Prussiens s'emparent des terres de l'Etat, et à défaut de titres militaires pour justifier ces dona-

tions, c'est entre les amis du ministre plus encore qu'entre les serviteurs du roi qu'on fait la répartition.

Les Slaves du nord se sont enfin retrouvés ; ils cherchent maintenant à se protéger contre le flot qui les envahit. Déjà en Bohême le progrès des Allemands a subi un temps d'arrêt. Le jour est proche où les Teutons seront obligés de rebrousser chemin. La chute du parti centraliste allemand au parlement de Vienne a permis aux Polonais de reprendre en Galicie la direction de leurs affaires, que les Allemands prétendaient devoir seuls administrer. Dans toute la partie orientale du royaume de Prusse, sur le haut Oder, sur les bords de la Warthe, sur la basse Vistule, une lutte sourde est partout engagée.

Cette lutte sociale est bien l'un des spectacles les plus étonnants dans l'histoire des nations. On avait vu dans le passé les peuples s'avancer par masses de l'Asie vers l'Europe, renversant sur leur passage les moindres vestiges de civilisation. Arrivés au terme de leur course, ayant perdu leur force d'impulsion, ces hordes barbares revenaient sur leurs pas, ou bien, se fixant en pays conquis, s'affinaient au contact des peuples civilisés. Ici c'est la marche contraire. Les Teutons s'avancent de l'occident vers l'orient, refoulant devant eux tout ce

qui, faute d'une civilisation assez avancée, ne peut résister à leur envahissement. Ayant en main le capital, appuyés par l'autorité publique, ils parviennent à s'emparer du sol; les paysans slaves doivent leur faire place ou se résigner à devenir manœuvres comme au temps où ils étaient serfs. Le Slave est maintenant las de reculer, et il ne se laissera plus opprimer sans mot dire. Il observe la marche de l'Allemand, il épie ses manœuvres, il apprend à formuler ses griefs. En un mot, il se tient résolument sur la défensive.

Le problème ne se pose pas de la même manière en Bohême, en Galicie, en Silésie, dans le Grand-Duché de Posen et dans le royaume de Pologne. Les gouvernements n'ont pas partout les mêmes complaisances pour les Allemands, la tactique de l'assiégeant varie en chaque endroit suivant les moyens de défense de l'assiégé. Elle consiste tantôt à faire un blocus et à serrer peu à peu la ligne d'investissement (c'est le cas pour les Wendes en Saxe et pour les Tchèques en Bohême), tantôt à jeter ça et là des colonies agricoles, en ayant soin de les rendre assez compactes pour que les Slaves, dont la force d'assimilation est très grande, n'aillent pas les absorber. Ces colonies se développent, s'accroissent de nouveaux immigrants, se soudent les unes aux autres, et insensiblement le pays devient

allemand. C'est la manière d'opérer des Allemands dans le grand-duché de Posen. Il est aisé de constater qu'en Prusse ce sont les colonies agricoles qui réussissent le mieux maintenant, tandis qu'en Russie ce sont les colonies industrielles. Il n'est pas moins évident que les essais, tendant à dénationaliser les Slaves par voie administrative et surtout en interdisant l'usage de la langue maternelle dans les écoles et en persécutant les prêtres, ont amené des résultats contraires à ceux que l'on poursuit. Le procédé le plus sûr est encore de favoriser l'établissement de colonies agricoles.

Les chapitres qui suivent montrent la situation des Slaves dans les régions où ils sont en contact immédiat avec les Allemands et les éléments de résistance qu'ils ont à leur service.

Prague et Cracovie sont les deux pôles des Slaves du nord en Autriche, les Tchèques et les Polonais. Le lecteur devra passer d'abord par la Bohême et la Galicie.

En Bohême on verra, fait sans précédent dans l'histoire, les Tchèques, dont il n'était plus question depuis des siècles, se relever tout à coup à la voix de trois vieux savants, qui étaient pourtant incapables de jouer un rôle politique ; et, sans insurrections, sans crise, par la seule force de la persévé-

rance au service du bon droit, tenir tête aux Allemands et reformer une nation, — triomphe dont l'honneur revient tout entier à la démocratie et aux trois hommes qui ont su se faire écouter d'elle.

La GALICIE nous montrera un reflet de la Pologne des beaux jours : Une aristocratie puissante exerçant sur toute la province une influence incontestée et qui s'étend même aux autres contrées polonaises. A Cracovie, tout respire *le culte du passé historique, des grands hommes, de la gloire,* tout ce qui forme le *capital social sur lequel on assied une idée nationale.* Nulle part on ne sent mieux ce qu'a voulu exprimer M. Renan par ces mots : *Une nation est une âme, un principe spirituel*[1]. Ici c'est la noblesse qui est la fidèle gardienne de ce principe.

En SILÉSIE, dans le GRAND-DUCHÉ DE POSEN et dans la PRUSSE ROYALE, c'est-à-dire dans toute la partie orientale du royaume de Prusse, la situation des Polonais se présente sous des aspects très divers. La conservation de la race polonaise en Silésie, où elle est privée de tout élément de résistance, l'attitude énergique des Polonais du Grand-Duché qui ne peuvent opposer que la force,

[1] *Qu'est-ce qu'une nation?* E. RENAN. 11 mars 1882.

d'inertie à la propagande prussienne, le réveil subit du sentiment national dans la Prusse royale sont des faits qui méritent l'attention, surtout de la part d'un peuple dont deux provinces sont depuis douze ans entre les mains de ces mêmes Prussiens qu'on voit opérer sur leurs frontières orientales d'une manière si méthodique et si fatale à la race slave. — Là, comme en France pour le gouvernement, le prêtre est l'ennemi qu'il faut écraser. La guerre à outrance soutenue depuis dix ans par M. de Bismarck contre les prêtres prouve jusqu'à l'évidence que le rôle du clergé n'est pas près de finir dans les sociétés modernes. Le catholicisme romain est le dernier rempart de la nationalité polonaise. La réaction qui a été provoquée par la persécution religieuse ne permet plus de douter de la vitalité des Polonais.

L'action des Allemands sur le territoire russe s'exerce principalement dans deux régions. Dans la partie occidentale du royaume de Pologne et dans les trois provinces baltiques, la Courlande, la Livonie et l'Esthonie.

L'influence allemande dans les provinces baltiques date de plusieurs siècles. Les Allemands forment la classe riche, la masse du peuple est composée de Lettes. Ces provinces jouissent d'un régime exceptionnel qui assure à ces popula-

tions une véritable autonomie. Dans ces conditions rien n'attire ces Allemands vers la Prusse ; ils ont avantage à rester sujets russes, à moins que le gouvernement ne continue à éveiller des idées nationales chez les Lettes pour contrebalancer l'influence allemande. C'est une faute grave, car il froisse les intérêts légitimes d'Allemands, sujets russes, et il ne sera peut-être pas maître un jour d'empêcher l'explosion de sentiments hostiles aux Allemands qu'il stimule aujourd'hui dans la masse populaire. Or les Prussiens ne peuvent manquer de faire valoir quelque jour leurs prétentions sur ces territoires, comme ils le font pour tout pays où les Allemands jouent un rôle quelconque, et le gouvernement russe risque, par sa manière d'agir, de leur donner plus d'un prétexte à intervention.

En ce qui touche le territoire russe, cette étude se borne à l'examen de la situation actuelle du royaume de Pologne. C'est dans cette partie de la Russie que l'on constate les progrès les plus rapides des Allemands. Leur rôle dans l'industrie est déjà considérable. Il se produit dans cette région un fait tout particulier. Le Polonais a affaire à deux ennemis. — L'un le garrotte, c'est le Russe, l'autre en profite pour le dévaliser, c'est l'Allemand. La race polonaise a-t-elle le moyen de

se dégager et de se défendre? Il y a deux forces dans le royaume de Pologne : la petite noblesse des campagnes (szlachta) et le tiers-état des villes notamment de Varsovie. Les destinées de la race dépendent de la conduite que sauront tenir les bourgeois et les gentilshommes.

En cas de guerre entre l'Allemagne et la Russie, on sera infailliblement amené à une nouvelle délimitation de frontières dans la vallée de la Vistule. Quelle est la situation actuelle des populations de cette région ; est-ce vers l'Allemagne ou vers la Russie que les portent leurs intérêts politiques et économiques ? Ces questions font l'objet de toutes les conversations en Pologne. J'ai rassemblé ici les principaux éléments qui peuvent aider à les résoudre. On est assez disposé en France à croire que la Pologne démembrée, affaiblie par de continuelles insurrections, germanisée dans toute la partie occidentale, se russifiera peu à peu dans la partie orientale et que les éléments sociaux en sont déjà complètement désagrégés. On en conclut qu'effacée depuis un siècle de la carte de l'Europe, cette nation ne peut plus avoir désormais de signification politique. Partant de ces données, la masse des Français paraît ne plus avoir pour les Polonais que l'admiration platonique due à leur courage et à leurs malheurs. Il est de l'intérêt

des Allemands d'accréditer ces idées en Occident et de laisser croire qu'il n'y a plus aucune vitalité dans la race polonaise. Les Polonais eux-mêmes renoncent à intéresser l'Occident à leur sort, ils savent que la France ne peut rien pour eux et qu'ils seraient suspectés de partialité s'ils plaidaient leur propre cause. De là vient l'absence de renseignements précis sur l'état des populations qui occupent les frontières russo-allemandes.

V

LA LUTTE EN AUTRICHE

LES TCHÈQUES ET LES ALLEMANDS EN BOHÊME

Un étranger ne peut passer quarante-huit heures à Prague, sans entendre rapporter cette parole bien significative de François Palacky s'entretenant avec Jungmann et Safarik des destinées du peuple tchèque : « Si le plafond de cette pièce s'écroulait, la nation tchèque aurait cessé de vivre. » Cette réflexion n'a pas plus de cinquante ans de date et la Bohême a changé de face en ce court espace de temps. Depuis le désastre de la *Montagne Blanche*, en 1620, où les Tchèques avaient reçu le coup de grâce de la main des Allemands, on les avait vus quitter la voie des peuples slaves et entrer, à la

remorque de l'Autriche, dans le concert des nations germaniques. Au début de ce siècle, il semblait que la disparition de la race tchèque fût un fait accompli. Comment se fait-il que nous la retrouvions aujourd'hui émancipée, bientôt maîtresse de ses destinées et ayant déjà acquis une telle force qu'elle est, à l'heure actuelle, une des pièces les plus importantes de l'échiquier slavo-germanique ?

Les trois savants dont je viens de citer les noms, et que la nation tchèque a déjà placés au premier rang de ses grands hommes, concentraient en eux les dernières énergies de cette branche de la grande famille slave dont on suit le glorieux passé dans l'histoire du royaume de Bohême. Il y avait autour de Prague quatre à cinq millions de paysans oublieux de leurs traditions et de leurs origines et qui ne paraissaient même pas se douter qu'ils n'avaient rien de commun avec les Allemands. Ceux-ci les enveloppaient de tous côtés et s'imposaient à eux grâce à une puissante organisation sociale, à une instruction et à une civilisation supérieures. Les Tchèques avaient même négligé la vieille langue bohême ; l'idiome des Premysl et des Ottokar, qui reçut sa forme définitive au temps de Jean Huss, n'était plus parlé que chez les paysans et dans quelques rares familles bourgeoises attachées aux vieux

usages. On ignorait complètement, qu'avant la guerre de Trente ans, la Bohême avait déjà su se créer une littérature nationale.

Le pays avait tellement perdu son caractère propre que les étrangers traversant la Bohême, il y a trente ans, pouvaient dire, sans être démentis, qu'ils n'y avaient vu que des Allemands : — Administration et magistrature allemandes, aristocratie et bourgeoisie allemandes, université et théâtre allemands ; la langue allemande employée partout dans les affaires publiques aussi bien que dans les relations privées.

Les Tchèques n'avaient même pas le suprême secours que la plupart des races soumises à une domination étrangère trouvent pour se protéger ; une religion distincte et un rite distinct. Les Allemands de Bohême étant en grande majorité catholiques romains comme les Tchèques, les uns et les autres se confondaient dans les mêmes églises et recevaient l'enseignement chrétien du haut d'une même chaire. Le prêtre s'adressait en allemand à ses paroissiens, cette langue étant, dans les villes surtout, comprise de tous les fidèles.

Palacky, Jungmann et Safarik disposaient alors de la seule ressource qui reste à un peuple pour reprendre sa liberté quand il ne peut plus courir les chances d'une insurrection : — le souvenir des

gloires passées, le culte des vieilles traditions, le labeur patient pour retrouver les origines de sa race et reconstituer l'idiome national. C'en fut assez pour rendre la conscience de leur individualité et de leur force à des hommes que la recherche du bien-être, les convoitises et l'envie n'avaient pas fait dégénérer.

Au temps où nous nous reportons, Palacky écrivait sa grande histoire de la Bohême, Safarik dessinait ses cartes ethnographiques et recherchait les monuments de l'antiquité slave, Jungmann préparait son volumineux lexique tchèque. Le premier montrait à ses compatriotes le rôle considérable de la nation tchèque en Europe : — les princes de la famille des Premysl occupant le trône pendant près de six siècles, d'abord comme ducs, puis comme rois de Bohême ; au milieu du XIII° siècle Premysl-Ottokar II, maître un moment d'un royaume qui s'étendait de la Baltique à l'Adriatique ; son successeur Wenceslas réunissant sous son sceptre le royaume de Bohême et celui de Pologne ; au siècle suivant les rois de Bohême (princes de la maison de Luxembourg), Charles IV et Wenceslas portant tour à tour la couronne des Césars germaniques ; — enfin, au XVe siècle la tentative des réformes populaires, violente et passionnée, provoquée par Jean Huss, le concile de Bâle et l'étonnante histoire du

roi George de Podiebrad, qui fut le dernier reflet de la nationalité tchèque.

Palacky eut soin d'écrire ses ouvrages en langue tchèque pour ses concitoyens et en langue allemande pour toute l'Europe lettrée. M. Saint-René Taillandier, qui déjà en 1843 suivait attentivement le mouvement des nationalités slaves et magyares de l'empire d'Autriche et en marquait les étapes avec une admirable précision, eut le mérite, en 1855, de mettre en pleine lumière l'œuvre de Palacky et d'en montrer toute la portée : « Les » Tchèques de nos jours ont donné ce singulier » spectacle d'un peuple qui renaît à la lumière et » qui, choisissant un des siens parmi les plus » dignes, lui donne mission de retrouver son his- » toire. — Palacky accomplit deux œuvres à la » fois ; en racontant la Bohême du passé, il rend » témoignage à la Bohême nouvelle. »

Les cartes que Safarik dressa permirent de reconnaître les positions occupées en Europe par la grande famille slave, les cantonnements successifs de chaque groupe et de saisir le lien de fraternité unissant tous ces peuples, qui soit par le nord soit par le sud s'avançaient jusqu'au centre de l'Europe.

Initiés par ces travaux aux luttes que leur race soutenait depuis son entrée en Bohême, les Tchè-

ques comprirent tout le péril que les Allemands faisaient courir à leur nationalité. Ils virent qu'après les désastres de la guerre de Trente ans, de trois millions d'habitants la population de la Bohême avait été réduite à sept cent mille âmes, que les montagnes n'avaient plus alors été pour elle un rempart suffisant et que les Allemands avaient pu, sans coup férir, franchir les crêtes des Géants et s'installer dans les riches vallées de la Bohême. Les envahisseurs guidés par leur instinct suivent un plan qu'on croirait tracé par un habile stratégiste : — Au nord, les Saxons remontent l'Elbe et pénètrent jusqu'au cœur du pays, encore un peu et ils seront à Prague ; au nord-est, les Allemands venant de Silésie gagnent les plateaux, descendent en Moravie, occupent Olmütz ; ils seront bientôt rejoints par les Allemands d'Autriche qui viennent par le sud et ont déjà conquis Brünn et Austerlitz. Peu s'en faut que le blocus ne soit complet. Les Tchèques de Bohême seront alors séparés de leurs frères de Moravie et de Silésie. Ces masses s'avancent lentement et imperceptiblement comme les dunes de sable poussées par le vent sur certaines villes du littoral.

Si l'investissement de la Bohême continue maintenant, c'est que les Tchèques le voudront bien, car ils se sont comptés et ils savent leur force. Il n'y a

que deux millions d'Allemands répartis sur un cercle immense, tandis qu'eux sont quatre millions trois cent mille massés au centre de la Bohême et en Moravie et de plus couverts sur leur droite et reliés au monde slave par plus de deux millions de Slovaques, qui sont fortement établis dans les montagnes des Carpates, au nord de la Hongrie.

Prague est sans contredit l'une des plus belles cités du monde. Pour juger de l'étendue et des merveilleuses perspectives de cette grande ville, il faut gravir le mamelon de Wyschrad ; il domine Prague comme Montmartre domine Paris. Le chanoine Stulc, l'un des amis et collaborateurs de Palacky, a établi sa résidence au sommet. Vue de là, Prague produit un effet magique. Vers la gauche, descendent en courbes gracieuses les derniers contreforts de la Montagne Blanche où succomba la nation tchèque au début de la guerre de Trente ans, plus loin un amas de vieux monuments, des tours, des dômes, des murs crénelés qui s'étagent et hérissent les flancs d'une haute colline qui barre l'horizon. C'est le *Hradschin*. De somptueux palais en couronnent les crêtes. Sur le sommet se développent leurs longues façades blanches formant comme un immense soubassement de marbre à la basilique de Saint-Witt dont la vieille flèche dentelée s'élance

à une hauteur infinie. La Moldau coule lentement le long de cette majestueuse acropole, coupée par un vieux pont monumental que la Rome antique eût pu lui envier pour décorer le Tibre. En plusieurs endroits la rivière s'élargit et enveloppe de ses eaux claires de longues îles boisées, véritables jardins de ville. Sur la droite cent flèches, tours, clochetons partent de tous les points de la basse ville et se silhouettent sur le ciel de la façon la plus bizarre et la plus gracieuse. De nouveaux quartiers sont en construction. D'immenses espaces sont déjà couverts de grands bâtiments neufs, hôpitaux, facultés, nombre d'établissements spacieux. Leur aspect sévère et leur ordonnance uniforme contrastent avec les monuments pittoresques de la vieille ville, qui est restée ce qu'elle était au xve siècle, du temps de la guerre des Hussites et sous le règne glorieux de George de Podiebrad.

En descendant de Wyschrad mon compagnon, un tchèque, qui avait pris à tâche de ne laisser échapper aucun détail, m'amena dans le cimetière de Wyschrad devant la tombe de Hanka. « Hanka, me dit-il, est un de nos poëtes célèbres, il a surtout rendu un grand service au pays par la découverte qu'il fit d'un manuscrit de nos chants nationaux qui date du xve siècle, le *Kralove Dvor* (La cour du Roi). L'inscription tchèque que vous voyez sur

la pierre tombale rappelle ce souvenir : — *Une nation vit tant que sa langue vit.* »

Il me parla ensuite de Jungmann, l'homme qui a le plus contribué à faire revivre la langue tchèque. Voici ce qu'il me raconta :

Jungmann est le Littré des Tchèques. Il fut le précurseur de Palacky et de Safarik et il les aida de ses conseils. En 1823, il accueillit Palacky à Prague et le présenta à la Société littéraire qu'il avait déjà su grouper autour de lui. — A la fin du siècle dernier, l'idiome tchèque avait presque complètement disparu, les Allemands avaient réussi à le faire oublier dans les villes. La noblesse de Bohême avait bien essayé de le faire revivre pour entraver les projets de germanisation de Joseph II, mais Dobrowsky, le philologue tchèque le plus éminent de cette époque, déclarait lui-même qu'il était trop tard pour ressusciter la nation, que le tchèque n'était plus qu'une langue morte, et il n'osait même pas publier ses ouvrages dans cette langue. S'il fouillait les origines de ce langage, ce n'était qu'en manière d'archéologue, curieux de rechercher les débris de l'édifice national qui s'était effondré deux siècles avant : Jungmann jugea autrement et jugea bien. — Une nation vit tant que sa langue vit.

A Prague et dans les autres villes, les bourgeois

étaient allemands et on parlait allemand dans les écoles primaires, mais dans les campagnes le curé du village avait son école paroissiale où l'enfant apprenait à lire et à écrire dans la seule langue qu'il sût, celle que lui avait parlée sa mère en le berçant, la langue tchèque. Dans la bouche des paysans ce langage était peu à peu devenu un patois incorrect. Mais il suffisait d'un philologue doublé d'un patriote pour reprendre un à un ces débris, les classer, leur rendre leur forme primitive et offrir à ses compatriotes le plus beau présent qu'il soit donné à un peuple de recevoir. Ce fut l'œuvre de Jungmann. Il a recherché l'étymologie de chaque mot usité, a extrait des vieux auteurs ceux qui étaient tombés dans l'oubli, et a même créé de nouvelles formes pour exprimer les idées et les objets qui, depuis deux siècles, avaient fait leur apparition dans le monde. Au lieu d'emprunter, comme on l'a fait pour la plupart des langues étrangères, ces mots au grec et au latin, il les tira des racines de la langue tchèque elle-même. Une fois remis en possession de leur langue originelle, les Tchèques s'enthousiasmèrent pour leur idiome, et admirèrent la richesse de ses formes. Ce que les étrangers trouvaient dur dans leur bouche, eux le trouvaient sonore. Parler correctement devint un devoir patriotique ; bientôt

le langage vulgaire s'épura, les expressions classiques redevinrent en honneur. Dans cet effort, le peuple retrouva bientôt la forme vivante et palpable du génie national.

Le dictionnaire de Jungmann, les antiquités slaves de Safarik, et l'histoire de Bohême de Palacky, voilà la triple pierre angulaire sur laquelle va se dresser le monument national dont les Tchèques attendent le couronnement.

Ceux que le relèvement des Tchèques a rendus envieux, ne manquent pas de dire que les Tchèques de Bohême n'ont pas su se refaire seuls, qu'il a fallu des étrangers pour réveiller chez eux le sentiment national : François Palacky n'est pas de Bohême, mais du petit village de Hodeslavice en Moravie, Paul Safarik est slovaque ainsi que Kollar, le poète mystique du panslavisme et bon nombre des écrivains tchèques..... On ajoute que, si on y regarde de près, on trouve parmi les Tchèques les plus chauvins bien des gens d'origine polonaise ou allemande. Ces discussions sont oiseuses, il importe peu que le peuple tchèque ait trouvé ses apôtres dans son propre sein ou qu'il les ait reçus d'une contrée voisine ; le fait est qu'il a écouté la voix de ceux qui lui ont rappelé ses droits et ses devoirs, qu'il s'est levé, a marché et a été sauvé.

La tradition historique reconstituée par Palacky,

avait montré aux habitants de la Bohême le rôle qu'ils avaient joué dans le monde slave; leur filiation tracée méthodiquement par Safarik leur avait indiqué leur proche degré de parenté avec les Slaves du Nord et les Slaves du Sud ; l'œuvre colossale de Jungmann donna à ces découvertes une pleine consécration. Les Tchèques de Bohême et de Moravie avaient bien conscience de leur parenté avec les Slovaques de Hongrie leurs voisins, car ils se comprenaient entre eux d'une façon très intelligible dans leurs idiomes respectifs. Ils saisissaient aussi assez facilement la langue polonaise. Bien que les Tchèques n'eussent pas de relations directes avec les Slaves du Sud, cependant comme le Gouvernement autrichien choisissait volontiers ses employés parmi les Tchèques, comme les industriels de tout l'empire recherchaient les ouvriers de Bohême, ils s'étaient trouvés en contact fréquent avec les populations slaves du Sud de la monarchie. L'idiome des Slovènes de Carniole et de Carinthie et celui des Croates et des Slavons des bords de la Drave et de la Save, ne leur étaient pas étrangers, ils pouvaient même lire ces langues qui sont écrites comme le tchèque, en caractères latins. Le grand lexique de Jungmann donna à ces impressions encore vagues la force d'une certitude. L'affinité étroite qui existe entre

toutes ces langues était établie. Bien qu'elles fussent écrites en caractères cyrilliques et moins intelligibles pour les Tchèques, il ressortait aussi des travaux de Jungmann que la langue ruthène, la langue russe, celle des Serbes et même celle des Bulgares avaient une parenté certaine avec le tchèque. L'origine commune de tous ces peuples établie par Safarik à l'aide de la tradition était ainsi attestée d'une manière irréfragable.

Ces notions sont aujourd'hui tellement vulgarisées qu'on a peine à croire que cela ait pu être, il y a cinquante ans, une révélation pour la grande majorité des Tchèques.

Grâce à trois savants, un peuple tout entier venait de retrouver son état civil. La situation faite aux Allemands en Bohême, c'est eux Tchèques, qui devaient l'occuper. Ils étaient en face d'usurpateurs. Cette université allemande, ces églises allemandes, ces palais allemands, avaient été bâtis par des Tchèques et pour des Tchèques. Un cartouche, un écusson était-il remis à nu, une peinture restaurée, un vieux parchemin tiré de la poussière, tout protestait en leur faveur. Dans tous les vestiges du passé, ils retrouvaient la marque du génie national dont, malgré la culture allemande, ils avaient gardé en eux l'instinct secret. Le moment était favorable pour briser les liens du servage moral dans lequel

ils étaient tenus. Un grand courant pour l'émancipation des peuples traversait l'Europe ; les races qui revendiquaient leur propre indépendance s'érigeaient en juges du grand tribunal de la liberté. Quiconque se présentait avec des titres avait droit d'être entendu. Aussi bien les Tchèques n'étaient-ils pas un débris d'une ancienne race, comme les Magyars, qui, isolés au centre de l'Europe, sont seuls contre tous, et n'ont pour eux que leur vaillance et la foi dans leurs destinées. Eux avaient des frères et des alliés naturels. S'ils occupaient le poste le plus avancé des Slaves en Europe, ils n'en étaient pas complètement détachés ; deux millions de Slovaques et treize millions de Polonais formaient avec eux un groupe important de Slaves, tous catholiques ; et derrière ces masses se dressait le colosse russe, toujours prêt à appuyer leurs revendications. L'avenir semblait ouvert aux peuples Slaves ; l'heure fatale avait sonné pour la Turquie. A chaque secousse, un des peuples que les musulmans tenaient sous leur joug était rendu à la liberté. Après les Grecs et les Roumains, allait venir le tour des Slaves du Sud, Serbes et Bulgares..... Tôt ou tard, la monarchie austro-hongroise finirait par adopter la forme fédérative. Ce jour-là, les Slaves du Nord retrouveraient leur autonomie.

Pour mesurer la portée de l'œuvre entreprise par Palacky et continuée avec une persévérance opiniâtre par son gendre le Dr Rieger, il faut se rappeler ce qui a été dit plus haut de la situation de la Bohême pendant la première moitié de ce siècle. L'instruction publique à tous les degrés était donnée en allemand et par des Allemands. Prague ne possédait qu'un seul théâtre et on n'y jouait que des pièces écrites en allemand. Tous les livres, tous les journaux étaient en langue allemande. Au point de vue politique et social l'influence allemande était également dominante. La haute aristocratie et les grands propriétaires étaient tous d'origine allemande. Lors de la révolution de 1618, la noblesse de Bohême s'était déclarée contre l'Empereur ; elle fut décimée, en 1620, à la bataille de la Montagne Blanche. On fit alors don aux généraux autrichiens de vastes domaines. De nombreuses familles vinrent d'Autriche en Bohême, y donnèrent le ton à la haute société tchèque, l'absorbant à ce point, qu'il y a vingt ans, la curie des grands propriétaires ne contenait que trois familles tchèques, les Palacky, les Daobek et les Claudy. L'élément tchèque n'étant plus représenté en Bohême que par un petit nombre de bourgeois et par la population rurale, les Allemands eurent libre carrière. Ils accaparèrent toutes les branches de

commerce et d'industrie, furent maîtres des villes et des chambres de commerce. Ils purent ainsi s'assurer la majorité aux élections. Dans les essais constitutionnels faits après la bataille de Solférino, on eut soin de former les circonscriptions électorales de manière à conserver l'influence au parti allemand. « En Bohême, les villes Slaves avaient un député pour 12,020 électeurs, tandis que les villes allemandes en avaient un pour 10,315. Dans les circonscriptions rurales, les Slaves avaient un député par 53,200 habitants, tandis que les circonscriptions allemandes en avaient un pour 40,800 électeurs. La ville allemande de Reichenberg avec 19,000 habitants avait trois députés, tandis que la ville slave de Prague, avec 150,000 habitants, n'en avait que dix. — Le bourg allemand de Parchen, avec 500 habitants, avait un député ; la ville slave de Kladno, avec 8,000 habitants, n'en avait pas un seul. — Ce système électoral était un véritable mensonge, il subsiste encore aujourd'hui, et tant qu'il sera en vigueur, l'Autriche ne peut être considérée comme un état sincèrement représentatif [1]. »

Il fallait que Palacky, qui ne se plaisait qu'au milieu de ses livres et ne descendait qu'à contre-cœur dans l'arène politique, eût une singulière

[1] *Histoire de l'Autriche-Hongrie.* 1879. Louis Léger.

énergie pour essayer le renversement de cet état de choses. Le réveil du sentiment national ne date que de la fondation du musée de Prague créé en 1818 par les comtes Kolowrat et Sternberg; on y rassembla tous les documents d'archéologie et d'histoire qui pouvaient aider à reconstituer l'histoire de la Bohême. On découvrit vers cette époque quelques poésies du moyen-âge qui sont de la plus haute importance pour l'étude de la langue tchèque, le Jugement de Liboucha et le manuscrit de Kralove Dvor[1]. La *Revue du Musée* fut la première manifestation de la renaissance littéraire et l'occasion d'un rapprochement entre tout ce que la nation tchèque possédait alors d'esprits cultivés. Palacky puis Safarik eurent la direction de la revue, plus tard le Dr Rieger en assura le succès. La société pour la publication des livres scientifiques (*Matice Czeska*), fondée dans le même temps, permit d'éditer des œuvres considérables, notamment celles de Jungmann et de Safarik. La régénération du peuple tchèque était l'unique préoccupation. Tout savant ou tout homme de lettres était reçu chez le comte Sternberg où se réunissait l'élite de la société tchèque. Chacun briguait les suffrages de cette

[1] *Chants héroïques et chansons populaires des Slaves de Bohême.* Louis Léger.

brillante réunion, qui réservait ses encouragements à ceux qui concouraient le plus activement à l'œuvre nationale.

Comme aux jours où Virgile annonçait au monde un nouvel ordre de choses, chaque nation opprimée apprenait par les chants de ses poëtes qu'une ère nouvelle allait s'ouvrir pour elle. Dans la vaste plaine hongroise, c'étaient Vorosmarty, Petofi et Jean Arany, sur les bords de la Vistule Mickiewicz, Slowacki et Zaleski, au cœur de la Bohême c'était Kollar, l'auteur de la *Fille de gloire*, Celakovski, Hanka, Vocel, tous suppliant leurs compatriotes de ne pas s'oublier eux-mêmes et de savoir vivre assez longtemps pour attendre l'heure de la liberté.

En 1842 la renaissance littéraire en Bohême était déjà un fait accompli. Le comte de Thun en indiqua la portée dans un travail resté célèbre : *De l'état actuel de la littérature en Bohême et de son importance*. Après avoir montré le rôle de tous les précurseurs, du grammairien Dobrowski, de l'historiographe Pelzel, du linguiste Faustin Prochazka, il présente au monde le cortège des poëtes, des historiens et des savants dont nous venons d'observer la marche. Les Hongrois, qui menaient sous les auspices du comte Stéphan Széchenyi la même campagne, comprirent où voulaient en venir les

Tchèques, et il s'engagea entre le comte de Thu pour la Bohême et M. F. Pulszky pour la Hongrie une polémique courtoise mais véhémente ; le premier réclamait pour les Slaves de Bohême et de Hongrie le droit à une vie individuelle, le second évoquait le spectre russe qui lui paraissait dissimulé derrière l'agitation des Slaves du nord.

Nous sommes à la veille des évènements de 1848. La nation tchèque rendue à la vie va pouvoir s'affirmer. Quelle va être son attitude et son programme ? Palacky en est à la fois la tête et l'âme. C'est lui qui va occuper toute la scène politique. Il sera seul à parler au nom de son peuple. Dans plusieurs notices consacrées à ce grand historien, M. Louis Léger a mis en relief l'élévation de son caractère et la sûreté de ses vues politiques. Palacky n'attend le salut de la Bohême, ni de l'insurrection, ni de l'abaissement de l'Autriche, mais du développement moral de la race tchèque et de son droit historique. De 1824 à 1848 les travaux historiques l'avaient absorbé complètement; de 1848 à 1876, époque de sa mort, il dut bien malgré lui faire à la politique une large part. Rien n'était plus contraire à ses goûts que les luttes oratoires et les intrigues de la vie parlementaire. Les revendications des Tchèques reposaient uniquement sur le droit historique. C'est l'unique base d'argumentation que

prend Palacky. Il se révèle tout entier dans les déclarations qu'il fit en 1848.

Il est remarquable de voir pendant un demi-siècle François Palacky à Prague et François Deak à Budapest, défendre avec les mêmes armes le premier la cause tchèque, le second la cause hongroise. De chaque *memorandum* de Palacky on pourrait rapprocher un des fragments des grands plaidoyers politiques de Deak : mêmes théories, mêmes bases de revendications, même loyauté dans les moyens, même ténacité dans l'action, je ne dirai pas même succès, car le *dualisme* a assuré à la Hongrie, dans la monarchie, un rôle égal à celui de l'Autriche, tandis que la Bohême n'est encore qu'une province de l'Empire.

L'acte politique le plus saillant de Palacky est sa grande déclaration de 1848. Un comité allemand s'était réuni à Francfort pour chercher le régime qui devait le mieux convenir à l'Allemagne. La Bohême ayant été englobée depuis 1815 dans la confédération germanique, on était convaincu en Allemagne que les Tchèques devaient faire cause commune avec les Allemands. Palacky saisit cette circonstance pour détruire à jamais leur illusion : « *Je ne suis pas Allemand, je suis Tchèque* », répondit-il au nom de ses compatriotes, au président du comité qui l'avait invité à se rendre à

Francfort. Ce document doit être cité en entier.

« Le but déclaré de votre réunion est de substituer la fédération des peuples à l'ancienne fédération des princes, d'amener la nation allemande à la véritable unité, de renforcer le sentiment national allemand, d'assurer au-dedans et au-dehors la grandeur de l'Allemagne. J'honore ces efforts et les sentiments qui les inspirent, mais par cela même je ne puis m'y associer. *Je ne suis pas Allemand*, ou du moins je n'ai pas la conscience de l'être et certainement vous ne m'avez pas appelé auprès de vous pour remplir le rôle d'un comparse sans opinion et sans volonté. Je devrais ou nier mes sentiments et jouer la comédie, ou vous faire une opposition déclarée. J'ai trop de franchise pour le premier rôle, trop peu d'impudence pour le second. Je ne puis me résoudre à troubler par des paroles discordantes l'entente et la concorde que je désire voir régner non seulement chez nous, mais encore chez nos voisins.

« *Je suis Tchèque*, d'origine slave, et le peu que je vaux est tout entier au service de ma nation ; cette nation est sans doute petite, mais elle constitue depuis ses origines une individualité historique; ses princes sont entrés dans le concert des princes allemands, mais le peuple lui-même ne s'est jamais considéré comme allemand..... D'autre part, vous

voulez affaiblir à jamais, rendre même impossible l'existence de l'Autriche comme Etat indépendant ; or, le maintien, l'intégrité, le développement de l'Autriche sont d'une haute importance, non seulement pour mon peuple, mais pour l'Europe entière, pour l'humanité et la civilisation elle-même. »

Quand la Révolution de 1848 éclata en Autriche, Prague était déjà le centre d'action de tous les Slaves de la monarchie. Les délégués tchèques, moraves, slovaques, polonais, ruthènes, croates, serbes se réunirent en congrès à Prague pour établir entre eux une étroite solidarité et adopter un programme. L'émeute du 12 juin 1848 à Prague, et la résolution prise tout à coup par la cour de Vienne de revenir au système centraliste, mirent à néant tout espoir de compromis. Les nouveaux essais constitutionnels de 1860 n'aboutirent encore qu'à la loi fondamentale de 1861, qui établit une étroite centralisation. Les Tchèques ne trouvèrent pas d'autre moyen de protester que de quitter le parlement de Vienne. Ils siégeaient encore à la Diète de Prague, mais le parti allemand y était prépondérant et l'élément tchèque ne pouvait se renforcer que par une réforme électorale. M. Palacky et M. Rieger firent de vains efforts pour l'obtenir et se décidèrent, en juin 1863, à quitter la Diète de Prague. Les députés tchèques suivirent leur exemple.

L'élément tchèque n'était plus ainsi représenté ni au Parlement, ni à la Diète. Dès cette époque, Palacky voyait, avec une grande inquiétude, s'annoncer le *dualisme austro-hongrois*, système de gouvernement que le comte de Beust parvint à organiser quelques années plus tard. C'était le triomphe des Magyars, mais en même temps la négation de l'autonomie des autres races de l'Autriche. Aucune place n'était faite dans ce système aux Slaves qui formaient pourtant la moitié de la monarchie. Palacky protestait par avance contre le *dualisme* et préconisait le fédéralisme autrichien, seul système capable d'assurer à chaque peuple une égale indépendance. Il demandait que chaque province de l'Empire pût s'administrer séparément, suivant ses lois et ses usages; le seul lien eût consisté dans une administration commune comprenant les affaires étrangères, la guerre, les finances et le commerce.

Le dualisme avait triomphé en 1867 et les Tchèques étaient livrés à un profond découragement. Ils demandèrent en vain qu'on réglât les rapports de la Bohême et de la monarchie sur la base du droit historique. Ils n'arrivèrent qu'à provoquer une dissolution de la Diète où la majorité était tchèque.

Les nouvelles élections donnèrent une majorité allemande. Les députés tchèques se décidèrent de nou-

veau à ne plus siéger, ni au parlement ni à la diète et à continuer leur système d'abstention. C'est à cette heure critique que Palacky reçut de la Société d'histoire naturelle de Moscou, l'invitation de visiter l'exposition ethnographique qui s'ouvrait dans cette ville. Il trouva à Moscou des représentants des divers peuples slaves et l'accueil qu'il reçut fit croire un instant à l'Europe que les Tchèques acceptaient définitivement le haut patronage du Tsar. On a longtemps reproché aux chefs du parti tchèque d'avoir, dans les circonstances difficiles que traversait l'Autriche, noué avec les Russes des relations qui pouvaient être un danger pour la sécurité de la monarchie. Palacky protesta plus tard contre les intentions qu'on lui avait prêtées. D'ailleurs il avait pu juger par lui-même que les Russes n'entendent patronner les Slaves que pour les rattacher à la grande patrie russe et que le premier sacrifice qu'elle leur demandera est l'abandon de leur littérature nationale, l'adoption de la langue russe et leur conversion à l'Eglise schismatique russe. Chercher l'autonomie avec les Russes, c'est donc préparer une absorption ; or Palacky a déclaré hautement qu'il s'en tenait toujours à l'Autriche fédérative, qui seule était capable de garantir l'autonomie des peuples slaves.

En 1868, les députés tchèques formulèrent le pro-

gramme officiel de leur parti : ils réclamaient pour la Bohême une situation égale à celle qui avait été faite à la Hongrie.

Pendant ces alternatives d'espérances et de déceptions les chefs du parti tchèque ne négligeaient aucune occasion de stimuler dans les masses le sentiment national. L'association fut un de leurs plus puissants moyens d'action. On vit se créer la Société de gymnastique (le Faucon), l'Association des études techniques, le club tchèque, le théâtre tchèque, des sociétés orphéoniques.... Ces institutions, dues à l'initiative privée, n'ont d'autres ressources que les dons volontaires.

A peine le théâtre était-il terminé, qu'il fut incendié ; on ouvrit une nouvelle souscription. Trois millions de francs furent apportés en quelques mois. Peu à peu il s'est formé en Bohême deux mondes distincts, deux sociétés rivales. Il n'y a pas un seul Allemand dans l'orphéon tchèque. Un Tchèque est exclu de tout centre allemand. Un professeur qui n'est pas originaire de Bohême et qui est nommé professeur dans un collège ou à l'Université, doit malgré lui prendre parti pour les Tchèques ou pour les Allemands. Garder la neutralité ne serait pas possible.

Il s'opérait en même temps une transformation sociale qui devait servir la cause tchèque. On a vu

plus haut que l'ancienne noblesse avait disparu et avait été remplacée par une aristocratie allemande[1]. A la longue, celle-ci adopta la Bohême pour nouvelle patrie et plusieurs de ses membres furent même les auxiliaires de Palacky. Nous avons rappelé les services rendus par le comte Sternberg et le comte de Thun. Palacky avait senti que le pays aurait un jour besoin du concours de la noblesse, il s'adressa à la jeune génération et on vit plusieurs gentilshommes suivre assidûment ses conférences. Aujourd'hui, le comte Clam-Martinic, les princes Aloys et Alfred Lichtenstein, le prince Charles Schwarzenberg sont les chefs du parti. Plusieurs des membres de l'aristocratie qui résidaient à Vienne ont repris possession de leurs hôtels à Prague, et il est de bon ton dans la haute société de s'intéresser aux moindres manifestations de la vie nationale. — Dans la classe moyenne, la tradition s'est conservée intacte. Le paysan tchèque

[1] Les plus grands propriétaires fonciers de la Bohême sont : le prince Liechtenstein, qui vote à la Chambre des seigneurs avec les centralistes allemands ; il réside à Vienne ; — le prince Jean Adolf de Schwarzenberg, qui possède des domaines immenses aux environs de Budweiss ; — le prince Charles de Schwarzenberg, qui est, avec le comte Henri Clam Martinic, à la tête du parti fédéraliste ; — le prince de Fürstenberg, dont les domaines sont à Pürglitz ; — le comte Kaunic. Ils ont tous fixé leur résidence à Prague. — Le comte Coloredo Mansfeld, — le prince Adolf Auersperg et le prince Charles Auersperg, anciens présidents du conseil des ministres, etc.....

travaille, économise, et s'enrichit assez vite. Plusieurs possèdent même des terres importantes et paient les 250 florins d'impôt exigés pour faire partie de la curie des grands propriétaires. Seulement leurs terres n'étant pas de celles dites *indivisibles* et portées comme telles sur le registre (*Landtaffel*) ils ne sont pas admis à voter avec ce collège pour les élections politiques. C'est là une réforme qui augmenterait sensiblement l'influence des Tchèques dans les élections. Le bourgeois lui aussi est économe, et ses relations sont strictement limitées au cercle intime de la famille ; il n'existe aucun lien entre la bourgeoisie et la noblesse. Celle-ci porte haut et est très exclusive. Aussi n'y a-t-il de relations entre ces deux classes, que celles exigées par la communauté d'intérêts politiques. Longtemps la bourgeoisie tchèque n'eut aucune signification politique ; aujourd'hui elle a pris une certaine force. J'ai cité les trois familles tchèques qui étaient seules, il y a vingt ans, dans la curie des grands propriétaires; aujourd'hui on en compte une soixantaine. Cette formation d'une haute bourgeoisie s'est faite insensiblement. Tel a acheté une grande terre, tel autre a occupé de hauts emplois dans la cité, celui-ci a été fait chevalier, celui-là a reçu pour son dévouement à la chose publique les insignes de la couronne de fer et a droit de porter le titre de

Baron.... Il s'est ainsi formé une sorte de gentry, qui est de pure race tchèque et qui aspire à jouer le rôle de classe dirigeante, aux lieu et place des Allemands. Les Allemands se sentent assiégés de toutes parts. Ils ont perdu leurs positions au parlement de Vienne, mais ils peuvent encore se défendre dans la Diète. C'est là que les Tchèques les attaquent maintenant. On voit que cette lutte qui a l'apparence d'une lutte politique est en même temps une lutte sociale.

Palacky est mort en 1876, mais il laissait en son gendre le Dr Rieger un successeur capable de continuer à lui seul une œuvre à laquelle il collaborait depuis plus de trente ans. Le Dr Rieger est le plus grand orateur que la Bohême ait eu jusqu'à ce jour. Pendant dix-sept ans, il a su non sans peine imposer à son parti une abstention systématique. Il a prouvé par là qu'il suivait un plan bien défini et a montré dans toutes les circonstances une énergie que les peuples aiment voir chez celui qu'ils ont choisi pour chef. Quant le comte de Taaffe prit en Autriche la direction des affaires et commença l'essai loyal du système autonomiste, les Tchèques n'avaient plus de motifs pour se tenir à l'écart. Ils rentrèrent au parlement de Vienne en octobre 1879. Depuis, ils gagnent peu à peu du terrain. En 1880, un décret a établi en Bohême l'égalité de la langue

tchèque et de la langue allemande ; le parlement de Vienne a autorisé dernièrement la création d'une université tchèque à Prague, c'est maintenant une réforme électorale que réclament les Tchèques par la voix de M. Zeithamer, un de leurs représentants au Reichsrath.

En somme le programme des Tchèques consiste aujourd'hui comme au temps de Palacky, à demander l'autonomie de la Bohême. Ils reconnaissent que pour maintenir l'unité de l'Etat autrichien il faut laisser au parlement de Vienne la direction des affaires étrangères, de la guerre, du commerce et des finances ; mais ils demandent que la diète de Prague soit souveraine pour tout le reste, c'est-à-dire, pour l'instruction publique, la justice et l'administration locale. Enfin, pour consacrer les droits historiques du pays, ils exigent que François-Joseph se fasse couronner roi de Bohême à Prague. Il n'y a parmi ses prédécesseurs que Joseph II qui ait refusé de se conformer à cette tradition. François-Joseph a dû, il y a quinze ans, cédant aux instances des Magyars, se faire couronner roi de Hongrie à Budapest ; les Tchèques demandent que l'Empereur leur donne la même satisfaction.

VI

L'UNIVERSITÉ DE PRAGUE

Le fait capital de cette année est la victoire des Tchèques au parlement autrichien. Ils ont obtenu une université tchèque qui va être prochainement établie à Prague. En mai 1881, la chambre des Seigneurs avait rejeté, malgré le ministère, le projet déjà voté par le Reichsrath. On se rappelle les désordres qui eurent lieu en juin, les troubles à Prague, les rixes entre étudiants tchèques et étudiants allemands, ces derniers criant à la persécution, puis le remplacement du gouverneur M. de Weber par le maréchal de Krause qui était plus sympathique aux Tchèques, enfin l'appel fait en juillet par les étudiants allemands de Prague *à leurs camarades d'Iéna et de Berlin,* les engageant à venir les renforcer à l'université de Prague pour se défendre contre les étudiants tchèques...

La question de l'université tchèque est revenue cette année au parlement de Vienne, et malgré la résistance opiniâtre du parti allemand, les Tchèques ont cette fois obtenu gain de cause : longtemps encore ce sera le sujet des discussions entre Allemands et Tchèques.

Voici les principaux arguments des Allemands :

Les Tchèques n'ont pas de littérature nationale, ni de corps enseignant organisé. La classe dirigeante en Bohême est, depuis plus de deux siècles, composée d'Allemands. Tous les progrès réalisés dans le pays sont dus aux efforts des Allemands de Bohême. C'est de l'Allemagne que les Tchèques ont reçu jusqu'ici toute culture intellectuelle ; toute production littéraire ou scientifique formant la base du haut enseignement ne peut être empruntée qu'aux philosophes, écrivains ou savants allemands. Jusqu'en 1848, Palacky lui-même écrivait en allemand son histoire de Bohême. Tous les ouvrages qui permettent de suivre les progrès de l'esprit humain viennent d'Allemagne et sont écrits en langue allemande. Les Tchèques se glorifient à juste titre d'avoir produit des hommes de la valeur de Jungmann, Safarik et Palacky, de compter des poëtes nationaux, des hommes politiques de grande valeur, mais une université tchèque n'aura pas

encore assez d'éléments pour un enseignement complet reflétant le génie propre de la race tchèque.

Les griefs des Tchèques n'ont pas de base sérieuse. Les plus distingués parmi eux ont accès dans le corps des professeurs de l'université allemande ; ils sont libres de faire leurs cours dans la tendance qui leur plaît, notamment les cours d'histoire et de littérature tchèques. Leur pensée secrète est de faire échec à l'influence allemande et de créer deux enseignements rivaux pour séparer la jeunesse en deux camps. Quand ils auront leur université, ils n'auront plus d'autre souci que de détruire l'université allemande. Qu'arrivera-t-il alors ? Les étudiants allemands seront obligés ou bien de fréquenter l'université tchèque de Prague, ou bien d'aller à Vienne ou en Allemagne pour y recevoir la haute culture intellectuelle la plus conforme à leur esprit. Puisque les Tchèques l'ont emporté au parlement autrichien et que les intérêts des Allemands de Bohême ont été sacrifiés, les professeurs allemands préfèrent deux universités distinctes à une université mixte allemande et tchèque. Si on avait admis une université mixte, les professeurs allemands n'auraient pas tardé à être expulsés. Le passé est là pour montrer que quand les Tchèques pénètrent quelque part, tôt ou tard les Alle-

mands sont obligés de leur céder la place. Rien n'est plus insinuant et plus exclusif qu'un Tchèque.

L'expérience prouvera que la nouvelle université ne peut donner qu'un enseignement médiocre; on y fera certainement plus de politique anti-allemande que de science véritable. Cette institution réserve à la Bohême des luttes intestines et un jour peut venir où la génération nouvelle, se sentant sacrifiée à une haine de race, tournera ses regards non plus vers l'Autriche mais vers l'Allemagne.

Que répondent les Tchèques?

Nous ne voulons pas la guerre, mais notre droit. Quel est, en 1882, l'état de l'université allemande de Prague?

	TCHÈQUES.	ALLEMANDS.		
Théologie (en latin)...	164	44	=	208
Droit	670	369	=	1.039
Philosophie.....	287	141	=	428
Médecine.....	229	184	=	413
	1.350	738	=	2.088

Nous réclamons pour ces 1350 élèves un enseignement conforme à leur nature d'esprit et à leurs tendances. Les Allemands nous reprochent de ne

pas avoir un corps de professeurs suffisant pour une université distincte. Qu'on jette les yeux sur l'*Ordung* et qu'on recherche l'origine des professeurs allemands, beaucoup d'entre eux ne sont pas originaires de Bohême, mais viennent de Prusse et d'autres parties de l'Allemagne. Il est vrai qu'on a admis des professeurs tchèques à l'université de Prague, mais dans quelle proportion? Dans la faculté de philosophie, par exemple, on trouve pour les cours de philosophie le Dr Willmann, Prussien; le Dr Stumpf, Bavarois; le Dr Marty, Suisse; un seul professeur est Tchèque, le Dr Durdik. Et quelle peine il faut pour pénétrer dans ce Sacré Collège! Comme les professeurs présentent au ministre trois candidats, ils peuvent toujours empêcher un Tchèque d'être nommé. La nationalité est une cote défavorable qui vient encore s'ajouter aux chances d'un examen, et les privat-docenten tchèques n'ont pu forcer la porte de l'université qu'en produisant des thèses d'une valeur telle qu'il fallait bien les recevoir pour ne pas provoquer de scandale. Il y a dix ans au plus qu'on a bien voulu accepter des dissertations faites en langue tchèque. Un corps enseignant qui compte des hommes de la valeur du Dr Durdik pour la philosophie, du Dr Anton Randa pour le droit, du Dr Gundely, le continuateur de l'ouvrage de Palacky, ne mérite pas le reproche

médiocrité que les Allemands lui ont adressé à tort. En fait, il y a déjà à Prague deux universités dans une même noix. Les Tchèques ne veulent pas attendre davantage, ils demandent à être émancipés de suite.

Après l'université de Paris et celle de Bologne, l'université de Prague est la plus ancienne de l'Europe. Charles IV, empereur d'Allemagne et roi de Bohême, la créa en 1348 ; elle fut aussitôt le rendez-vous de toute la jeunesse de Bohême, de Pologne, de Bavière et de Saxe. En 1408 elle comptait 30,000 étudiants ; seule l'université de Paris pouvait rivaliser avec elle. Il a fallu l'écrasement des Hussites, le triomphe du germanisme dans la guerre de Trente ans, les persécutions de Ferdinand II et l'effacement de la Bohême pendant plus de deux siècles, pour priver les Tchèques de la plus belle de leurs institutions. La politique autrichienne a livré cette université aux Allemands ; la politique fédéraliste venant à triompher doit la rendre aux Tchèques.

Il est temps, disent encore les Tchèques, que les Allemands ne se targuent plus de représenter à eux seuls la culture intellectuelle en Bohême. Si les Tchèques n'ont pas vu depuis trois cents ans leur littérature se développer, c'est que les Allemands ont confisqué à leur profit toutes les forces vives de

la nation tchèque. Et d'ailleurs qu'a produit en Bohême cette société allemande si cultivée et qui dispose de tant de ressources ? — Pas un seul journal littéraire, tandis que les Tchèques en ont déjà plusieurs.

L'université allemande jouit d'une dotation considérable. Les professeurs ont à leur disposition des bâtiments magnifiques : le Carolinum, le Clementinum et les splendides instituts de la nouvelle ville où sont de spacieux amphithéâtres, de riches collections, de magnifiques bibliothèques et des logements confortables pour le personnel enseignant. Partager les fonds de l'université actuelle, céder une partie des bâtiments, se serrer pour faire place aux nouveaux venus, c'est dur pour des hommes qui la veille encore se croyaient seuls maîtres de la place. Les Tchèques disent tout bas que ces soucis matériels ne sont pas étrangers à l'opiniâtre résistance qu'ils ont trouvée dans le camp des professeurs allemands.

Le vote du parlement a enfin donné gain de cause aux Tchèques. La nouvelle université est en voie de formation. On ira progressivement. Une faculté de philosophie et une faculté de droit seront d'abord créées. Dans un an seulement on ouvrira une faculté de médecine.

VII

LA PRESSE DE PRAGUE

Le journalisme politique a été créé en Bohême par Havliczek, un patriote ardent, qui fonda en 1848 *Les nouvelles nationales* (*Narodni Novini*). Longtemps contenue par une censure sévère, la presse tchèque ne put se développer. C'est seulement depuis la constitution de 1860 qu'elle a commencé à jouer un rôle important. Les principaux journaux politiques sont les suivants :

La Politique (*Politik*), organe du vieux parti tchèque, inspiré par le docteur Rieger, chef des conservateurs-libéraux. Il est rédigé en allemand pour pouvoir défendre plus facilement la cause tchèque contre le parti allemand.

Le Progrès (*Pokrok*), organe du même parti, dirigé par M. Zeithamer et rédigé en tchèque.

Les nouvelles tchèques (*Ceské noviny*) a aussi la même tendance, mais a peu d'influence.

Les Feuilles nationales (*Narodni Listy*). C'est le journal des *jeunes tchèques*. Ce parti s'est formé en 1863 pour protester contre l'alliance du vieux parti national avec la noblesse et l'épiscopat ; il a des tendances radicales qui tranchent avec la modération que les vieux tchèques se sont imposée comme ligne de conduite. Tout en étant d'accord sur la question nationale, ils prennent le contrepied de leur système. Palacky déplorait en 1863 l'insurrection polonaise, la Politik condamnait dernièrement l'insurrection de l'Herzégovine, — les jeunes tchèques au contraire firent l'apologie de la première et se gardèrent bien de blâmer les Herzégoviniens. Le système d'abstention préconisé par le docteur Rieger, vis-à-vis du Reichsrath et de la diète fut aussi combattu par le Narodni Listy. Les vieux tchèques sont très catholiques, les jeunes tchèques sont en grande partie protestants et ne seraient pas très éloignés de revenir à la tradition hussite. Le docteur Greger dirige ce journal. Des trois députés que les jeunes tchèques ont au Reichsrath, le docteur Trojan est le plus en vue. La nécessité de faire opposition à la Politik et de justifier l'existence d'un parti distinct entraîne souvent le Narodni Listy à exagérer ses propres tendances.

Le Tchèque (*Cech*) est le journal du clergé.

Les journaux politiques allemands de Bohême sont: *La Bohemia*, *Le Prager Tagblatt*, qui a adopté le genre de nouvelles à la main et donne à sa politique une note moins acerbe que la Bohemia.

Le Prager Zeitung (journal officiel); *la Politik*, *le Narodni listy*, *la Bohemia* et le *Prager Tagblatt* tirent chacun de six à sept mille exemplaires

La Tribune, qui paraît à Vienne, est rédigée en allemand et a pour directeur M. J. S. Skrejsovsky. Elle défend la politique tchèque dans la capitale de l'Autriche. A Brunn, les Tchèques de Moravie ont pour organe *le Moravska Orlice* (l'*Aigle de Moravie*). A Saint-Marton, dans le comitat hongrois de Turoc, qui est peuplé de Slovaques, les *Sloveski noviny* entretiennent la propagande slave.

Il faudrait citer un trop grand nombre de journaux, pour avoir une nomenclature complète des feuilles en langue tchèque qui paraissent en Bohême et en Moravie.

VIII

LES EXPLORATEURS TCHÈQUES

Les peuples qui luttent pour reprendre une place au soleil n'oublient jamais ceux qui ont quitté la mère-patrie et courent le monde pour de nobles entreprises ; les succès des absents font rejaillir sur eux quelque chose de leur gloire. Au loin, explorateurs, artistes, savants en mission se sentent soutenus par la pensée que le pays veille sur eux. Il n'est pas au monde un Hongrois, un Serbe, un Tchèque dont à Pest, à Belgrade ou à Prague on ne suive la trace et dont on n'attende avec intérêt la moindre nouvelle. Quand un peuple a de si nobles soucis, son histoire n'est pas près de finir.

M. Naprstek, un négociant de Prague, a réussi à force de persévérance à constituer un musée d'objets provenant de diverses parties du monde. Il est en relations suivies avec plusieurs des explorateurs

tchèques. On peut s'étonner qu'un aussi petit pays, situé au centre de l'Europe, entouré de hautes montagnes donne à la science autant de grands voyageurs. On m'a nommé : — Le Dr Feistmantel, qui a été chargé par le gouvernement anglais d'études géologiques dans les Indes et est maintenant professeur à l'institut polytechnique de Prague. — Le Dr Pavel Durdik, qui est au service du gouvernement hollandais dans l'île Nias, près Sumatra. — Le Dr Stecker qui fit partie en 1879 de l'expédition allemande du Dr Gerhard Rohlfs dont l'objectif était la contrée de Wadaï dans l'Afrique centrale. Il est actuellement en Abyssinie. — Le Dr Emil Holub, qui a passé sept ans dans l'Afrique méridionale chez le roi Sepopo et qui a rendu compte de ce voyage dans un ouvrage important. — Le Dr Curda, qui est au service du gouvernement hollandais dans les Indes Orientales et qui a doté Postelberg, sa petite ville natale, d'une collection ethnographique.

Le musée de Naprstek a été aussi enrichi de nombreux objets par M. Masek de Chicago et par M. de Mracek (ingénieur à Odessa), qui a visité la région du fleuve Amur et le Japon pour des projets de colonisation. — Les frères Korbel, propriétaires des factoreries à San Francisco envoient à Prague, depuis une vingtaine d'années, des études d'histoire naturelle et d'ethnographie sur la Californie.

IX

SITUATION RESPECTIVE DES ALLEMANDS ET DES TCHÈQUES DANS LA DIÈTE DE BOHÊME

La Diète de Bohême contient 236 représentants. 70 sont nommés par la curie des grands propriétaires, 15 par les cinq chambres de commerce, 72 par les habitants des villes qui paient un cens de cinq florins, 79 par les habitants des communes rurales. Pour ce dernier collège le vote a lieu à deux degrés. Sont membres de droit l'archevêque, trois évêques et le recteur de l'Université. Cette loi électorale a été faite de manière à assurer la majorité aux Allemands qui, pourtant, ne représentent que les deux cinquièmes des Tchèques. — En 1876, les Allemands avaient la majorité dans la Diète avec 158 voix ; aux dernières élections, en 1878, sous le ministère du prince Adolf d'Auersperg, l'un des chefs du parti centraliste, les Allemands l'ont en-

core emporté. Il pourrait en être de même aux prochaines élections, si une réforme électorale n'a pas été obtenue par les Tchèques. — Les cinq chambres de commerce de Prague, Budweiss, Pilsen, Reichenberg et Eger envoient toujours des délégués allemands. Les villes et les communes rurales nomment environ 75 tchèques et 75 allemands. C'est donc de la curie des grands propriétaires que peut dépendre la majorité. Le docteur Rieger et le comte Henri Clam Martinic, chefs du parti conservateur tchèque, sont convaincus que si au lieu de voter pour une seule liste, on fractionnait la curie des grands propriétaires en six circonscriptions, l'élément tchèque gagnerait des voix pour la Diète et pour le Reichsrath. Depuis vingt ans ce système de plusieurs listes a été adopté en Galicie ; M. de Schmerling, se trouvant en face de quinze cents propriétaires presque tous polonais, espérait, en partageant la curie en dix circonscriptions, faire gagner quelques voix au parti centraliste allemand. M. Zeithamer, qui est le bras droit du Dr Rieger, a pris en main ce projet de réforme. Les 444 grands propriétaires ayant droit de vote nomment 23 députés au Reichsrath et il n'y a guère plus de 402 votants. Aux dernières élections, on est arrivé par un compromis à faire passer une liste de 13 députés centralistes et de 10 députés fédéralistes ; der-

nièrement, pour une élection partielle, les Allemands et les Tchèques n'ont pu s'entendre, mais ces derniers ont réussi à grouper une majorité de 216 voix qui a amené le succès du candidat autonomiste. Ce résultat est un indice du progrès du parti tchèque. Si la proposition de M. Zeithamer est adoptée, il est probable que la curie des grands propriétaires enverra au Reichsrath 13 députés autonomistes, et seulement 10 centralistes. Les chefs du parti allemand de Bohême, M. Herbst, dont la vie a été consacrée tout entière à la politique, et le docteur Schmeykal ne laisseront pas les Tchèques faire ce nouveau pas sans leur opposer une résistance désespérée. On verra bientôt, dans le Parlement de Vienne, revenir sous une nouvelle forme toutes les doléances, qui ont été déjà exprimées lors de la discussion pour la création d'une université tchèque à Prague.

X

FORCES DU PARTI SLAVE AU PARLEMENT DE VIENNE

Dans l'Empire d'Autriche (Cisleithanie), sur une population de 21,794,231 habitants, les Allemands ne dépassent pas 8,008,864 âmes, et encore tous ne sont-ils pas partisans du système centraliste. C'est cette minorité qui, jusque dans ces derniers temps, prétendait tenir sous sa domination Tchèques et Moraves (5,180,908), Polonais (3,238,534), Ruthènes (2,792,667), Slovènes (1,140,304), Serbo-Croates (563,615), Italiens (668,653), Roumains de Bucovine (190,799), Magyars (9,877). — Aujourd'hui ces divers éléments se sont groupés pour défendre leurs droits contre l'influence encore puissante du parti allemand. C'est sur cette coalition que s'appuie le ministère du comte E. de Taaffe.

La Chambre des Députés (Reichsrath) contient 353 membres. Depuis dix ans les représentants ne

sont plus nommés par les Diètes provinciales, mais directement par les électeurs divisés en quatre collèges : — La Curie des grands propriétaires nomme 85 députés ; les villes et les chambres de commerce 137 ; les communes rurales 131. Pour ce dernier collège, le vote a lieu à deux degrés. Les scrutins donnent généralement une majorité autonomiste de 180 voix contre 150 députés du parti centraliste allemand. Cette majorité est formée par divers clubs parlementaires où domine l'élément slave.

Le club *polonais* comprend 56 députés. M. Grocholski et le prince Georges Czartoryski en sont les chefs. Il a deux représentants dans le ministère, M. Dunajewski, ministre des finances, et le baron Ziemialkowski, ministre pour la Galicie. — Ce parti réclame pour la Galicie une autonomie administrative plus étendue. Le docteur Zyblikiewicz, maréchal de la Diète de Galicie, est d'origine ruthène, le comte Alfred Potocki est gouverneur de la province. L'administration de la Galicie, pays polonais et ruthène, est ainsi complètement confiée à des Slaves.

Le club *tchèque* comprend 54 députés. Il a un représentant dans le cabinet, le docteur Prazak. La reconstitution du royaume triunitaire de Bohême, Moravie et Silésie est le dernier article du programme national. Le docteur Rieger et le comte

Clam Martinic sont les chefs reconnus du parti tchèque.

Le club formé par le comte Charles Hohenwart, ancien ministre, compte 60 députés autonomistes dont 25 slaves représentant les Slovènes groupés en Carniole autour de Laibach, 2 italiens, 3 roumains de Bucovine, 30 allemands catholiques nommés par les communes rurales du Tyrol et de la Styrie.

Depuis quelques mois 18 à 20 députés catholiques allemands se sont séparés du groupe Hohenwarth où ils étaient perdus dans une majorité slave. Ce nouveau club s'intitule *le Centre*. Conservateurs, catholiques et autonomistes, ils continuent à voter avec le ministère dont la majorité n'a pas été ainsi affaiblie.

XI

POLITIQUE DE LA COUR DE VIENNE EN BOHÊME

La Bohême sera reconquise par les Tchèques, ce n'est plus qu'une question de temps, et en face de la Prusse toute puissante, l'intérêt de la dynastie des Habsbourg est de seconder ce mouvement anti-allemand.

La Bohême forme au cœur même des pays allemands un vaste quadrilatère entouré de montagnes. Protégé par ces frontières naturelles, son territoire ne se prête à aucun morcellement. La Prusse devra prendre la Bohême tout entière ou n'en rien prendre. Ce puissant bastion slave couvre Vienne et sépare de la Prusse les huit millions d'Allemands autrichiens. Pour étendre la main sur eux, il faudrait d'abord enlever Prague à l'Autriche.

Laisser le parti allemand dominer en Bohême,

c'est faire le jeu de la Prusse ; se montrer au contraire favorable au mouvement national tchèque, c'est affirmer que l'Autriche ne consentira jamais à céder un pouce de terre à la Prusse. La cour de Vienne a donc sa ligne de conduite nettement tracée.

En choisissant Prague pour résidence, l'archiduc Rodolphe, héritier du trône, a montré que l'intention des Habsbourg est de lier intimement les Tchèques à leur dynastie. Le triomphe du parti autonomiste dans le Reichsrath est une garantie pour les Tchèques que la politique impériale sera consacrée par les votes du Parlement.

Entraînée de plus en plus vers les Slaves par la situation qu'elle a dû prendre dans la péninsule des Balkans, l'Autriche est désormais la rivale de la Russie ; pour s'attacher les Slaves et les rendre indifférents aux sollicitations des Russes, il faut qu'elle leur donne des gages, et les Tchèques sont les premiers à en réclamer. Pendant un temps, on pouvait craindre qu'en secondant le mouvement national tchèque, on ne préparât les voies à la politique russe ; mais du moment qu'ils ne sont plus étouffés par les Allemands et qu'ils peuvent arriver avec l'Autriche à une autonomie voisine de l'indépendance, les Tchèques se désintéressent forcément des entreprises des Moscovites. Au fond les Tchè-

ques redoutent les théories des panslaves dont le but avoué est de changer la langue et la religion des Slaves qu'ils patronnent pour permettre aux Russes de se les assimiler plus facilement. La conséquence logique est donc pour la cour de Vienne de laisser l'influence allemande s'affaiblir en Bohême et de faire perdre ainsi à la Prusse tout espoir de pouvoir un jour revendiquer cette province comme une dépendance de l'Empire d'Allemagne.

XII

LES ALLEMANDS EN GALICIE

Les Allemands n'ont jamais réussi à jouer en Galicie un rôle aussi important qu'en Bohême, ni même à s'y implanter d'une façon durable. Bien que la germanisation y ait eu deux auxiliaires, l'administration autrichienne, qui imposa longtemps l'allemand comme langue officielle, et l'élément juif, les colonies allemandes n'ont jamais pris assez de développement pour tenir en échec soit les populations polonaises de la Galicie occidentale, soit les populations ruthènes de la Galicie orientale.

On comptait en Autriche en 1880 : 3,238,534 Polonais et 2,792,667 Ruthènes. Les Ruthènes (petits Russiens) sont de race slave comme les Polonais, mais tandis que ceux-ci sont catholiques de rite latin, les Ruthènes sont catholiques de rite grec. Cette différence qui en Occident n'aurait qu'une faible im-

portance, a une très grande portée dans les pays qui touchent l'Orient. La religion fait en quelque sorte partie intégrante de la nationalité et le rite est pour les nations peu civilisées la religion elle-même. Cet attachement aux rites orientaux est tel que la cour de Rome, chaque fois qu'elle a trouvé l'épiscopat ruthène disposé à quitter l'église de Constantinople pour rentrer dans l'union romaine, a fait sur les points les plus importants de la discipline et sur le rite les plus larges concessions, sachant bien que les évêques ne réussiraient jamais à décider les paysans à renoncer au rite oriental J'insiste à dessein sur ce point, car la similitude entre le rite des Ruthènes catholiques et celui des Russes schismatiques est telle que les comités moscovites trouvent là un moyen d'entretenir dans le clergé ruthène une active propagande ; on vient tout dernièrement d'en saisir le fil en Galicie. Par contre, les Ruthènes qui n'ont parmi eux ni bourgeois ni nobles, et vivent côte à côte avec les grands propriétaires polonais, qui sont tous de rite latin, sont disposés à voir en eux des hommes de race et de religion différentes, ayant d'autres tendances et d'autres intérêts qu'eux. — Cela permet de comprendre qu'à une certaine époque le gouvernement de Vienne ait pu espérer contrebalancer l'influence polonaise en Galicie en stimulant chez les Ruthènes

le sentiment national. Toutefois les Polonais ont réussi à reconquérir une influence prépondérante et à se faire élire dans presque toutes les circonscriptions ruthènes. De fait la Galicie tout entière ne forme actuellement qu'un seul groupe politique et le parti polonais y a seul la direction des affaires.

L'Autriche mise en possession de la Galicie au premier partage de la Pologne, y installa une administration composée exclusivement de fonctionnaires allemands. Elle établit dès 1775, dans chaque cercle des écoles normales pour propager la langue allemande devenue langue officielle, et Joseph II s'appliqua à réaliser dans cette province le plan de réformes qu'il avait adopté pour tout l'Empire. Lemberg, capitale du nouveau royaume, fut doté, en 1783, d'une université allemande. L'abolition du servage, qui ne devait être réalisée complètement qu'en 1848, fut proclamée par Joseph II. En même temps la confiscation des biens des églises et des couvents ainsi que les réformes introduites brusquement dans toutes les branches de la législation jetèrent le trouble le plus profond dans la société polonaise. En même temps, l'Empereur fit venir des colons de divers points de l'Allemagne et spécialement du Palatinat. Il les installa dans quelques terres domaniales (*starosties*) affectées au traitement des juges royaux starostes.

Telle est l'origine des colonies allemandes que l'on trouve aujourd'hui dans la starostie de Sandomir entre la Vistule et le San, de celles voisines de Lemberg, de Dolina, de Kalusz..... La plupart des colons catholiques ont fini par se fondre avec les Polonais, les luthériens au contraire et c'était le plus grand nombre, ont conservé leur caractère distinct et leurs habitudes ; mais ils ne sont que 36,000 dans toute la Galicie, soit 0,61 pour cent de la population totale. Les marchands et les artisans allemands qui sont venus en nombre considérable s'établir dans les villes, ainsi que de nombreuses familles d'employés du gouvernement, se sont pour la plupart polonisés insensiblement, surtout après 1848. Depuis le commencement du siècle, les Allemands n'ont plus créé de colonies agricoles, mais en revanche ils ont accaparé toutes les branches de commerce.

Brody, situé sur la frontière russe et qui fut longtemps un des principaux entrepôts de l'Europe centrale, est un centre allemand. Jusque dans ces derniers temps c'était une ville franche. Cette situation exceptionnelle y attira une nombreuse population juive. — Biala, sur la frontière de la Silésie autrichienne, la seule ville manufacturière qu'il y ait en Galicie et qui est renommée pour ses fabriques de draps, est aussi une ville allemande.

Dans les élections, les habitants de Biala sont confondus avec une majorité polonaise fournie par le reste de la circonscription électorale. Aussi cette ville a-t-elle manifesté le désir d'être séparée de la Galicie; on a su la retenir en lui accordant quelques dédommagements sur le terrain économique.

La Galicie contient 5,925,904 habitants. — 3,053,634 Polonais, 2,550,909 Ruthènes, **318,248 Allemands**, soit 5,37 pour cent de la population totale (*Statistique établie d'après la langue parlée*).

Cette population allemande est très inégalement répartie dans les soixante-quatorze districts de la Galicie.

ALLEMANDS.	DISTRICTS.	POUR CENT.
—	—	—
20.339.....	Kolomyja.....	soit 18.51
23.398.....	Brody.....	18.16
18.871.....	Drohobycz.....	17.03
13.653.....	Biala	16.03
11.507.....	Dolina	14.67
7.033.....	Bohorodczany...	14.10
7.929.....	Nadworna	13.26
8.607.....	Kossow	12.40
13.031.....	Tarnopol	12.03

Dans vingt autres districts la proportion varie de 6 à 11 0/0 de la population totale. Dans vingt-deux districts elle est inférieure à 1 pour cent.

Pour se faire une idée exacte de cette population

allemande, il faut remarquer qu'elle est en majeure partie composée de juifs. On a souvent parlé de la germanisation par l'influence des juifs allemands; le fait s'est produit en effet dans plusieurs régions, mais indépendamment de toute action administrative. L'invasion des juifs a été la conséquence naturelle de l'absence dans le royaume de Pologne d'une classe moyenne capable de s'occuper de commerce. C'est par la même raison qu'ils sont si nombreux en Roumanie. Les juifs venaient d'Allemagne, faisaient le métier de courtiers, continuaient à parler leur jargon allemand et conservaient leurs habitudes. Les centres où ils se groupaient devenaient de véritables villes allemandes. La Galicie est le pays où l'envahissement par les juifs a été le plus complet, car cette province était avant la construction des chemins de fer, une des contrées où il se faisait le plus d'échanges de marchandises entre l'Orient et l'Occident. Bien que les Polonais considèrent cet élément étranger comme un grave danger sous le rapport économique, ils ne le redoutent nullement sous le rapport politique. Au surplus, depuis la création de la ligue anti-sémitique en Allemagne, les juifs ne font plus avec le même enthousiasme qu'autrefois l'apologie du libéralisme allemand et l'admiration qu'ils professaient jadis pour le génie des Teutons a considérablement di-

minué. Les violences dont leurs coreligionnaires sont depuis deux ans les victimes dans toutes les provinces russes leur font enfin considérer l'Autriche comme le seul pays qui puisse désormais leur servir d'asile.

C'est la Galicie que les émigrés juifs choisissent de préférence, parce que c'est la province autrichienne la plus proche de la Russie et que, dans les plus petits villages, ils trouvent leurs coreligionnaires établis depuis longtemps, des propriétaires polonais très tolérants et des paysans ruthènes très faciles à exploiter.

Il y a 685,942 juifs en Galicie, soit 11,54 pour cent de la population totale. En rapprochant le nombre des Allemands des districts cités plus haut de celui des juifs des mêmes districts, il est de toute évidence que les juifs se sont fait inscrire comme allemands dans ces divers centres, mais il ressort aussi de ce calcul que plus de 400,000 juifs se sont déclarés polonais lors du recensement. Ceci montre que l'influence allemande tend de plus en plus à décroître en Galicie. On tire la même conclusion de l'observation des faits isolés.

Il est constaté que les juifs d'un village restent allemands ou deviennent polonais suivant que l'enseignement est donné en allemand ou en polonais dans l'école. A Lemberg où l'école de la commu-

nauté israélite est encore en partie allemande, on remarque depuis une dizaine d'années une tendance parmi les juifs à se rapprocher des Polonais ; parler la langue polonaise est même une marque de bon ton pour les jeunes filles des riches familles juives.

Le chiffre indiqué ci-dessus pour la population juive s'est notablement accru depuis 1881. Un instant la Galicie a été littéralement envahie par les Juifs qui se sauvaient de Russie ; on vit arriver par milliers à Brody ces pauvres gens que la haine du paysan russe pourchasse de village en village. Cette immigration fut à ce moment l'objet d'une légitime inquiétude pour les populations de la Galicie orientale. Le véritable danger de l'agglomération juive en Galicie vient de la situation précaire faite aux paysans partout où les juifs sont établis. Tant que ceux-ci ne pouvaient posséder la terre, leurs procédés étaient les mêmes que ceux dont les Roumains se sont plaints si vivement ; c'est comme cabaretiers qu'ils arrivaient à devenir maîtres des villages ; ils étaient même aidés dans leurs opérations par l'incurie des propriétaires. Ceux-ci ne cherchant qu'à tirer le plus d'argent possible de leurs domaines, louaient parfois tout le village à un juif, y compris même l'église qui leur appartenait. Le juif avait de la

sorte tous les monopoles, le paysan était à sa merci. On raconte que dans certains endroits il fallait naguère obtenir du juif à deniers comptants la clef de l'église pour y faire baptiser les enfants ou pour l'administration des autres sacrements. Les juifs émancipés depuis 1848 ne pouvaient encore s'emparer des terres des paysans, car il était interdit à ces derniers de morceler leurs propriétés ; depuis quinze ans la Diète a autorisé les ventes partielles, elle a vu là un moyen de dégager la terre des hypothèques qui la grevaient. Ce jour-là les juifs sont devenus propriétaires, fermiers et en peu de temps les maîtres du pays.

En dehors des affaires commerciales, les juifs n'ont qu'une très faible influence. Ils sont d'ailleurs divisés en deux fractions profondément hostiles : les orthodoxes et les libéraux. Les orthodoxes sont ceux qui entendent appliquer à la lettre les prescriptions du Talmud et conserver rigoureusement les usages et les coutumes de leur race. Ils veulent que leurs enfants soient élevés dans les écoles confessionnelles de leur culte, et pour mieux garder leur individualité, ils conservent le jargon allemand auquel ils adaptent souvent les caractères hébreux. Les libéraux au contraire rejettent une partie du rite et envoient indifféremment leurs enfants dans toutes les écoles. Tandis que le juif orthodoxe pro-

tège sa famille contre toute influence allemande ou polonaise et se préoccupe avant tout de continuer la tradition du peuple élu, vivant au milieu des infidèles, le juif libéral, tout en restant israélite, devient polonais ou allemand, suivant le milieu où il vit.

Là comme partout, les juifs sont toujours du côté du pouvoir ; aux élections ils votent pour ou contre les candidats polonais suivant que le gouvernement se montre ou non favorable au parti polonais. Au surplus, les élections les intéressent peu et les juifs ne tiennent nullement à être représentés au parlement par un de leurs coreligionnaires ; il n'y a pour la Galicie qu'un seul député juif au Reichsrath, c'est le rabbin orthodoxe de Cracovie et encore a-t-il promis de faire partie du club polonais. L'hostilité entre les orthodoxes et les libéraux se manifeste même dans les luttes électorales. A Lemberg on a vu les juifs orthodoxes refuser de voter pour un candidat juif, parce qu'il était progressiste. La tradition religieuse rompue, la solidarité de la race juive disparaît.

XIII

LA LANGUE ALLEMANDE EN GALICIE

De tout temps les députés à la Diète ont eu la faculté de se servir, à leur choix de la langue allemande, polonaise ou ruthène; mais la langue officielle était l'allemand, excepté pour les tribunaux où le latin resta en usage jusqu'en 1848. En 1862, il fut permis d'adresser aux autorités des requêtes en polonais et en ruthène, et l'administration était tenue de répondre au pétitionnaire dans la langue dont il s'était servi. La même faculté fut donnée aux Allemands et aux Ruthènes en 1869, lorsque le polonais remplaça l'allemand comme langue officielle pour toutes les affaires administratives.

L'enseignement universitaire passa par les mêmes phases. Jusqu'en 1862, tous les cours étaient faits en langue allemande tant à l'université de Cra-

covie qu'à celle de Lemberg. On introduisit alors la langue polonaise dans l'université de Cracovie; pour celle de Lemberg, dont une partie des étudiants sont Ruthènes, on procéda autrement. On créa d'abord trois chaires de droit en langue ruthène, puis en 1868, la langue polonaise fut introduite dans trois autres chaires de la même faculté. On décida, en 1871, qu'aucun professeur ne serait nommé s'il ne savait le polonais ou le ruthène. Depuis ce temps les cours ont été faits dans la langue que le professeur préfère; c'est le polonais qui est en usage pour toutes les leçons, excepté pour le droit civil et le droit criminel, qui sont professés aussi en ruthène, et pour un cours de droit et celui de littérature allemande qui sont faits en allemand. Enfin cette année une décision ministérielle a prescrit l'emploi de la langue polonaise par tout professeur auquel l'usage d'une autre langue n'aurait pas été imposé par le décret de nomination[1].

L'allemand a aussi cédé le pas en 1867 au polonais et au ruthène dans les gymnases et dans les écoles primaires. — Dans les gymnases et les écoles réales les cours sont faits en polonais, sauf dans deux collèges ruthènes et dans les deux

[1] Voir l'annexe F.

gymnases allemands de Lemberg et de Brody. — Quant aux écoles primaires, chaque commune choisit la langue qui doit être employée par l'instituteur. En 1881, sur 2,860 écoles primaires 1,280 étaient de langue polonaise, 1,495 de langue ruthène, 122 de langue allemande, 134 de langues polonaise et ruthène, 10 de langues polonaise et allemande, 2 de langues ruthène et allemande. En comparant cette statistique à celle de l'année précédente on voit qu'on a créé en 1881, 44 écoles polonaises tandis qu'on a fermé 23 écoles ruthènes et 5 écoles allemandes.

Il y a encore un grand progrès à réaliser dans l'enseignement primaire, car sur 6,321 communes, 2,413 sont encore privées d'écoles. Les Polonais qui ont en main l'administration de la province ont là un moyen facile de faire une active propagande.

XIV

LES POLONAIS EN GALICIE

La Galicie a de fait deux capitales. A l'est Lemberg, capitale administrative et commerciale, à l'ouest, Cracovie, capitale intellectuelle et exclusivement polonaise. Lemberg est le siège de la Diète et de trois archevêchés catholiques, celui des latins, celui des ruthènes grecs-unis et celui des arméniens-unis. L'université y attire l'élite de la jeunesse ruthène. La population, qui dépasse cent mille habitants, est polonaise, ruthène, juive et allemande, aussi la ville n'a-t-elle pas de caractère national distinct. Par sa position géographique, elle n'est ni autrichienne, ni polonaise, ni russe. Elle n'appartient ni au bassin de la Vistule, ni à ceux du Dniepr et du Dniestr. Elle est assise au milieu d'un plateau d'où descendent mille petits ruisseaux tributaires de ces trois fleuves. C'est une ville

ouverte à tous les vents, comme à toutes les influences. Les Polonais la revendiquent politiquement comme située dans le territoire ruthène dépendant de l'ancien royaume de Pologne et religieusement comme métropole grecque rattachée au Saint-Siège par l'Union. De leur côté, les Moscovites n'ont pas désespéré de l'annexer un jour à la grande patrie slave dont elle doit dépendre, d'après eux, comme ville ruthène et comme métropole du rite grec.

Cracovie, ancienne capitale de la Pologne, peuplée en majorité de Polonais, est restée le centre intellectuel et politique de la nation. C'est toujours l'ancienne ville des Jagellons, la cité de la noblesse et du clergé, où chaque monument est une page d'histoire et où chaque débris est le sujet de quelque légende populaire. Une aristocratie aussi puissante par sa fortune que par l'union de ses membres y conserve pieusement la tradition nationale et catholique. Ses trente-deux églises, ses quatorze monastères de religieuses, ses nombreux couvents d'hommes, et plus encore l'esprit qui règne dans la société et qui pénètre toutes les institutions civiles, lui a justement valu le nom de Rome polonaise.

Le *Czas* (le Temps), qui date de 1848, s'attache à défendre les intérêts conservateurs et catholiques

et à maintenir dans la population le respect des anciennes traditions nationales. Cette feuille peut se comparer au *Vaterland* de Vienne, à la *Germania* de Berlin, ou à l'*Univers*. Cet organe est inspiré par les représentants les plus autorisés de la vieille noblesse polonaise ; les principaux rédacteurs sont : M. Stanislas de Kozmian et le comte Tarnowski. Son influence est considérable et il faut lui attribuer en grande partie l'unité de direction qu'on remarque dans l'Académie, dans l'Université et dans les institutions littéraires, scientifiques et artistiques de Cracovie[1].

Le dévouement à la personne de l'empereur d'Autriche est devenu le premier dogme du *credo* politique des Polonais de Galicie. La terrible répression qui a suivi le soulèvement de 1863 a produit son effet même en Autriche. Les Polonais de Galicie ont vu ce qu'il pourrait leur en coûter de se frayer à main armée le chemin de la liberté. Ils ont résolu d'attendre le triomphe de leur cause du développement normal de leurs institutions et de ne rien faire qui pût contrarier les dispositions favorables de François-Joseph à leur égard. Tel est le programme des Polonais de Cracovie.

[1] Consulter l'annexe F qui indique le *nombre des étudiants polonais dans les universités de Cracovie, Lemberg, Varsovie et Breslau.*

Il y a cependant quelques hommes auxquels la tendance ultra-conservatrice du *Czas* paraît fâcheuse. Une fois déjà, il y a dix ans, un groupe de politiciens avait essayé de faire échec au *Czas* et de constituer à Cracovie un parti progressiste. Le Pays (*Kraj*) qui était subventionné par des juifs, fut leur organe ; mais cette tentative avorta. Un journal radical ne saurait vivre à Cracovie. Dans ces derniers temps il s'est formé un nouveau groupe d'hommes de lettres qu'on pourrait appeler les conservateurs-libéraux. D'après eux, cette excessive réserve sur le terrain politique maintient la jeunesse polonaise de Cracovie dans un système d'abstention qui finit par détruire tout ressort en elle et pourrait à la longue altérer son patriotisme. Ils trouvent qu'en voulant réagir contre les exagérations du passé et calmer l'exaltation patriotique qui a conduit aux insurrections de 1831 et de 1863 on a dépassé la mesure. Ils disent que la croyance que l'Autriche sauvera la Pologne a fait de la nouvelle génération la plus humble servante de la cour de Vienne et que l'individualité polonaise semble s'effacer peu à peu. Ils croient enfin que le temps est venu de réagir contre cette apathie. Dans le domaine de l'instruction publique, de l'administration communale et provinciale, dans le régime des chemins de fer, bien des réformes sont

à opérer. La Galicie est dans un état économique déplorable qui doit appeler toute la sollicitude du pouvoir[1].

C'est pour obtenir ces réformes que s'est fondé, au commencement de cette année, un nouveau journal, *la Reforma,* dont le docteur AdamA snyk, l'un des poètes les plus distingués de la Pologne, est le directeur.

Les Polonais de Galicie sont aujourd'hui une des colonnes de la maison des Habsbourg. Ce dévouement à la dynastie impériale tient à deux causes : au revirement de la politique du Gouvernement de Vienne et aux actes personnels de François-Joseph.

Le système bureaucratique allemand pratiqué pendant un siècle avait étiolé le sentiment national dans les masses, mais n'avait pas suffi pour germaniser les Polonais de Galicie, car les Allemands d'Autriche n'ont pas en cela la même habileté que les Prussiens. — Dans la Galicie occidentale, de la Vistule jusqu'aux bords du San, l'administration s'efforça de rendre odieuse l'aristocratie polonaise. Elle se servit des propriétaires pour toute la besogne ingrate, les rendit responsables du recouvrement des impôts et du service du recru-

[1] L'annexe A donne l'*État de la grande et de la petite propriété en Galicie.*

tement. Le paysan polonais, qui a au plus haut degré le respect de l'autorité, finit par s'incliner devant le pouvoir impérial et ne put démêler les causes de l'attitude hostile des gentilshommes polonais vis-à-vis du souverain. En 1846, la ville libre de Cracovie fut annexée à l'Autriche, et, à la suite de l'insurrection de 1848, les Polonais furent plus que jamais traités en ennemis.

Les désastres de l'armée autrichienne en Lombardie et en Bohême amenèrent un changement dans la politique impériale. La Constitution de 1861 ouvrit pour l'Autriche une ère nouvelle, dont la Galicie profita comme les autres provinces de la monarchie. La germanisation des Polonais fut abandonnée. La bureaucratie allemande avait fait son temps. Elle n'avait réussi qu'à jeter la discorde et à semer des haines; on commença l'épuration du personnel. Le système de persécution dont étaient chargés les employés tchèques fut abandonné; on renonça à soulever les Ruthènes de la Galicie orientale contre l'aristocratie polonaise. On choisit des employés polonais ou du moins des agents sachant la langue polonaise et soucieux des intérêts économiques de la contrée. Le comte Goluchowski fut chargé d'appliquer ce nouveau système et la réconciliation de l'aristocratie polonaise avec le

pouvoir rétablit entre le noble et le paysan des rapports plus faciles.

François-Joseph a donné personnellement les témoignages les plus évidents de sa sympathie pour la cause polonaise. Par un décret, qu'il n'a pas jugé à propos de faire contresigner par ses ministres, il a rendu aux Polonais l'usage de leur langue dans les écoles, dans l'administration et dans les tribunaux. Le voyage qu'il fit en Galicie en septembre 1880 fut un nouveau gage de réconciliation.

Depuis un siècle, jamais les Polonais de l'Empire d'Autriche n'ont eu une position plus favorable que celle qu'ils occupent aujourd'hui.

XV

LES TCHÈQUES VIS-A-VIS DES POLONAIS

Les Tchèques de Bohême et les Polonais de Galicie forment, parmi les Slaves de la monarchie austro-hongroise, les deux seuls groupes qui aient une signification politique.

Les Tchèques sont les plus nombreux, — cinq millions, et sont les patrons naturels de deux millions de Slovaques, qui n'ont pas en eux-mêmes les éléments suffisants pour constituer un groupe distinct. Si les Slovaques venaient à être entraînés dans le mouvement tchèque, il y aurait alors autour de Prague une agglomération de plus de sept millions de Slaves.

Les Polonais de Galicie ne sont que trois millions, mais ils forment une unité politique avec deux millions et demi de Ruthènes ou Petits Russiens de la Galicie orientale. Ces derniers furent

autrefois soumis à la domination polonaise, quand la Lithuanie se réunit au royaume de Pologne. En outre, la Vistule est un fleuve entièrement polonais; sur le territoire russe on compte près de huit millions de Polonais. Si un remaniement des frontières autrichiennes venait à augmenter de quelques millions de Slaves la population de la Galicie, le groupe polonais serait alors plus nombreux que le groupe tchèque et pourrait prendre seul la direction de la politique des Slaves du nord en Autriche. Il serait d'autant plus facile aux Polonais de jouer ce rôle, qu'ils ont déjà tous les éléments constitutifs d'une société organisée; haute aristocratie, petite noblesse (*Szlachta*), bourgeoisie, population agricole et industrielle, Université, Académie, Ecole des Beaux-Arts, Musées et Collections, Institutions de crédit et de prévoyance, presse politique et littéraire. Tous ces organes d'une civilisation avancée que les nations n'obtiennent qu'après bien des siècles, la Pologne les a conservés. Cracovie est pour longtemps en état de disputer à Prague le rôle de capitale des Slaves occidentaux, car les Allemands de Prague détiennent encore une partie notable des forces indispensables aux Tchèques et s'en servent même contre eux. A Cracovie, au contraire, tout est inspiré de la tradition polonaise

et toutes les forces nationales sont utilisées dans un même but.

Bien que les Allemands ne soient plus menaçants pour la Galicie, cependant le sentiment du danger commun que le parti allemand pourrait bien encore faire courir aux Slaves, a créé entre les Tchèques et les Polonais une solidarité qui leur fait suivre la même ligne politique dans le Parlement de Vienne. Le docteur Rieger et le comte Henri Clam Martinic, à la tête de cinquante-quatre députés tchèques, marchent d'accord avec M. Grocholski et le prince G. Czartoryski, chefs du groupe des cinquante-six députés polonais.

En y regardant d'un peu près, on voit que déjà avant l'heure du triomphe de la cause slave, il y a entre Tchèques et Polonais les germes d'une rivalité qui ne pourrait manquer de grandir le jour où les uns et les autres jouiraient d'une complète autonomie. Si le royaume triunitaire de Bohême, Moravie et Silésie, rêvé par les Tchèques, vient à se former, la politique des Slaves occidentaux gravitera autour de Prague et la direction en échappera pour toujours aux Polonais de Galicie. D'autre part, les Tchèques ne peuvent voir sans un certain sentiment d'envie la place importante prise déjà dans la monarchie par les Polonais. Il y a deux ministres polonais dans le cabinet autrichien, et un

seul ministre tchèque; le président de la chambre des députés (*Reichsrath*), le Dr François Smolka, est Polonais et vient de recevoir la dignité de conseiller intime. Pendant que les Tchèques sont encore à disputer leur Diète aux Allemands et n'ont obtenu que dans ces derniers temps un gouverneur sympathique à leur cause, les Polonais sont maîtres de la Diète de Galicie, le maréchal de la Diète, le Dr Zyblikiewicz, quoique Ruthène, est bien le défenseur le plus éminent des intérêts polonais ; enfin, le gouverneur de Galicie, le comte Alfred Potocki porte un des plus grands noms de Pologne.

De leur côté les Polonais n'ont pas encore oublié ce qu'ils ont eu à souffrir des employés tchèques au temps du despotisme allemand. Comme les Tchèques comprennent facilement la langue polonaise, les Allemands les choisissaient alors pour remplir tous les petits postes d'employés en Galicie. Les Polonais ont conservé un triste souvenir de cette administration espionne et tracassière : au surplus, il y a entre le Polonais et le Tchèque une différence de caractère bien marquée. Le premier est ardent et généreux, presque toujours il obéit au premier mouvement ; le second est réfléchi, prévoyant et, au dire des Allemands, sait tirer part de tout.

Citons un fait récent qui est significatif.

La Bohême et la Galicie sont séparées par la Silésie autrichienne : le district de Troppau situé à l'ouest était autrefois polonais, peu à peu il est devenu allemand et tchèque, tandis que le district de Teschen, qui confine à la Galicie, est encore en grande partie peuplé de Polonais; ceux-ci se défendent difficilement contre les Allemands; ils ont dû créer un journal pour soutenir les droits de leur nationalité, l'*Etoile de Teschen*. (*Gwiazda Cieszynska.*)

Dans ces deux districts, l'allemand est encore la langue officielle. Au commencement de cette année, les Polonais demandèrent qu'on reconnût comme langues officielles celles qui étaient parlées dans chaque district par les populations, l'allemand et le tchéque pour Troppau, l'allemand et le polonais pour Teschen. M. Prazak, ministre tchèque du cabinet autrichien, déclara qu'il fallait laisser cette question au gré des autorités locales. Cette fin de non recevoir n'a trompé personne en Galicie; les Polonais ont compris que les Tchèques, ayant l'espoir d'absorber un jour toute la Silésie pour constituer le royaume triunitaire, préféraient laisser subsister la langue allemande comme langue officielle, parce qu'ils pourraient la remplacer du jour au lendemain par le tchèque, tandis que si

la langue polonaise était introduite maintenant, il serait très difficile de la supprimer un jour. Il ne faudrait pas conclure de ce qui précède qu'il y a d'ores et déjà une animosité flagrante entre Tchèques et Polonais.

On se rappelle que pendant longtemps les Tchèques ont refusé de se rendre au Reichsrath et qu'ils ont repris en 1879 une politique active. Quelles ont été les raisons de ce changement de tactique? D'une part, les Tchèques ont fini par comprendre qu'ils ne pouvaient compter sur l'appui des Russes qu'à la condition d'abdiquer toute politique nationale et de se dévouer corps et âme à la cause russe; d'autre part les progrès des Polonais dans le Parlement de Vienne leur ont fait craindre qu'une plus longue abstention n'autorisât à croire qu'ils renonçaient à représenter la politique slave en Autriche et qu'ils laissaient ce soin aux Polonais. Il fallait enfin opter pour le slavisme avec la Russie ou avec l'Autriche. Ils ont prudemment choisi ce dernier parti; c'était d'ailleurs le programme de Palacky.

On ne peut suivre l'histoire des peuples slaves dans le cours de ce siècle, sans remarquer que les rapports littéraires, soigneusement entretenus par les hommes les plus éminents de chaque pays, ont établi entre tous les groupes de la grande

famille slave une étroite solidarité. Sous prétexte de belles lettres, ils ont pu, malgré le régime despotique qui les opprimait, travailler à leur émancipation politique, et il est incontestable que les Tchèques et les Polonais doivent à plusieurs de leurs littérateurs et de leurs publicistes une grande partie des libertés qu'ils ont obtenues.

Quelques esprits élevés ont compris que maintenant encore, on peut maintenir par les mêmes moyens une entente cordiale entre ces deux peuples. Nombre de Tchèques s'appliquent à doter leur pays de traductions des œuvres les plus remarquables de la littérature polonaise, poëmes, romans, drames et comédies. De leur côté les Polonais ont traduit dans leur langue quelques poèmes lyriques tchèques et depuis quelques années ils signalent dans leurs revues toutes les productions tchèques dignes d'attention. On trouve ces études littéraires dans diverses revues mensuelles, la Biblioteka Warszawska et l'Atheneum de Varsovie, le Przeglad Polski de Cracovie, le Przeglad Lwowski de Lemberg... Enfin les Tchèques et les Polonais ne négligent aucune occasion de se retrouver dans les congrès scientifiques à Prague, à Cracovie ou à Lemberg.

XVI

LES HONGROIS
DANS LEURS RAPPORTS AVEC LES ALLEMANDS
ET LES SLAVES DU NORD

Je prie le lecteur de s'écarter un moment de la route qu'il s'est d'abord tracée et, avant d'entrer dans le royaume de Prusse pour y retrouver les Allemands aux prises avec les Slaves, de franchir la haute crête du Tatra qui s'élève au sud de Cracovie. Dans cette excursion à vol d'oiseau il traversera une région montagneuse, les gorges des petites Carpates où sont blottis les Slovaques, il laissera sur la droite la ville de Turoc Sz Marton, qui est le nid des meneurs de ce petit groupe de Slaves, et bientôt les plaines sans limites arrosées par la Theiss et le Danube développeront devant lui de vastes paturâges et de riches moissons. Nous n'irons pas plus avant dans la pouszta hongroise

et nous nous installerons sur une merveilleuse terrasse d'où la vue s'étend sur toute la vallée du Danube. Nous sommes à Buda, de l'autre côté du fleuve s'étend dans la plaine la belle ville de Pest. Immense et splendide panorama.

Les 380,000 habitants qui s'agitent dans cette capitale ne sont en rien semblables aux habitants de Prague ou de Cracovie. Ils ne sont pas de la même race, ils parlent deux langages qui n'ont pas un seul trait commun; à certains égards leurs intérêts sont contraires et pourtant ils sont sujets de la même monarchie, ils donnent leurs enfants à la même armée, et ils acclament le même souverain avec le même enthousiasme.

Remarquez cet homme qui vient de gravir la montée de Buda et qui se dirige vers l'un des ministères installés sur la plateforme près de l'église de Saint-Etienne; il porte l'attila à brandebourgs, la toque, les bottes. Sec, nerveux, il est taillé pour le cheval, on le prendrait pour un hussard. C'est un Hongrois, un pur, sans doute quelque gentilhomme campagnard, car le costume national n'est guère porté dans les villes que par des originaux ou quelques contemporains de Kossuth, aussi attachés à leurs soutaches que certains vieux le sont encore chez nous à l'habit bleu à boutons d'or.

Il n'y a pas à s'y tromper, cet homme répond à

l'un des noms d'Arpad, Bela, Sandor' Gabor, Janos, Karoly ou Attila. Il y a six chances sur dix pour qu'il soit catholique, trois pour qu'il soit calvniiste, une pour qu'il soit luthérien ou unitaire. J'ai dit qu'il était Hongrois, pour parler correctement j'aurais dû dire Magyar. Est Hongrois tout habitant du royaume que le vieux roi saint Étienne fonda en l'an 1000, et il y a dans ce royaume des gens de toutes les races et de toutes les religions, des Slaves, des Roumains, des Allemands..., des catholiques, des protestants, des schismatiques, des juifs, des unitaires et des adhérents à toutes les variétés de sectes, tandis qu'il n'y a que le Magyar, l'homme de race finnoise, qui a pour aïeux les Mongols, pour précurseur Attila, pour frères les Turcs, il n'y a que le Magyar qui règne et qui gouverne dans toute l'étendue du territoire. Les autres doivent obéir, s'ils n'aiment mieux apprendre la langue des Magyars et se déclarer tels.

Vous pouvez agir sans cérémonies et aborder cet homme de but en blanc. Comme étranger vous êtes son hôte, comme Français vous êtes son ami et il vous répondra avec une entière franchise. Je n'ai pas fait cette expérience une fois, mais cent fois et j'ai toujours été frappé de l'ouverture que l'on trouve chez le Magyar quand on se déclare Français, de la parfaite connaissance qu'il a des besoins

de son pays et de la situation de sa race vis-à-vis de chacun des peuples qui habitent le territoire de la Hongrie. Demandez-lui ce qu'il pense des Tchèques, des Slovaques, des Polonais, passez en revue tous les peuples qui habitent la Hongrie, Ruthènes, Roumains, Saxons de Transylvanie, Serbes du Banat, Croates, vous ne le prendrez jamais en défaut; il sait parfaitement les dangers que ces différentes races peuvent faire courir aux Magyars. Vous remarquerez surtout que tous soutiennent la même thèse. Que votre interlocuteur soit libéral avec M. Tisza, conservateur modéré avec le comte Apponyi ou partisan de la constitution de 1848 avec M. Iranyi, il vous tiendra le même langage. Le Magyar a un programme national, une politique nationale sur laquelle il ne varie pas : — Se défendre contre les Allemands, contre les Roumains et surtout contre les Slaves. Aucun compromis n'est possible, car il s'agit pour lui d'être ou de ne pas être.

Je laisse maintenant la parole au Magyar que nous venons de rencontrer. Quand vous l'aurez entendu vous saurez ce qu'ils vous diraient tous.

Quelle situation occupent les Magyars dans la Hongrie?

Les statisticiens s'obstinent à nous compter

pour six millions seulement sur les quinze millions d'habitants qui peuplent le royaume de saint Etienne ; soyez certain que les Magyars sont plus de sept millions. Si nous étions gens à nous laisser supprimer, la question orientale aurait fait un grand pas, la monarchie des Habsbourg n'oscillerait plus entre les Allemands et les Magyars, elle serait slave du jour au lendemain. Les Slaves du Sud, Slovènes, Croates, Serbes qui sont 4,200,000 se joindraient aux 12,700,000 Slaves du Nord, Tchèques, Slovaques, Polonais et Ruthènes. Une vaste confédération de Slaves occidentaux se formerait instantanément.

Depuis 1867, nous avons repris l'espoir de reconquérir en Europe la situation que nous avions au temps de Mathias Corvin ; la condition de notre existence est de maintenir l'intégrité du royaume de saint Etienne. Coûte que coûte, Slaves du Nord et Slaves du Sud, Roumains, Allemands, tous les peuples sans distinction de race, par le fait qu'ils habitent le sol hongrois, doivent se soumettre à notre domination. « Vous n'êtes pas Magyars, soit ; mais vous êtes sujets hongrois et comme tels vous vous devez au service de la patrie commune. » Voilà le langage que nous leur tenons. Notre race n'a pas de frontières naturelles, notre domaine propre est la vallée du Danube et celle de la Theiss ;

mais les enfants de la pouszta n'oublient pas qu'ils sont de la race d'Attila et d'Arpad. Prompts à franchir l'espace sur leur chevaux indomptés, ils se portaient jadis en même temps des Carpates à l'Adriatique et savaient tenir chacun en respect. Comme les Turcs, les Magyars ont le génie du pouvoir; il en suffit de trois ou quatre dans une ville pour imposer à tous. La place qu'ils occupent dans la monarchie austro-hongroise est si grande et leur nombre est si petit, qu'on est assez porté à croire en Occident qu'ils n'ont réussi que par surprise et que leur succès ne peut être durable. Toujours est-il qu'ils possèdent certaines des qualités essentielles qui font les peuples forts et qu'il faut compter avec eux sous peine de désagréables méprises. Témoin l'Autriche en 1859 et 1866.

En quoi consiste le dualisme austro-hongrois?

La monarchie austro-hongroise repose depuis 1867 sur un compromis qui a donné deux capitales à l'ancien empire d'Autriche. La Cisleithanie (Empire d'Autriche) a Vienne pour capitale avec un ministère et un parlement. La Transleithanie (Royaume de Hongrie) a Budapest pour capitale avec un ministère distinct et un parlement distinct. Le lien entre les deux fractions de la monarchie des Habsbourg est formé par un minis-

tère commun pour les affaires étrangères et la guerre, et pour les finances afférentes à ces deux départements. Des délégations du parlement de Vienne et de Budapest règlent les affaires communes. C'est le système du DUALISME imaginé par le comte de Beust en 1867. Dans ces conditions, il importe peu à la Hongrie que le gouvernement de Vienne germanise plus ou moins les provinces autrichiennes, pourvu que l'élément allemand ne prenne pas d'influence dans le domaine du vieux roi saint Étienne. Il y a bien des colonies allemandes jetées au cœur de la Hongrie et même au sud de la Transylvanie, mais les Magyars se chargent seuls de les tenir en respect et d'imposer silence à tous les Slaves hongrois, Slovaques, Ruthènes, Serbes et autres qui s'aviseraient de les gêner dans leur marche. Le plus grand mal qui pourrait advenir aux Magyars, serait l'écrasement complet du parti allemand à Vienne et le triomphe du système fédéraliste avec les Slaves d'Autriche, Dalmates, Slovènes, Tchèques, Polonais et Ruthènes. Les Slaves du nord de la Hongrie, Slovaques et Ruthènes, et les Slaves du sud, Serbes et autres ne manqueraient pas de demander au gouvernement de Budapest un traitement semblable à ceux de leurs frères d'Autriche, ce qui amenerait la dislocation du royaume de Hongrie. Il y a plus,

si les Tchèques arrivent à reconstituer le royaume triunitaire de Bohême, Moravie et Silésie, il faudra bien que François-Joseph consente à se laisser couronner à Prague comme il a consenti à l'être en 1867 à Budapest. C'en est fait alors du dualisme ; la monarchie des Habsbourg se fractionnerait, l'Empereur d'Autriche, roi de Hongrie, devenu roi de Bohême, serait de nouveau sollicité par les Croates qui lui imposeraient une nouvelle couronne slave, pour le royaume triunitaire de Croatie, Slavonie et Dalmatie (la Bosnie et l'Herzégovine comprises). Ce serait la fédération et avec elle la ruine des espérances des Magyars.

L'influence allemande se fait-elle sentir en Hongrie ?

Les *Allemands* sont environ 1,850,000 en Hongrie, mais à l'exception de 200,000 colons allemands, dits *Saxons*, qui occupent le sud de la Transylvanie, le reste est disséminé dans tout le territoire et ne constitue plus un danger pour les Magyars, depuis que la Hongrie a réussi à se soustraire à la domination autrichienne.

Dans ces derniers temps une association scolaire (*Schulverein*) s'est organisée à Berlin, et s'est donné pour mission de prendre le patronage de tous les Allemands des pays étrangers. Les Hon-

grois ont été les premiers attaqués. Le Docteur Rudolf Heinze a publié sous le titre de *Hungarica res*, une brochure qui n'est qu'un acte d'accusation dirigé contre les Magyars, qu'il traite de barbares et d'oppresseurs des Allemands. Les Magyars ont répondu victorieusement à tous les reproches. Un grand nombre de colonies allemandes ont même protesté contre cette ingérence des Prussiens dans leurs affaires intérieures. Depuis la chute du parti centraliste au parlement de Vienne, les Hongrois n'ont plus d'inquiétude du côté des Allemands. D'ailleurs les hommes d'Etat hongrois tiennent à ce que l'Autriche n'intervienne pas dans leur politique intérieure ; par contre, ils évitent de s'occuper de ce qui se passe en Autriche, mais ils ne peuvent s'en désintéresser complètement, car tout ce qui se fait à Vienne a forcément son contrecoup à Budapest.

Est-il vrai que les Magyars soient alarmés du progrès des Tchèques en Bohême ?

Les Magyars ne sont pas hostiles au mouvement tchèque tant qu'il ne s'agit que d'obtenir pour la Bohême une autonomie administrative. Dans le royaume de Hongrie, les Croates jouissent déjà d'une autonomie très étendue et ce système a pu jusqu'ici fonctionner sans mettre en péril le *Dua-*

lisme ; les Magyars croient donc que les Tchèques pourraient dans l'Empire d'Autriche obtenir un traitement analogue sans que le compromis austro-hongrois fût menacé. Les progrès du parti tchèque en Bohême peuvent même offrir quelques avantages à la Hongrie. Les Magyars ont deux ennemis, les Russes et les Allemands. Les Polonais de Galicie peuvent les aider à se défendre contre les premiers, les Tchèques à se défendre contre les seconds. Les Hongrois et les Tchèques ne sont donc pas nécessairement ennemis, aussi lors du renversement du parti centraliste à Vienne, le docteur Rieger est-il venu à Budapest et a-t-il essayé de faire comprendre aux Magyars qu'ils n'avaient rien à redouter du progrès des Tchèques. Quoi qu'il en soit, l'inquiétude et la méfiance n'ont pas disparu en Hongrie. On ne doute pas que l'autonomie administrative ne soit pour les Tchèques un acheminement à la reconstitution du royaume de Bohême ; ce jour là le dualisme austro-hongrois, qui régit la monarchie depuis 1867, aura fait son temps et devra céder la place au fédéralisme austro-slavo-hongrois.

Qu'est-ce que le peuple slovaque ? Les Magyars réussiront-ils à le soustraire à l'influence tchèque ?

Sur le territoire hongrois, dans les montagnes

des Carpates, est une population slave de près de deux millions, gens pauvres et peu instruits, presque tous paysans ou ouvriers : ce sont les Slovaques. Ces montagnards ne savent guère ce qu'ils sont. Ils n'eussent sans doute jamais fait parler d'eux s'ils n'avaient été tour à tour sollicités par les Autrichiens, par les Russes et par les Tcheques.

Vers 1862, M. de Schmerling, qui cherchait à isoler les Magyars pour les contraindre à entrer dans le parlement de Vienne, essaya de rompre les liens qui rattachaient les Slovaques aux Magyars. On nomma deux évêques en vue de gagner le clergé catholique et le peuple au gouvernement autrichien, on voulut même supprimer l'autonomie de l'Eglise protestante pour disposer aussi des pasteurs et des instituteurs pour cette propagande, enfin on choisit les employés parmi les Slovaques qui se posaient comme nationalistes. Ces efforts furent stériles et en 1867 les Hongrois firent tout rentrer dans l'ordre. D'autre part, les Russes entretenaient chez les Slovaques, comme chez tous les Slaves, une active propagande. L'archimandrite russe Rajewski, qui résidait à Vienne, fut longtemps chargé de distribuer les subventions entre les meneurs nationalistes. Aujourd'hui, les Allemands n'ont plus de prise sur les Slovaques et les Russes paraissent avoir abandonné la partie. Ce

n'est plus que par les Tchèques que les Slovaques sont rattachés au monde slave. La propagande tchèque consiste à subventionner les publications nationalistes, à entretenir avec les chefs de ce groupe slave des relations purement littéraires, et à tâcher de leur inspirer le sentiment que c'est à Prague qu'ils doivent désormais chercher leurs aspirations. Cette propagande revêt toutes les formes. La *Slavia*, compagnie d'assurances dont le siège est à Prague, a des agents dans les plus petits villages. Elle choisit pour la représenter les instituteurs et les notaires, excellents courtiers, qui ne manquent pas d'expliquer aux paysans que ce n'est pas à Pest mais à Prague qu'ils doivent chercher les éléments de leur prospérité matérielle.

Le gouvernement hongrois a pris les mesures nécessaires pour rendre ces agitations stériles. Turocz Sz. Marton, petite ville de quatorze cents habitants, est le dernier centre du mouvement nationaliste slovaque. Des avocats et des employés autrichiens en retraite s'y occupent de la rédaction d'une feuille qui n'a guère plus de sept cents abonnés. Une association littéraire (*Matica*) qui, sous prétexte de belles lettres, ne faisait que de la politique séparatiste, a été dissoute par le gouvernement hongrois ; quelques écoles ont été fermées, plusieurs professeurs expulsés. En fait, si les Tchèques n'avaient pas pris

le haut patronage de ce groupe, il n'y aurait pas lieu de faire mention des Slovaques. Les Magyars n'ont donc aucune inquiétude pour le moment de ce côté.

Les Tchèques sont, il est vrai, servis dans leur propagande par l'affinité qui existe entre la langue tchèque et la langue slovaque, — depuis la Réforme la langue liturgique des protestants slovaques est le tchèque. Il y a bien, depuis un certain temps, une véritable renaissance dans la littérature slovaque, mais il est peu vraisemblable que ce petit peuple réussisse à tirer de son propre fonds tous les éléments d'une culture intellectuelle. Aussi les Tchèques ne négligent-ils rien pour lui apporter ce qui lui manque, afin de le soustraire à l'influence littéraire allemande et magyare ; ils disposent même d'une clientèle très zélée : prêtres catholiques, pasteurs luthériens, instituteurs, avocats, médecins qui s'intitulent nationalistes-slovaques. Par contre, les Slovaques ne sont pas disposés à renoncer à leur langue et il y a même quelques traditions d'antagonisme entre eux et les Tchèques. Les gens qui ont de la fortune et un peu d'instruction paraissent s'intéresser davantage au développement littéraire de la Hongrie qu'à celui de la Bohême. Depuis le moyen-âge, les Magyars ont conféré des titres de noblesse, sans avoir égard à la race, aux citoyens jugés dignes de cette faveur.

Les Slovaques en ont eu leur part, si bien qu'il y a dans certains de leurs comitats plus de nobles que dans plusieurs comitats magyars. Ainsi dans celui de Turocz où est la petite ville de Sz. Marton, le boulevard des nationalistes panslaves, on trouve un noble par dix habitants. C'est un lien puissant entre les Slovaques et les Magyars. D'autre part les Slovaques jouissent, sous le gouvernement hongrois, de la plus grande somme de libertés à laquelle puisse prétendre une nation à moins de réclamer une autonomie complète. La loi de 1868 sur les nationalités leur garantit l'usage de leur langue pour leurs écoles et dans l'administration locale. On peut plaider en slovaque devant les tribunaux et adresser toute requête dans la même langue aux diverses administrations. Enfin ils choisissent librement leurs instituteurs, leurs pasteurs et leurs conseillers municipaux. Aussi en 1881, comme à toutes les élections précédentes, aucun candidat nationaliste n'a été envoyé au parlement hongrois. Les comitats slovaques envoient même des députés favorables à la politique du cabinet de M. Tisza.

Comment expliquer l'attraction que les Hongrois ont toujours eue pour les Polonais ?

Par leur passé historique, par le caractère de

leurs grands hommes, par la mission providentielle qui leur a été dévolue, les Polonais et les Hongrois sont deux peuples frères. Plusieurs rois ont porté en même temps les couronnes des deux royaumes. Mathias Corvin et Jean Sobieski furent, chacun dans leur temps, les plus solides remparts de la chrétienté contre les Turcs. Chez les Hongrois et les Polonais on retrouve le même caractère chevaleresque, le même élan, la même abnégation pour le service de la patrie. Nées généreuses et enthousiastes, ces nations avaient un moment devancé les peuples d'occident dans la voie de la civilisation et occupaient la première place en Europe, au temps où il fallait défendre le vieux monde contre la barbarie. Mais elles ne furent plus en état de se protéger elles-mêmes le jour où le pouvoir appartint non pas aux plus braves mais aux plus habiles. Aux heures de crise, quand l'insurrection devint la seule sauvegarde des libertés nationales en péril, le patriotisme enfanta les mêmes prodiges. Les grands patriotes hongrois trouvèrent des émules dans les héros polonais. A un siècle de distance la grande âme d'Emeric Tœkœly semble revivre dans Thadée Kosciuszko.

De fait, les Polonais sont la seule nation slave pour laquelle les Hongrois aient une amitié sincère. Les Magyars ont applaudi à chaque insurrection

polonaise, ils ont envoyé des secours et ont recueilli les réfugiés. En 1849, un Polonais, le général Bem, soutint en Transylvanie à la tête des insurgés hongrois une lutte héroïque contre l'armée russe venue au secours de l'Autriche. L'année dernière les Magyars ont érigé à ce général une statue à Maros Vasarhely, en Transylvanie, et les étudiants de Cracovie ont tenu à se faire représenter à la fête d'inauguration.

Les Hongrois considèrent les Russes comme leurs plus grands ennemis, parce que, si le Panslavisme, tel qu'il est compris à Moscou, c'est-à-dire le Panrussisme, venait à triompher, ce serait l'effondrement du royaume de saint Étienne. Ce Panrussisme est un danger non moins grand pour les Polonais toujours opprimés par les Russes. Il y a là une communauté d'intérêts qui rapproche les Polonais des Magyars. Aussi depuis Kossuth jusqu'au dernier paysan magyar, ce ne serait qu'un cri d'enthousiasme en Hongrie le jour où par un coup du sort, la Pologne renaîtrait de ses propres ruines.

Je regrette de ne pouvoir faire une halte à Pest, car c'est la ville du monde où l'on trouve le plus de sympathies pour la France ; mais il nous faut quitter l'Autriche-Hongrie et entrer en Silésie pour y voir les Prussiens aux prises avec les Polonais.

XVII

LA LUTTE EN PRUSSE

LES POLONAIS EN SILÉSIE PRUSSIENNE

La Silésie est généralement considérée comme un pays allemand, et cependant les Polonais y sont très nombreux, presque tous massés dans la partie haute de la vallée de l'Oder. Les Prussiens ont un intérêt majeur à gagner du terrain en Silésie, car cette province s'avance en coin entre la Russie et l'Autriche et isole les Polonais des Tchèques. Tout progrès des Allemands en Silésie renforce la barrière qui sépare déjà presque complètement la Bohême du monde slave.

Toute la basse Silésie (région de Sagan, Glogau, Liegnitz...) est complètement allemande. Ce n'est

que sur quelques points isolés qu'on rencontre des Tchèques et des Wendes. — Dans la partie intermédiaire de la vallée de l'Oder (région de Breslau), la germanisation commencée à la fin du XIIe siècle est complètement achevée, sauf dans trois districts de la partie orientale, où l'on trouve des Polonais protestants. Dans la haute Silésie au contraire (région d'Oppeln), les Polonais sont en grande majorité. Ici ils sont tous catholiques, tandis que les Allemands sont presque tous protestants.

Les statisticiens de Berlin sont, maintenant moins que jamais, disposés à donner aux Polonais le moyen de se compter. Aussi les évaluations faites par les gens du pays sont-elles très approximatives ; on peut estimer de 1,050,000 à 1,100,000 le nombre des Polonais de la Silésie, soit plus du quart de la population de cette province, qui était de 4,077,925 en 1880.

A l'extrémité orientale de la Silésie, juste au point où se touchent les territoires des trois empires, se trouvent un bassin houiller, qui est l'un des plus riches du monde, et des gisements considérables de zinc, de fer et de plomb argentifère. Il s'est formé là un district industriel comparable à celui de Manchester. Sur plusieurs lieues on n'aperçoit au loin que des hauts-fourneaux, des usines et des ma-

nufactures réunies par un étroit réseau de chemins de fer. Depuis quinze ans les villes y ont pris un rapide développement. Déjà, en 1875, on comptait plus de 26,000 habitants à Kœnigshütte, près de 20,000 à Beuthen, 14,000 à Gleiwitz. Dans le même groupe on trouve plus de dix-sept autres villes ayant de cinq mille à douze mille habitants. Breslau, la capitale de la Silésie, a participé à cette prospérité et est devenue une ville manufacturière de premier ordre. Elle avait, en 1880, 272,912 habitants, c'est la ville d'Allemagne la plus peuplée après Berlin et Hambourg.

Si les houillères, les industries et les immenses forêts de la Silésie font de cette province l'une des possessions les plus précieuses de la Prusse, cette région est, au contraire, peu favorisée sous le rapport de l'agriculture. Le sol, assez fertile dans les deux régences de Breslau et de Liegnitz, est très aride dans la partie supérieure (Oppeln), surtout sur la rive droite de l'Oder, et comme la population y est très dense, les famines se reproduisent périodiquement. La Silésie supérieure est, de toute la Prusse, la contrée où la situation du paysan est la plus précaire. Il ressort des tableaux dressés par M. Miaskowski, professeur à Breslau, que la terre est tellement morcelée que la plupart des paysans ont de trop petites cultures pour faire vivre leurs

familles. C'est la conséquence des lois sur les successions ; les partages sont une nécessité et aucune restriction n'y est apportée. En outre les paysans, qui depuis 1821 sont affranchis de toute dépendance des seigneurs, ont emprunté en engageant leurs terres et rien ne les protège contre les exigences des usuriers.

La principale culture est celle de la betterave, aussi la Silésie est-elle, pour la production du sucre, la première province de Prusse, après celle de Saxe. La production de l'alcool y est aussi très forte, mais cependant inférieure à celle de Posnanie. La Silésie ne peut exporter ses produits en Autriche, car elle y trouve pour l'agriculture et l'industrie une trop forte concurrence. Elle ne peut exporter en Russie, la frontière étant fermée par des droits prohibitifs. Il faut pourtant que les habitants de la Silésie vendent au dehors leur houille, leurs fers et leurs eaux-de-vie. A défaut de l'Autriche et de la Russie, la Turquie reste la seule cliente, aussi les Prussiens ont-ils un grand intérêt à entretenir avec les Turcs des relations étroites et à s'assurer chez eux des débouchés pour leur commerce.

La question agraire qui a été résolue heureusement au commencement du siècle en Posnanie, grâce au concours de la noblesse polonaise, est encore en suspens dans la Silésie supérieure où les

grands propriétaires ne se sont pas montrés aussi conciliants. Il y a même une partie notable des petites propriétés qui sont restées englobées dans de grands domaines. Une loi de 1881 a prescrit certaines mesures pour améliorer le sort des paysans et faciliter la séparation des terres. En général, on peut dire de la population de la haute Silésie que tout ce qui est pauvre est polonais et que tout ce qui est riche est allemand. Le fond de la population est resté polonais aussi bien dans les districts industriels que dans les campagnes, tandis que la haute aristocratie est formée de familles allemandes. On voit qu'il y a une certaine analogie entre la Silésie supérieure et la Bohême où nous avons trouvé une démocratie tchèque en présence d'une aristocratie allemande, maîtresse des grands domaines.

La noblesse polonaise a disparu peu à peu en Silésie. Quelques gentilshommes sont devenus Allemands dans les siècles passés, d'autres ont émigré, beaucoup de familles se sont éteintes, le reste s'est appauvri, de sorte que, depuis cinquante ans, ce qu'il en reste n'a plus aucune signification et qu'on trouve même parmi les artisans les derniers rejetons des vieilles souches.

La haute aristocratie qui est établie actuellement dans la Silésie supérieure a des origines allemandes,

polonaises, moraves.....[1]. Toutes ces familles sont dévouées à la cause allemande, toutefois elles n'exercent pas en général de pression sur les paysans polonais qui habitent leurs domaines, et font tout ce qui dépend d'elles pour maintenir avec eux de bons rapports. Dans les assemblées qui ont eu lieu en Silésie à l'occasion du Culturkampf, celles de ces familles qui sont catholiques ont même fait cause commune avec les paysans polonais.

La nationalité polonaise en Silésie n'a guère trouvé plus de protection dans le clergé que dans la noblesse. Les prêtres sortis de l'Université de Breslau, où l'éducation est allemande en tous points, n'ont souvent même qu'une connaissance insuffisante de la langue polonaise. Aussi pendant longtemps furent-ils les meilleurs auxiliaires de la germanisation. Ce n'est que très tard qu'ils ont constaté que le Polonais qui adoptait la langue allemande courait grand risque de devenir protestant.

Cette population polonaise livrée à elle-même devait fatalement dans un temps donné se fusionner dans la masse allemande. Elle n'offrait pas les

[1] *Familles catholiques :* Duc de Ratibor (Hohenlohe), prince Lichnowsky, comtes Renard, Schaffgotsch, Matuschke, Praschma, Saurma, Ballestrem, Henkel von Donnersmark dont une ligne est protestante.

Familles protestantes : Duc d'Ujest, prince de Hohenlohe, prince de Pless, duc de Wurtemberg.....

mêmes éléments de résistance que les Polonais du grand-duché de Posen et n'était même pas rattachée à la cause polonaise par les souvenirs historiques. Séparée de la Pologne dès le XIIe siècle, la Silésie fut divisée en plusieurs duchés que réunit la couronne de Bohême au milieu du XIVe siècle. Conquise sur l'Autriche par Frédéric II, elle a fait définitivement partie de la Prusse depuis 1763. — Ceci explique pourquoi les Polonais de Silésie n'ont pas dans les élections la même attitude que ceux du grand-duché de Posen, qui ne furent séparés de la Pologne que lors du second partage et retrouvèrent même un instant leur indépendance quand Napoléon les annexa au grand-duché de Varsovie. Tandis que les représentants de la Posnanie peuvent se poser dans le Parlement en députés de la protestation, ceux de la Silésie n'auraient pas la même base pour asseoir leurs revendications. Si un député polonais était élu en Silésie, il pourrait bien voter avec les députés polonais de Posnanie et de Prusse occidentale, mais il ne pourrait signer le même programme et faire partie du même groupe.

Ce n'est guère qu'à dater de 1848 que les Polonais de la Silésie supérieure ont eu conscience de leur nationalité distincte; mais ce sentiment n'était pas bien vivace, car, il y a dix ans, on nommait encore dans ces districts des députés allemands protestants.

La persécution religieuse entreprise, en 1872, par M. de Bismarck a provoqué une assez forte réaction. Il y a eu à ce sujet quelques assemblées de catholiques, notamment à Breslau et à Leschnitz. Les discours qui ont été prononcés dans ces circonstances ont produit leur effet, et le peuple a commencé à comprendre qu'un jour il pourrait bien être en mesure de jouer un rôle politique. Toutes les circonscriptions électorales nomment maintenant des catholiques allemands. Les Polonais en agissant ainsi ont fait preuve d'esprit politique. Les catholiques allemands et polonais sont au moins pour moitié dans la population de la Silésie. Au lieu de nommer dans trois ou quatre circonscriptions des députés polonais, ce qui les eût mis en opposition directe avec le parti catholique allemand, les Polonais ont fait alliance avec lui pour la défense des intérêts religieux et ont pu ainsi faire passer des catholiques allemands dans tous les collèges électoraux de la Silésie supérieure, ce qui a donné un appoint au centre ultramontain dont M. Windthorst est le chef. Le Culturkampf a été ainsi contre son but. Ce système qui devait écraser le parti catholique a surexcité dans certaines régions le sentiment national et a poussé au Reichstag cent vingt députés catholiques, tandis qu'avant les lois de Mai on n'en comptait que soixante-dix.

Tant que le Culturkampf n'aura pas complètement disparu, les Polonais de la Silésie supérieure auront la même conduite à tenir : maintenir une alliance étroite avec les Allemands catholiques, n'exiger de leurs mandataires que la défense des libertés religieuses, réclamer l'instruction en langue polonaise dans les écoles primaires et ne nommer que des candidats sachant la langue polonaise, pour qu'ils puissent directement rendre compte à leurs électeurs du mandat qu'ils en ont reçu.

En même temps que le gouvernement faisait la guerre à l'Eglise, il s'attaquait à la langue polonaise, qui était en usage dans les écoles jusqu'en 1870. La presse catholique allemande fut la première à condamner ces tentatives de germanisation et même les Polonais protestants des trois districts de la région de Breslau comprirent que le Culturkampf était aussi bien une querelle de race qu'une querelle religieuse. Leur intérêt est désormais de soutenir comme leurs frères de la Silésie supérieure des candidats allemands catholiques, car les Allemands protestants sont les plus dangereux adversaires de leur nationalité.

XVIII

ORIGINE DES COLONIES ALLEMANDES DE SILÉSIE ET DU GRAND-DUCHÉ DE POSEN

Les descendants de Vladislas II, à qui fut attribuée la Silésie vers la fin du XIIe siècle, partagèrent cette province en plusieurs duchés. Ces ducs appartenaient à la famille des Piasts, qui occupait le trône de Pologne, mais ils se germanisèrent peu à peu par des mariages avec des princesses allemandes, et attirèrent de divers points de l'Allemagne des colons qui s'établirent dans la basse Silésie. En même temps des religieux de l'ordre de Citeaux fondèrent plusieurs établissements. Ces premiers centres de colonisation furent Paradies, Blesen, Obra..... La colonisation allemande ne s'arrêta pas à la Silésie, elle pénétra au cœur même du royaume de Pologne. D'ailleurs cette immigration n'était pas considérée comme un danger. La Pologne avait éte

ravagée par les Mongols au cours du XIIIe siècle, les hordes barbares s'étaient avancées jusque dans la basse Silésie. Il y avait tant de ruines à réparer que l'arrivée de familles industrieuses qui repeuplaient les villes était considérée comme un élément de prospérité. Aussi les rois de Pologne accordèrent-ils souvent à ces immigrants le *droit de Magdebourg* pour les villes qu'ils habitaient. Ce droit impliquait pour la ville l'affranchissement de la domination de la noblesse, la faculté de s'administrer elle-même et d'avoir pour ses bourgeois un tribunal spécial où le droit germanique était seul appliqué.

Il est remarquable que ces colons, aussi bien que ceux qui arrivèrent pendant les siècles suivants sous la dynastie des Jagellons, ne tardèrent pas à se fusionner avec les Polonais, et un grand nombre de localités qui sont aujourd'hui polonaises ne sont autres que ces anciennes colonies allemandes.

L'immigration allemande prit d'immenses proportions pendant la Réforme. Chassés de Silésie, de Bohême, de Moravie, les protestants allemands cherchèrent un asile en Pologne. Depuis Casimir le Grand, ce royaume s'était offert comme un asile pour tous les persécutés du monde civilisé. A la Diète de Vilna, en 1573, on accorda à ces réfugiés les mêmes droits qu'aux Polonais. C'est de cette époque que date l'accroissement de la population

allemande dans quelques villes du grand-duché de Posen[1].

Quelques seigneurs de Silésie ayant adopté la Réforme, comme on était encore au temps où prévalait la maxime *Cujus regio ejus religio*, une partie de la population polonaise fut entraînée dans le protestantisme. C'est ainsi que l'on trouve encore aujourd'hui, non loin de Breslau, une population polonaise protestante assez nombreuse.

La guerre de Trente ans fut le signal d'une nouvelle immigration allemande. Les protestants allemands, fuyant devant les armées de Tilly et de Wallenstein, peuplèrent des villes entières[2] et accrurent notablement la population des villes polonaises[3]. La noblesse polonaise, les grands propriétaires, les possesseurs de terres ecclésiastiques firent aux réfugiés l'accueil le plus cordial, facilitèrent leur installation en leur cédant des forêts à défricher, de vastes territoires à cultiver et en leur donnant les plus grandes libertés. Les nouveaux venus purent garder leurs lois, leurs coutumes, leurs écoles et leurs églises distinctes, ils reçurent même d'importants privilèges. Aussi le courant ne

[1] Schmiegel, Posen, Meseritz, Fraustadt...

[2] Zaborowo, près Lissa, et Rawicz furent bâties par des Allemands.

[3] Lissa, Reisen, Punitz, Bajanowo, Jutroschin, Zduny, Kobylin, Schocken, Wollstein, Birnbaum, Karge...

s'arrêta plus, et sous la maison royale de Saxe, au XVIIIe siècle, les Allemands arrivèrent par masses. Comme on l'a vu plus haut, cette situation ne faisait alors courir aucun danger à la nationalité polonaise. Tant que la Pologne fut un royaume indépendant, les colons allemands bien accueillis finissaient par adopter la devise, *ubi bene, ibi patria*. Dans les villes surtout les Allemands s'assimilaient si rapidement aux Polonais qu'après deux générations la langue polonaise était devenue leur langue maternelle et que les noms allemands trahissaient seuls l'origine des familles. Quant aux immigrants qui avaient conservé leurs coutumes et leur langue, ils n'en adoptèrent pas moins avec une parfaite sincérité la cause de leur nouvelle patrie et l'histoire de Pologne conserve fidèlement les noms de nombreuses familles d'émigrés allemands qui se sont signalées par leur dévouement à la cause polonaise et ont même payé de leur vie leur participation à l'insurrection de 1831. Il faut pourtant remarquer que cette sympathie, que l'on rencontre chez un certain nombre d'Allemands pour les Polonais, n'existe que chez les Allemands catholiques et qu'au contraire les Allemands protestants sont animés le plus souvent des sentiments les plus hostiles à l'égard des Polonais.

L'extrême réserve avec laquelle les statisticiens de Berlin touchent la question de nationalités donne une réelle importance à une étude que M. Bœckh a publiée en 1869, à l'aide des documents du bureau statistique de Prusse [1]. L'auteur est très impartial et son ouvrage est aussi exact que peut l'être un livre basé sur des statistiques de populations polonaises dressées par des fonctionnaires prussiens. Cette étude a du moins l'avantage de donner aux Polonais de Silésie un moyen de constater que, malgré la situation défavorable où ils sont, leur nombre augmente dans certains districts. M. Bœckh reconnaît que dans plusieurs villages de la Silésie supérieure les Allemands reculent devant les Polonais. Dans d'autres localités où les Allemands au contraire refoulent les Polonais, il attribue ce fait non pas à une vitalité supérieure à celle de la race polonaise, qu'il déclare être une race dure (*harte race*), mais à l'immigration constante de nouveaux colons allemands.

Population polonaise de la basse Silésie.

D'après M. Bœckh, dans la basse Silésie, sur 6 350 communes groupant 2,245,000 habitants il

[1] *Der Deutchen Volkzahl und Sprachgebiet*, par M. Richard Bœckh, sous-directeur du bureau de statistique à Berlin.

n'y a que 448 communes slaves, soit 91,200 habitants.

M. Bœckh a suivi la méthode adoptée en Prusse et a compté comme Allemand tout individu qui peut parler allemand. « Savez-vous l'allemand ? » — Telle est la question posée lors des recensements ; tandis que pour faire la vraie statistique des races d'une région, il faut classer les habitants d'après leur *langue maternelle*, c'est-à-dire, celle qui est en usage dans la famille.

Déjà à quelques lieues de Breslau, il existe des villages où le polonais est la seule langue en usage. A l'Est, dans le district d'Œls (en polonais Olésnica), M. Bœckh avec la méthode susdite ne trouve que 610 Polonais, il faut de plus compter comme élément slave plus de 1500 Tchèques résidant à Hussinek et à Podiebrad où ils se sont établis sous Frédéric II. Plus à l'Est sont trois districts voisins (Polnisch Wartenberg — Namslau — Kreuzburg) contigus au Grand-Duché de Posen et au Royaume de Pologne. Dans les deux premiers districts, les deux tiers des habitants sont Polonais ; on l'aurait constaté si on avait pris la langue maternelle comme base des calculs et pour le district de Polnisch Wartenberg, au lieu de 28,000 Polonais et de 20,000 Allemands, on eût trouvé 37,000 Polonais et 11,000 Allemands. Pour le district de Kreuz-

burg, la statistique officielle constate l'existence de 27,800 Polonais et seulement de 10,200 Allemands ; les Polonais y représentent donc 73 °/₀ de la population.

Ainsi groupés ces éléments pourraient constituer une certaine force. En 1849, le district de Kreuzburg a envoyé deux députés polonais au Parlement prussien, M. Szafranek et M. Gorzalka. Au moyen d'une propagande active on pourrait peut-être obtenir aujourd'hui le même résultat.

Population polonaise de la Silésie supérieure.

Le Dr Bœckh dit de la Silésie supérieure que « *c'est un pays exclusivement polonais* » ; il n'y trouve que 221,000 Allemands sur 1,012,000 habitants. C'est surtout sur la rive droite de l'Oder, au sud d'Oppeln, que la population polonaise est compacte. Dans plusieurs districts, les Polonais représentent 85 à 90 °/₀. Depuis quarante ans les Allemands ont fait des progrès sensibles, la population allemande a doublé, tandis que la population polonaise ne s'est accrue que des trois cinquièmes ; de sorte que le rapport des Allemands aux Polonais qui était pour les treize districts de la Silésie supérieure de 19 °/₀ est monté à 23 °/₀. M. Bœckh fait remarquer que l'accroissement pour les Allemands

ne tient pas comme pour les Polonais à un développement normal de la population, mais à l'immigration de 80,000 Allemands parmi lesquels est toute une légion d'employés.

Quand on tient compte des efforts de l'administration pour faciliter aux Allemands leur établissement dans ces provinces et que l'on compare l'accroissement des deux populations, en 1828-1848 et 1868, on comprend que les statisticiens de Berlin craignent, pour le jour où des conditions normales seraient rétablies, l'anéantissement complet de la nationalité allemande au profit de l'élément polonais.

Voici les chiffres que donne le Dr Bœckh :

DISTRICTS.		1828.	1848.	1863.
Rosenberg.....	Polonais....	28.000	37.700	40.900
	Allemands..	2.700	4.800	5.600
Gross Strelitz..	Polonais....	29.900	44.200	51.200
	Allemands..	1.700	4.200	8.900
Kosel.....	Polonais....	25.800	41.700	52.200
	Allemands..	9.900	8.700	11.300

C'est dans le grand-duché de Posen que la lutte entre les Allemands et les Slaves se présente sous les formes les plus variées. Près de 1,200,000 Polonais sont livrés aux Prussiens qui, maîtres absolus, peuvent tout à leur aise expérimenter sur eux

les méthodes de germanisation qui ont pu réussir ailleurs.

Dès que le second partage de la Pologne eût mis les Prussiens en possession de la Posnanie, au lieu de laisser les colons allemands livrés à eux-mêmes, ils leur donnèrent l'appui le plus énergique. On pouvait s'attendre à ce que, secondées par l'administration et à l'aide des ressources pécuniaires que l'autorité consacrait à cette œuvre, les tentatives de colonisation eussent un plein succès. Il en fut tout autrement : — Dans le district de Netz, le gouvernement dépensa 180,000 thaler pour établir dans les villes et dans les campagnes 1218 familles, soit 4,629 colons. En 1798, l'installation de 4,378 immigrants dans la circonscription de Bromberg coûta au Trésor 183,975 thaler, soit 157 fr. 50 c. par tête. Ni l'un ni l'autre de ces essais n'ont réussi. Habitués à d'autres cultures et à vivre dans un autre milieu, la plupart de ces colons quittèrent bientôt le pays. Dans le grand-duché de Posen, treize colonies wurtembergeoises furent établies à la même époque. Les résultats n'ont pas été plus satisfaisants, malgré les dépenses considérables faites par le Trésor. On a calculé que cette expérience avait coûté environ 750 francs par tête de colon, 1,000 thaler par famille. Sous Frédéric-Guillaume III on a dépensé annuellement pour cette

colonisation 16,500 thaler pris sur les revenus de la province et en outre, de 1798 à 1807, on a fait 2,043,083 thaler de dépenses extraordinaires.

En définitive ces essais de colonisation n'ont pas réussi, seuls les artisans allemands établis dans les villes y sont restés.

L'administration prit dans le même temps un puissant moyen pour assurer la suprématie prussienne. Elle constitua d'un seul coup toute une aristocratie foncière. Il fut décidé que les vastes propriétés ecclésiastiques et royales serviraient à récompenser les services rendus à la maison du roi. De 1794 à 1798, de Hoym, chargé de l'administration de la Prusse méridionale, opéra cette répartition. Il fut plus tard accusé d'avoir plus favorisé ses amis personnels que les serviteurs du roi, et de Held, qui dut justifier l'accusation qu'il avait lancée contre de Hoym, dressa, en juin 1801, la liste des domaines qui avaient été donnés par de Hoym. Ce précieux document, connu sous le nom de *registre noir*, est une des pièces capitales de l'histoire de la germanisation du Grand-Duché de Posen[1]. Dans le seul département de Posen, on compte vingt-deux dona-

[1] Le *registre noir* est intégralement reproduit dans un ouvrage publié à Leipzig en 1861 : *Materialien zur Geschichte polnischer Landestheile unter preussischer Verwaltung.* — C'est à ce même travail que j'ai emprunté les renseignements sur l'immigration allemande avant le partage de la Pologne.

taires, presque tous ont reçu trois, cinq, sept, et jusqu'à onze et treize domaines distincts. Le comte de Lüttichau, un émigré danois, reçut treize domaines dans le département de Posen et huit dans celui de Kalisz, d'une valeur d'environ 800,000 thaler. L'auteur du rapport a soin d'ajouter que le comte de Lüttichau avait été choisi comme personne interposée et devait revendre ces terres à prix convenus, à des donataires qui ne voulaient pas paraître en nom dans l'affaire. Pour mieux masquer cette spoliation, l'administration fit pour chacune des terres des évaluations dérisoires que de Held a soin de rectifier. C'est ainsi que les onze domaines donnés au marquis de Lucchesini, ministre, et qui fut ambassadeur à Paris en 1801, ne furent évalués qu'à 151,000 thaler, tandis qu'une évaluation faite par les Tribunaux peu de temps après est de 500,000 thaler. La terre de Lagiewniki donnée au Major Brodowski et estimée 2,650 thaler fut vendue, en juin 1801, 25,000 thaler. Les dix domaines dans la région de Bomst offerts par le roi de Prusse au major de Hünerbein, à l'occasion de son mariage avec une demoiselle d'honneur de la princesse Louise, sont estimés à 100,000 thaler, tandis que le revenu annuel était de 10,000 thaler. Toutes ces donations n'ont pas d'aussi louables motifs. Eisenberg, président de Cour à Berlin, chargé de

faire une enquête sur les actes de de Hoym qui avaient fini par soulever de graves mécontentements, reçut de de Hoym quatre domaines estimés 23,350 thaler et d'une valeur réelle de 40,000 thaler; on prétend que ce fut un simple témoignage de gratitude pour l'indulgence dont il fit preuve en ces circonstances.

J'indique dans l'Annexe B les détails du *registre noir* pour le département de la Chambre de Posen et je me borne à mentionner les noms des donataires dans le département des Chambres de Kalisz et de Varsovie où de Hoym a fait une œuvre aussi néfaste pour la nation polonaise. Pour enlever aux Polonais jusqu'à l'espoir de reconquérir ces terres par leur travail, il fut interdit par deux rescrits royaux du 19 décembre 1796 et du 27 janvier 1801, de vendre ces domaines et même de les affermer à des Polonais.

XIX

LES POLONAIS DANS LE GRAND-DUCHÉ DE POSEN

Le principe de l'affranchissement des paysans a été posé pour toute la Pologne dans la Constitution du 3 mai 1791, dont le libéralisme effraya les puissances voisines qui s'empressèrent de procéder à un troisième partage du royaume. Il eut lieu en 1793. Les Prussiens s'adjugèrent la Grande-Pologne jusqu'à Varsovie et jusqu'à la Bsoura. Ils laissèrent la question agraire en suspens, et ce ne fut que lors de la formation du grand-duché de Varsovie par Napoléon, que le servage fut définitivement aboli par la loi du 21 décembre 1807. La même année, le Code Napoléon était promulgué en Pologne ; les Prussiens lui ont substitué leur législation, en 1815, dans la Posnanie. Ce ne fut qu'à partir de 1823 que la question agraire commença à recevoir une solution en Posnanie. Une loi prussienne du 8 avril

1823 donna aux paysans la propriété des terres qu'ils occupaient, moyennant le paiement d'une rente et quelques prestations. Une loi du 2 mars 1850 a transformé toutes ces obligations en annuités qui s'éteignirent en 1856. Une Commission générale administrative, instituée en 1823, a fonctionné jusque dans ces derniers temps. Grâce à l'activité d'un de ses présidents, M. Klebs, et au bon vouloir de la noblesse, cette Commission a réussi à régulariser la situation de tous les paysans. La petite propriété a été aussi organisée dans le grand-duché de Posen avant qu'elle le fût dans les pays polonais d'Autriche et de Russie. La réforme agraire ne date que de 1848 en Autriche et de 1863 en Russie. Le propriétaire dispose maintenant librement de sa terre et est dans une situation assez bonne.

D'après M. Engel (*Preussische Statistik,* 1874), les paysans de Posnanie étant restés sous la magistrature et la surveillance policière de leurs anciens seigneurs, le prolétariat augmenterait d'année en année, en même temps que la criminalité, et nombre de misérables n'auraient d'autres ressources que l'émigration. Cette appréciation paraît très exagérée aux hommes compétents. Il y a bien des villages où les paysans sont dans un état prospère, par exemple, Kurnik, Jerzyce, Gorczyn, Winiary, Zegrze, Debiec, Rataje, Konarzewo... S'il y a beaucoup d'émi-

grants en Posnanie, c'est moins à cause de la pauvreté des paysans que des difficultés et des ennuis auxquels ils sont exposés. La petite propriété parvient même à se défendre maintenant contre les Allemands et les Juifs. Depuis 1872, il existe une banque rurale polonaise et le Crédit foncier gouvernemental fait depuis trois ou quatre ans des prêts, non seulement à la grande, mais aussi à la petite propriété à 5 0/0, amortissement compris.

Sur 1,700,000 habitants, on peut estimer à plus de 1,100,000 le nombre des Polonais du Grand-Duché. Tandis qu'en Silésie, le parti polonais manque de classe dirigeante et que l'aristocratie est exclusivement allemande, ici, l'aristocratie est polonaise, très attachée à la foi catholique et en possession de domaines importants où elle réside habituellement. Elle se trouve ainsi en contact permanent avec les paysans polonais. Citons les principales familles polonaises de Posnanie : Dzialynski et Zamojski à Kurnik; Bninski à Samostrzel; Potocki à Banlewo ; Raczynski à Rogatin ; Skorzewski, Zoltowski, Taczanowski, Mycielski, Kwilecki, comte Mielzynski, comte Czarnecki, prince Sulkowski à Rydzyna, prince Radziwill.

C'est la grande propriété qui est la plus menacée actuellement. Les domaines sont souvent mal administrés et les membres de la noblesse se

laissent souvent entraîner dans des dépenses qu'ils ne peuvent payer qu'en hypothéquant leurs terres. Un jour ou l'autre, il faut les vendre.

Par exemple, dans le district d'Obornik, au nord de Posen, de 1854 à 1882, il a été vendu par des Polonais à des Allemands 14,680 hectares. Ce sont quinze grands domaines dont six ont une étendue supérieure à onze cents hectares. Dans la même région, deux villages appartenant à des membres de l'aristocratie polonaise sont affermés à des Allemands. Partout on voit disparaître les anciens propriétaires polonais ; il y a dix ans, on en comptait dix à Przebedowo, aujourd'hui il n'y en a plus qu'un, les neuf autres sont des Allemands. Il en est de même à Trojanow, à Dluga Goslina, à Bialezyn, etc...

Dans ces dernières années seulement, de 1878 à 1881, dans le grand-duché de Posen, les Polonais ont perdu 131,577 arpents dépendant de la grande propriété. — En 1878, 37,000, en 1879 environ 10,000, autant en 1880, et 77,688 en 1881. Ce dernier chiffre vient de la vente de deux domaines importants, celui de Chocieszewice qui appartenait au prince Radziwill et qui a été acheté par un banquier de Berlin, et celui de Wronek qui appartenait à M. Grabowski, et qui a été acheté par le baron Kaphar, un Courlandais. Les agences qui servent d'intermédiaires

abondent en offres de propriétés appartenant à des Polonais.

Le clergé joue dans le grand-duché de Posen un rôle considérable. Chez lui, le sentiment national est aussi ardent que la foi catholique. Aussi est-il respecté et écouté de tous les paysans. On en jugera par la résistance qu'il a su opposer au Culturkampf.

Bien que les Allemands et les juifs soient assez nombreux dans les villes, la bourgeoisie est encore en grande partie polonaise. A Posen même, elle se renforce depuis quelques années. Il y a depuis quinze ans, comme dans le royaume de Pologne, un grand essor dans le commerce et l'industrie. A Posen, MM. Liszkowski, Jerzykiewicz, Cegielski, Urbawowski, marchands de draps, de soieries, fabricants d'instruments aratoires ont fait d'assez jolies fortunes. Jusqu'ici la bourgeoisie polonaise a su se tenir tout à fait en dehors de la société allemande. Polonais et Allemands font deux camps. Cet antagonisme est tel qu'à Posen un Polonais ne franchirait pas le seuil du théâtre allemand. C'est presque une question de pudeur. Comment pourrait-il en être autrement ? La position faite aux Polonais dans le grand-duché est intenable. Toutes les carrières leur sont fermées. On ne nommera jamais un Polonais conseiller de province ou de district. Dans le

service des postes et des chemins de fer il est rare de trouver un employé polonais. En 1881, il n'y avait que 28 juges polonais sur 235 pour le Grand-Duché. Les parents polonais étant dans l'impossibilité de trouver des carrières pour leurs enfants sont souvent obligés de les envoyer chercher un emploi dans le royaume de Pologne.

Les Polonais de Prusse n'ont pas toujours été aussi maltraités. En 1815, quand la Prusse rentra en possession de la Posnanie la langue polonaise resta langue officielle, il y eut une Diète à Posen et on nomma vice-roi un Polonais, Antoine Radziwill. Le gouvernement conduisit ensuite avec sollicitude et avec succès les délicates opérations de la réforme agraire. La Révolution de 1830 éveilla quelques susceptibilités dans le gouvernement prussien, et cependant en 1848, il était encore disposé à faire bien des concessions. On eut même un instant la pensée de diviser la Posnanie en deux parties, et de doter d'une administration autonome la région orientale qui était exclusivement polonaise. Il se produisit subitement un revirement dans les dispositions de la cour de Berlin. Une garde nationale de douze mille hommes, qui s'était formée, reçut l'ordre de se dissoudre. Cette mesure provoqua une insurrection qui fut bientôt réprimée. Les Polonais continuèrent néanmoins à jouir du libre

exercice de leur culte, et même pour l'instruction publique le gouvernement prussien était alors plus libéral que la cour de Vienne. On vit les jésuites expulsés d'Autriche se réfugier sur le territoire prussien en Silésie et en Posnanie. En 1863, le gouvernement manifestait encore des intentions bienveillantes à l'égard des Polonais, et il alla jusqu'à autoriser l'usage de la langue polonaise dans les écoles primaires. A partir de 1870, il y eut un revirement complet dans la direction gouvernementale. M. de Bismarck entreprit une germanisation à outrance. Il s'attaqua à l'Église catholique, sachant ainsi frapper au cœur la nation polonaise, et il se mit en devoir de substituer partout la langue allemande à la langue polonaise.

Depuis 1872, l'inspection des écoles primaires en Prusse, faite jusque-là par les pasteurs et les prêtres, a été confiée à des laïques, employés qu'on a eu soin de choisir toujours parmi des Allemands ouvertement hostiles à l'élément polonais et à la religion catholique. Deux exemples permettront de juger la manière d'opérer des plus zélés : Un de ces inspecteurs imagina de changer les noms des écoliers polonais en noms allemands ; le jeune Majerovicz ne devait plus s'appeler que Mayer, le petit Loza devait répondre désormais au nom de Lohse,

la famille Betka apprenait par son enfant que de par l'ordre de l'inspecteur elle ne serait plus connue dans le village que sous le nom de Bethke. — Ces faits se passaient en mars dernier dans la petite ville de Schwersenz, près de Posen, et dans le village de Dopievo (district de Posen) où M. Lux est inspecteur.

Le même mois, dans un faubourg de Posen, à l'école primaire de Saint-Martin, l'instituteur s'adressant à un élève lui demande s'il était Polonais, sur sa réponse affirmative, le maître lui donne un soufflet et ajoute : « Vas te plaindre maintenant aux journaux polonais. » Cet instituteur est M. Wog, l'écolier est le jeune Szczepanski. Le fait est notoire à Posen.

Ces moyens de prussifier les enfants ne sont certainement pas les plus sûrs. En blessant les familles dans ce qui leur est le plus cher, on crée un antagonisme qui rend stériles tous les efforts du Gouvernement. Un des moyens les plus puissants sur lequel compte l'administration pour germaniser les Polonais, est de substituer dans les familles l'usage de l'allemand à celui de la langue maternelle. L'école primaire est le grand instrument de ce travail mais les résultats obtenus sont médiocres.

La langue polonaise est absolument proscrite de

l'école, l'enfant doit tout apprendre en allemand. Pendant les deux premières années, il ne comprend rien à ce qu'on lui enseigne et ce n'est que pendant les trois ou quatre années suivantes, quand il a fini par se familiariser avec l'allemand, qu'il peut profiter des leçons de l'instituteur ; quand il ne fréquente plus l'école vers treize ou quatorze ans, il se trouve au milieu de sa famille, où on ne parle que polonais. Les mères de famille, paysannes ou nobles, ont l'amour de la Pologne si enraciné dans leurs âmes qu'elles mettent tous leurs soins à proscrire de leur intérieur la langue allemande et à rapprendre à leurs fils, quand ils sortent de l'école, cette langue maternelle qu'ils allaient oublier. Vient le temps du service militaire, les recrues arrivent au régiment ayant désappris l'allemand. L'instructeur reprend alors la tâche ingrate commencée par l'instituteur, on fait tout pour triompher cette fois : faveurs à ceux qui savent le mieux l'allemand, sévérité excessive pour les autres. Au bout de trois ans les soldats n'arrivent à ne bien parler ni l'une ni l'autre des deux langues.

L'uniforme a toujours à leurs yeux un certain prestige, et, rentrés chez eux, ils parlent encore quelquefois allemand, par pose, parce que c'est la langue des gens instruits, celle des officiers du régiment. Deux ans de vie de famille et de travaux des

champs les font revenir à l'idiome national et l'almand est oublié pour toujours.

Si le système adopté par les Prussiens n'a que de médiocres résultats, en revanche il cause un grand dommage aux Polonais. En faisant la classe aux enfants dans une langue dont ils n'ont pas l'usage familier on entrave l'éducation populaire.

L'enseignement secondaire et supérieur sont aussi rendus très difficiles aux Polonais. Dans les gymnases, même dans ceux qui sont d'anciennes fondations polonaises, tous les cours sont faits en langue allemande. Enfin, tandis que chaque province de Prusse est dotée d'une université, seule la province de Posen en est privée. Les étudiants polonais du Grand-Duché sont obligés de s'éloigner de leurs familles et d'aller dans des universités allemandes pour y recevoir le haut enseignement. Ils se rendent généralement à Breslau, Berlin, Kœnigsberg, Leipzig, Heidelberg, Wuerzbourg, Munich, ou bien en Autriche, à Vienne ou dans la petite université de Czernowitz, nouvellement créée en Bucovine.

XX

INSTITUTIONS POLONAISES DANS LE GRAND-DUCHÉ DE POSEN

La Société de secours pour les études (Towarzystwo naukowej pomocy), créée en 1841 par le docteur Marcinkowski, n'a aucun caractère politique. Elle donne des bourses et des secours aux élèves des gymnases. Protégée à ses débuts par Frédéric-Guillaume IV, elle est aujourd'hui très mal vue par l'administration prussienne. Il est défendu aux maîtres d'école d'en faire partie. Le président du tribunal de Posen a interdit à un juge d'y remplir les fonctions de trésorier. A chaque séance la police y exerce la plus minutieuse surveillance.

La Société des amis des Sciences (Towarzystwo Przyjaciol nauk) est une société purement scientifique. Elle a été fondée en 1856. Elle possède une

galerie de tableaux où se trouve une œuvre de chaque peintre polonais, un musée archéologique, et une bibliothèque de 60,000 volumes. L'abbé Jean Kozmian a donné à la société sa bibliothèque particulière. La société contient des sections d'études historiques, d'études littéraires, de sciences naturelles. Prochainement elle s'augmentera d'une section archéologique. Dès 1866 l'autorité a interdit aux magistrats d'en faire partie.

Le gouvernement a refusé de reconnaître la personnalité civile de ces deux sociétés, tandis qu'il l'accorde très facilement aux sociétés allemandes.

Les Cercles ruraux de paysans (Kolka wloscianskie) ont été créés il y a trois ans par M. Maximilien Jackowski pour donner aux paysans un moyen de s'instruire.

Il en existe déjà cent trente-six dans le Grand-Duché de Posen. Les réunions ont lieu tous les dimanches dans chaque paroisse.

Il existe encore plusieurs sociétés et œuvres populaires : Société agricole générale, Société d'éducation du peuple, Société des amis du peuple, Bibliothèques villageoises, etc..... Elles sont toutes fondées par l'aristocratie et soutenues par le clergé.

Le privilège du crédit foncier polonais du Grand-

Duché n'ayant pas été renouvelé, les Polonais n'ont comme établissement de crédit particulier qu'une banque rurale pour les paysans et une banque agricole, celle de MM. Kwilecki, Potocki, Lyskowski et Cie.

Les membres de la Société des amis des sciences publient en langue polonaise une revue importante : *Annales de la Société scientifique de Posen* (Roczniki towarzystwa Przyjaciol nauk Poznanskiego). Il existe aussi plusieurs journaux polonais :

Le Journal de Posen (Dziennik Poznanski), organe national-libéral, qui est tiré à environ 2,000 exemplaires;

Le Courrier de Posen (Kuryer Poznanski), organe catholique, — 1,500 exemplaires.

L'Indicateur (Orendownik) et le *Courrier de la Grande Pologne* (Goniec wielkopolski), journaux populaires très répandus.

Le Rural (Ziemianin), journal agricole.

Il faudrait encore citer une dizaine d'autres journaux.

La Polnische Correspondenz, créée par quelques propriétaires polonais en vue de se défendre contre l'influence allemande, est publiée en allemand.

Il paraît en Silésie deux journaux en langue po-

lonaise qui ont une réelle importance. — Le *Katolik* à Königshütte et la *Gazèta Gornoszlazka*, Gazette de la Haute Silésie à Beuthen. Il y a en outre deux journaux agricoles pour le peuple en langue polonaise.

XXI

LE CULTURKAMPF

On sait l'insuccès de la persécution religieuse (*Culturkampf*) que M. de Bismarck entreprit, il y a dix ans, contre les catholiques polonais et allemands. Les liens qui rattachent à la cour de Rome quinze millions de catholiques, sujets de l'Empire, étaient aux yeux du chancelier un des principaux obstacles à ses projets d'unification. Il avait pensé que, privés de leurs évêques et de leurs prêtres, les fidèles, de guerre lasse, s'accommoderaient d'un clergé qui, soustrait à l'autorité du pontife romain, viendrait demander tous ses pouvoirs au ministre des cultes. Il s'est trompé. Les catholiques ont tout supporté, mais ils n'ont pas cédé. Bien plus M. de Bismarck a vu se former au sein du parlement une coalition devant laquelle il a dû s'arrêter. Il a même été obligé de revenir sur la voie où le mi-

nistre des cultes, M. Falk, l'avait follement entraîné.

Jusqu'en 1870 personne ne songeait en Prusse à s'attaquer à l'Eglise catholique, et ce n'est que, fort de ses récentes victoires et en face de l'accroissement des populations catholiques englobées dans l'Empire, que M. de Bismarck résolut de soumettre l'Eglise catholique à une discipline rigoureuse, pour en faire comme de l'Eglise protestante une simple dépendance de l'administration civile. Dès le début de cette campagne, le chancelier a voulu marquer lui-même le caractère du conflit : il a soutenu que cette lutte n'était ni confessionnelle, ni cléricale, mais purement politique, que c'était une phase de l'*antique conflit de pouvoir entre la royauté et la prêtrise*. En même temps il dénonçait l'attitude hostile d'une fraction de la noblesse polonaise dont la tendance a toujours été de se séparer de l'Empire allemand et de la monarchie prussienne, pour reconstituer l'ex-Pologne dans ses anciennes frontières. « Ces tendances, ajoutait-il, ont été favorisées par le clergé catholique, même de langue allemande, elles sont traitées par celui-ci avec bienveillance et secondées autant que cela peut se faire sans enfreindre la loi pénale. » (*Discours du Prince de Bismarck à la Chambre des députés prussienne, le 9 février 1872*).

C'était donc le groupe des trois millions de Polonais de la partie orientale du royaume de Prusse que le Culturkampf visait en premier lieu. Le clergé du grand-duché de Posen s'est toujours distingué par sa sévère discipline, ses lumières et son patriotisme ; il s'est appliqué à maintenir l'accord entre les paysans et la noblesse, l'harmonie de ces rapports lui paraissant le seul moyen de défense qu'eût la race polonaise pour lutter contre les Allemands.

La lutte commença en février 1872, par une loi prussienne qui enleva la surveillance des écoles primaires aux curés catholiques et aux pasteurs protestants, pour la confier à des inspecteurs de l'Etat, qu'on eut soin de choisir parmi les gens les plus hostiles aux catholiques et aux Polonais.

Le 4 juillet 1872 le Reichstag expulsa les jésuites du territoire de tous les Etats dépendant de l'empire d'Allemagne.

La Constitution prussienne du 31 janvier 1850 ne permettait pas de faire plus. La liberté et l'indépendance y étaient assurées à toutes les communautés religieuses par les articles 15 et 18. — Aux termes de cette loi fondamentale, l'Eglise évangélique et l'Eglise romaine avaient la possession et la disposition des biens, des sommes et des établisse-

ments destinés aux cultes, à l'instruction et à la bienfaisance, — le droit de nomination, proposition, élection ou confirmation pour les charges ecclésiastiques était supprimé en tant qu'il appartenait à l'État ou qu'il reposait sur le patronat ou sur des titres spéciaux. — Une loi du 8 janvier 1873 renversa cet obstacle et modifia ces deux articles. Désormais *les églises sont soumises à la surveillance de l'État réglée par la loi et la loi règlera les droits de l'Etat par rapport à l'éducation première, à la nomination et à la révocation des ecclésiastiques, et fixera les limites du pouvoir disciplinaire de l'Eglise.*

Le terrain était ainsi déblayé et rien n'empêchait plus d'enlever à l'Eglise l'administration de ses propres affaires. On vit apparaître alors les fameuses lois de mai 1873 dont le triste honneur revient en partie à M. Falk, le trop zélé collaborateur de M. de Bismarck.

— Il fut décidé qu'aucun membre du clergé protestant ou du clergé catholique ne pourrait recevoir d'emploi sans avoir passé trois années dans une université de l'Etat, et sans avoir subi un examen scientifique dit *Examen d'Etat* prescrit et réglé par le gouvernement, — qu'aucune nomination à un emploi ne pourrait être faite sans que le candidat eût été désigné au président supérieur de la pro-

vince, qui aurait trente jours pour s'opposer à la nomination.

En d'autres termes, tout ecclésiastique avant son entrée en fonctions, sera interrogé sur la philosophie allemande, sur la littérature allemande et sur l'histoire par des examinateurs choisis par le ministre. Ces juges contrôleront les doctrines des candidats et leur refuseront l'accès du sacerdoce s'ils n'ont pas adopté les théories ministérielles. De plus, l'administration pourra refuser la nomination d'un candidat qui ne lui sera pas agréable.

— Il fut décidé qu'une cour royale, composée de onze conseillers nommés par le roi de Prusse, jugerait en appel sur toutes les affaires ecclésiastiques. Par là l'autorité civile peut maintenir en place un prêtre frappé de censure par son évêque, déclarer coupable un autre prêtre qui n'a subi aucune réprimande, blâmer les évêques pour l'exercice de leurs devoirs épiscopaux, annuler leurs jugements, leur imposer des amendes, les incarcérer, les destituer même.

— On interdit en outre à l'Eglise et aux ordres religieux d'appliquer leur droit pénal spécial.

Ainsi un évêque juge convenable d'éloigner un prêtre d'une cure qu'il lui a confiée; ce curé pourra en appeler à la cour suprême, l'évêque comparaîtra

et l'autorité civile pourra réintégrer le curé dans sa paroisse, tandis que l'évêque, s'il n'accepte pas cette décision, pourra être condamné à l'amende, à la prison ou être destitué. C'est la ruine de la discipline ecclésiastique qui maintenait l'unité de la foi et le respect de la hiérarchie.

Engagé dans cette voie, le parlement prussien vota tout ce qui lui fut proposé. Le Docteur Falk, ministre des cultes, était lui-même plus passionné que le prince de Bismarck ; il voulut tout prévoir et tout règlementer. Une loi du 14 mai 1873 détermina dans quelles conditions on pouvait se séparer d'une église et se dégager des charges contractées vis-à-vis d'elle. Les autres lois concernent : la prestation de serment par les évêques (6 décembre 1873) — l'administration des évêchés catholiques (20 mai 1874) — la suppression de la subvention donnée par l'Etat aux évêques et aux curés (22 avril 1875) — les congrégations autorisées et non autorisées (31 mai 1875) — l'administration des communautés religieuses catholiques et le droit de surveillance de l'Etat sur cette administration (20 juin et 27 septembre 1875), les droits des vieux catholiques sur les biens ecclésiastiques (4 juillet 1875) — la surveillance de l'Etat sur l'administration des biens des diocèses catholiques (7 juin 1876), les mesures de rigueur que les administrateurs des biens

des diocèses vacants peuvent employer. (13 février 1878.)

Toutes ces lois n'ont été faites que pour le territoire prussien ; mais en face de la résistance de l'épiscopat, il fallait trouver un moyen de coercition plus énergique. En vertu d'une loi qui s'appliquait cette fois à tout l'empire d'Allemagne (4 mai 1874), on interdit aux prêtres révoqués l'exercice de leur ministère, la police reçut le droit de les expulser ou de leur assigner une résidence fixe. Le droit à l'indigénat put aussi leur être retiré.

Dans le grand-duché de Posen, où la persécution fut plus violente que dans toute autre partie de la Prusse, le clergé eut l'attitude la plus digne et la plus ferme. L'archevêque de Posen, Mgr Ledochowski, qui pourtant ne passait pas pour être favorable aux tendances nationales des Polonais, comprit qu'il y avait dans tout cela plus qu'une guerre de race, et que la foi catholique était en jeu; il s'abrita sous l'autorité du Saint-Siège. C'est ce qui pouvait être le plus désagréable au chancelier de l'Empire, car le Pape était pour lui l'ennemi irréconciliable. L'archevêque de Posen refusa de désigner les prêtres qu'il choisissait pour les cures. La Cour royale le destitua et il passa deux années en prison. C'est alors qu'il fut nommé cardinal; depuis il s'est réfugié à Rome. Un grand nombre de

prêtres prirent comme lui le chemin de l'exil. Il y eut quelques défections, mais elles furent rares. Les curés qui préférèrent leurs places à leur devoir furent considérés par le peuple comme des traîtres. Tout le monde en sait les noms même dans les campagnes et on a vu comparaître devant la justice des paysans qui avaient cru faire œuvre pie en injuriant et en battant ces renégats. Je fais grâce au lecteur des noms de ces apostats. Un grand nombre de paroisses restèrent sans pasteurs, et, comme en France au temps de la Terreur, les prêtres venaient clandestinement dans les villages pour administrer les Sacrements. Les paysans les cachaient dans leurs maisons et dès que les policiers étaient signalés, ils les aidaient à se sauver. De 1874 à 1878 la situation fut intolérable.

Le système de laïcisation à outrance poursuivi par M. Falk enveloppait l'Église évangélique aussi bien que l'Église catholique. Les conservateurs protestants comprirent qu'en définitive leur propre église et leur propre parti souffriraient peut-être plus de cette lutte que l'Église catholique elle-même. Le socialisme s'affirmait chaque jour avec plus d'audace. Qu'allaient devenir en face de cette nouvelle puissance la religion d'État et le principe monarchique? L'attentat dont l'empereur Guillaume faillit être la victime en 1878 fit réfléchir M. de

Bismarck. Le cléricalisme ne sembla plus offrir de danger immédiat, il fallait désormais tourner tous les efforts contre le socialisme. Le chancelier comprit enfin qu'affaiblir l'Église catholique, qui est la grande école du respect de toute autorité légitime, n'était pas le plus sûr moyen d'enrayer le mouvement révolutionnaire.

Le gouvernement se départit un peu de sa première rigueur. Cette chasse au prêtre avait provoqué des résistances dans toute l'Allemagne catholique, de leur côté les Polonais avaient senti que se soumettre eût été abdiquer leur nationalité. En face de la persécution, les catholiques allemands et polonais s'étaient rapprochés pour la défense de la liberté de conscience. M. de Bismarck en voulant unifier le pays avait divisé les Allemands. Il avait lui-même créé une coalition qui pouvait devenir menaçante aux prochaines élections.

Le rapprochement entre la Cour de Berlin et le Saint-Siège aurait eu sans doute lieu plus tôt, si le gouvernement toujours préoccupé de l'attitude des Polonais n'avait pas craint que la rentrée du clergé dans les provinces polonaises ne fût un nouvel obstacle à la germanisation du pays. Ce rapprochement est devenu une nécessité de premier ordre, surtout depuis que les dernières élections ont donné au parti catholique une force numérique si consi-

dérable qu'il est impossible de gouverner sans son appui. Si tous les catholiques étaient Allemands, la paix religieuse eût été faite déjà depuis longtemps et eût été complète ; mais les Polonais, qui n'ont pas moins de dix-huit députés dans le Landtag prussien, compliquent la question. C'est pour pouvoir agir contre eux suivant les circonstances, que le gouvernement tient à se faire donner par le parlement des pouvoirs discrétionnaires. On ne peut pas être plus explicite que ne l'a été le ministre des cultes, M. de Gossler dans une de ses récentes déclarations : « Le gouvernement doit avoir à sa disposition des pouvoirs discrétionnaires, à cause des provinces qui ont une population polonaise. De la sorte le gouvernement pourra agir suivant la situation politique de ces provinces. »

Le 30 mai 1882, le gouvernement a fait proroger jusqu'au 1er avril 1884 les pouvoirs discrétionnaires que les chambres lui avaient reconnus une première fois le 14 juillet 1880. Le ministre d'État a ainsi la faculté de nommer à des évêchés des prélats qui n'auraient pas prêté le *serment* exigé par la loi de 1874. Il peut les dispenser des autres conditions prescrites, pourvu toutefois qu'ils soient sujets allemands. L'administration des évêchés vacants ne peut être établie ou supprimée qu'avec l'autorisation du ministre des cultes. Celui-ci a la faculté de

rendre aux évêchés les subventions de l'État dont ils ont été privés...

Ces concessions avaient été imposées aux catholiques il y a deux ans, cette fois ils ont compris qu'il valait mieux s'associer au projet de prorogation de ces lois discrétionnaires pour avoir le moyen de faire voter de nouvelles concessions. — Il a été décidé en effet que les évêques révoqués par jugement pourraient rentrer dans leurs diocèses s'ils étaient graciés par le roi, et que, dans tous les cas, on rendrait moins rigoureux les effets de ces jugements. — Il y a encore quatre évêques qui ont été déposés, les deux archevêques de Gnesen-Posen et de Cologne et les évêques de Limbourg et de Muenster. Il est peu probable, à moins de circonstances exceptionnelles, que le gouvernement fasse usage de cette faculté en leur faveur. En outre la loi dispense de l'examen d'Etat (culturexamen) les candidats à la prêtrise, qui ont passé l'examen de fin d'études dans un gymnase et qui ont suivi pendant trois ans les cours d'une université allemande ou d'un séminaire catholique prussien et spécialement les conférences de philosophie, d'histoire et de littérature allemandes. La concession la plus importante pour les Polonais et qui a été votée malgré l'opposition du ministre des cultes consiste à abroger deux dispositions de la loi de mai 1874 qui permet-

taient de pourvoir au remplacement des prêtres sans le concours de l'évêque pour les cures où des particuliers ou des communes ont le droit de présenter des titulaires. Le gouvernement avait trouvé par là le moyen d'introduire dans les paroisses un certain nombre de prêtres disposés à rendre à César même ce qui appartient à Dieu. Ces intrus ont joui longtemps de toutes les complaisances de l'autorité qui exaltait jusque dans ces derniers temps leur caractère et leurs mérites. Quel sort va-t-il leur faire aujourd'hui ?

Il ne s'agit dans tout ceci que du royaume de Prusse ; le Culturkampf ne s'est manifesté dans le reste de l'Allemagne que par les deux lois citées plus haut, celle de 1872 relative à l'expulsion des jésuites et celle du 4 mai 1874 sur l'exercice illicite du sacerdoce. Sur ces deux points, aucune concession n'a été faite. Il est assez singulier que ce soient les socialistes-démocrates, qui par l'organe d'un de leurs chefs, M. de Vollmar, aient demandé l'abrogation de la loi contre les jésuites en même temps que la suppression de toutes les lois exceptionnelles. Quant à la loi sur l'exercice illicite du sacerdoce, une motion de M. Windthorst a été acceptée cette année même par le Reichstag à une grande majorité. Mais le gouvernement de l'Empire ne parait pas se douter que ce vote ait eu lieu. De fait le gouverne-

ment ne donne de concession que ce qu'on parvient à lui arracher. Les évêques ont les mains liées. Au régime de persécution a succédé le régime de l'arbitraire. L'administration se montre tolérante ou non, suivant qu'elle se trouve en face d'un parti fort ou faible, et même si elle finissait quelque jour par se relâcher de cette rigueur, les catholiques du grand-duché de Posen et de la province de Prusse occidentale savent que ces pouvoirs discrétionnaires ayant été demandés non pour eux mais contre eux, ils n'ont rien à attendre du pouvoir jusqu'à ce que des complications de politique étrangère forcent le gouvernement à changer sa manière d'être vis-à-vis des Polonais.

En résumé, la nouvelle tactique du gouvernement à l'égard des catholiques ne peut tromper personne. Le chancelier aurait prouvé la sincérité de ses intentions, s'il avait proposé la révision des lois de mai. C'était demandé par les catholiques et réclamé par le Saint-Siège. Il s'est bien gardé d'agir ainsi, il a tenu à se faire donner des pouvoirs discrétionnaires. De la sorte, suivant les circonstances et suivant les localités, le gouvernement tolère ou interdit l'exercice du ministère par les prêtres non autorisés, il replace sur leurs sièges les évêques expulsés ou il leur refuse l'accès de leurs diocèses, il rend au clergé les subventions de l'État ou il continue à les

leur retirer. C'est l'arbitraire pur et simple. Et ces mesures ne sont jamais prises en vue d'un adoucissement aux souffrances des catholiques, mais seulement comme un moyen d'obtenir l'adhésion de leur parti à la politique du chancelier, celui-ci étant toujours à même de lui faire en échange quelque concession sur le terrain religieux. Il faut donc s'attendre à ce que dans deux ans, quand le terme des pouvoirs discrétionnaires sera arrivé, le gouvernement demande une nouvelle prorogation toujours pour les mêmes motifs. C'est un acheminement vers l'Église gouvernementale dont l'idéal est l'Église de Byzance et à la fin du siècle dernier l'Église d'Autriche sous Joseph II. La tactique de M. de Bismarck est aussi simple qu'habile : gagner le Vatican par des promesses et l'assurance des intentions les plus bienveillantes, et n'user des pouvoirs qu'il a obtenus que pour fortifier le gouvernement contre l'Église et contre les catholiques. C'est un armistice, mais il est tout entier au profit du gouvernement prussien ; il consacre le régime de l'arbitraire pour la Cour de Berlin et impose la soumission à la Cour de Rome. Mieux vaudrait peut-être une guerre ouverte, et il est plus d'un catholique en Prusse qui préférerait pour son pays la manière d'opérer de M. Jules Ferry ou de M. Paul Bert. La guerre acharnée aux prêtres telle qu'elle

est pratiquée en France et le système qui consiste à élever les enfants en supprimant officiellement toute notion de Dieu ne peut du moins laisser aucun doute sur les intentions du pouvoir. Le peuple ainsi traité sait où on le conduit : à lui de résister s'il le veut.

En privant les Polonais de leurs prêtres catholiques, le gouvernement prussien n'avait pas l'intention de les laisser sans ministres d'un culte. L'indifférence en matière de religion n'est pas de mode en Allemagne et on croit, au delà du Rhin, qu'il n'est pas bon qu'un peuple vive sans Dieu. Or il existe en Prusse une société protestante, dite de Gustave-Adolphe, qui subventionne la propagande évangélique. C'est surtout dans les pays slaves et plus spécialement dans le grand-duché de Posen et dans la Prusse royale qu'elle exerce son action. Elle dispose de plus d'un million par an et, à l'aide de ces ressources, elle fonde des églises et des écoles protestantes dans les localités où la population est trop pauvre et trop peu nombreuse pour en faire les frais. Les missionnaires protestants étant toujours dans ces pays les pionniers du germanisme, les plus hauts personnages de la cour de Berlin ont, depuis une dizaine d'années, encouragé de leur patronage cette œuvre de prosélytisme. A mesure que le Culturkampf paralysait le minis-

tère des prêtres catholiques, on a vu les missionnaires de la société de Gustave-Adolphe prêts à évangéliser le peuple. Pendant qu'on fermait en Prusse et surtout en Posnanie les couvents catholiques, qu'on expulsait les religieux et qu'on séquestrait les biens du clergé, cette société fondait des institutions évangéliques pour continuer les anciennes œuvres charitables des catholiques. Actuellement les orphelinats sont presque tous dirigés par des protestants; les Diaconesses ont pris la place des Sœurs de la Charité et créent partout de nouvelles maisons. Divers ordres allemands, *Deutscher Samaritenordenstift*, — *Johannesstift*, — *Frauenheim*, et d'autres institutions philanthropiques sont inspirées par la même pensée : gagner les Polonais au protestantisme, parce ue c'est les gagner à la Prusse.

XXII

L'ÉMIGRATION

Dans la période décennale de 1872 à 1881, 730,000 émigrants ont quitté le sol allemand pour l'Amérique. Les chiffres de ces deux dernières années sont les plus forts, 106,190 émigrants en 1880 et 210,547 en 1881. La Prusse entre pour 131,912 âmes dans le nombre des émigrants, en 1881, dont 25,027 pour la Poméranie, 23,045 pour la province de Prusse occidentale, *21,515 pour le grand-duché de Posen*, 5,557 seulement pour la Silésie.

L'émigration a été si forte pour la Posnanie pendant les années qui ont suivi la guerre, qu'en cinq ans, de 1871 à 1875, la population de la Posnanie n'a augmenté que de 22,241 âmes, soit 0,35 pour cent par an. La persécution religieuse, l'introduction de la langue allemande dans les écoles, et surtout la crainte du service militaire sont les prin-

cipales causes d'une aussi forte émigration. De 1875 à 1880 l'émigration a été moindre et la population s'est accrue de 94,800 âmes, soit 1,17 pour cent par an, tandis que l'accroissement dans toute la Prusse n'a été que de 1,14 pour cent.

Bien que le paysan soit très pauvre et que la population soit très dense dans la Silésie supérieure, il n'y a qu'un bien petit nombre d'émigrants. Ce ne sont pas d'ailleurs les plus pauvres qui peuvent émigrer, il faut avoir quelques ressources pour aller tenter la fortune en Amérique. En outre, les populations de la Silésie supérieure trouvent facilement du travail dans les industries du district de Beuthen et les ouvriers qui vont travailler aux mines dans d'autres parties de l'Allemagne reviennent toujours à leurs villages.

Le gouvernement paraît dans ces régions assez indifférent à la propagande des courtiers d'agences d'émigration, car le départ des Polonais seconde singulièrement ses plans. La place laissée libre peut être aussitôt prise par des colons allemands.

Les Polonais d'Autriche n'émigrent que bien rarement. C'est dans les districts de Pilzno, Tarnow et Bochnia qu'on constate le plus de départs, et si les compagnies n'avaient pas des agents juifs et polonais dans ces localités, le paysan ne penserait pas à s'expatrier. Il s'en va parce que la terre est très

morcelée, que le prix en est relativement cher, et qu'il espère avec la somme qu'il retirera de cette vente faire de belles opérations en Amérique.

Beaucoup de Polonais de la Posnanie et de la Prusse occidentale vont chercher du travail sur le sol allemand. On peut évaluer cette population flottante à une centaine de mille ouvriers. A Berlin, il y en a plus de trente mille ; le reste, remplit les usines de Westphalie et de la province Rhénane. A Essen, Bochum, Dortmund, Gelsenkirchen on les compte par milliers. On en trouve aussi beaucoup dans la province de Saxe, dans le Hanovre et dans les ports de la Baltique. Ces ouvriers polonais, bien qu'ils soient privés dans ces provinces allemandes de prêtres sachant leur langue et qu'ils soient tout à fait dépaysés, ne se trompent pas aux élections et savent bien voter pour le candidat allemand catholique. C'est grâce à leurs voix, de l'aveu même des journaux catholiques allemands, que plusieurs députés du centre ont été élus dernièrement, et même dans des circonscriptions qui n'avaient eu jusque là que des députés libéraux non catholiques C'est à ces ouvriers polonais que l'illustre baron de Schorletner-Alst, chef du parti catholique, doit son élection.

XXIII

LES POLONAIS DE LA PRUSSE ROYALE

La province de Prusse occidentale (Danzig) est aussi appelée Prusse royale, parce qu'ayant été reconquise par les Polonais sur les chevaliers teutoniques, au XVe siècle, elle fit partie de l'ancien royaume de Pologne jusqu'au premier partage. La province de Prusse orientale (Kœnigsberg) ou Prusse ducale fut alors laissée à l'ordre teutonique, mais sous la suzeraineté de la Pologne, et fut convertie, en 1525, en un *Duché* séculier par Albrecht de Brandebourg. Ses successeurs et les Margraves, électeurs de Brandebourg, qui en prirent possession en 1618, s'intitulaient *ducs de Prusse,* et jusqu'en 1657 durent prêter hommage au roi de Pologne pour ce fief[1].

[1] On verra à Paris, au Salon de 1883, le nouveau tableau du célèbre peintre polonais Matejko, qui consacre ce souvenir. — *L'Hommage prussien* (Hold pruski). — L'artiste en a fait don à la ville de Cracovie.

La Prusse royale avait, en 1880, 1,405,898 habitants, et la Prusse ducale, 1,933,936 habitants.

En 1871, les statisticiens allemands estimaient à 800,000 le nombre des Polonais dans ces deux provinces. On sera bien près de la vérité en les comptant actuellement pour 1,100,000.

Dans la Prusse royale surtout, l'élément polonais catholique est très fort, car sur 12 sièges au Reichstag, les Polonais en ont 6, et peu s'en est fallu qu'ils n'en aient gagné 2 de plus. — Dans la Prusse ducale, la moitié au moins des catholiques de Warmie (région au sud de Kœnigsberg) est de nationalité polonaise. Le long de la frontière du royaume de Pologne, dans la Mazovie dont la principale ville est Luck, il y a environ 400,000 Polonais protestants. Ayant la même religion que les Allemands, ils avaient toujours fait cause commune avec eux, mais, depuis qu'on a imposé l'emploi de la langue allemande dans les écoles primaires, le sentiment national semble s'être réveillé chez les Mazures et ils commencent à avoir conscience de leur individualité.

Si on mentionne les Cassoubes, qui sont à l'ouest de Danzig et dont il sera question plus loin, on connaîtra les divers groupes slaves des provinces de Prusse orientale et occidentale ; mais c'est dans

la Prusse royale, au nord de Thorn, sur toute la rive droite de la Vistule, que l'élément polonais a le plus de vitalité. L'esprit national y a fait tout à coup de rapides progrès et on voit par là ce qui pourrait arriver dans les autres groupes slaves de la Prusse, si la question nationale polonaise venait à se poser.

Il y a quelques années. cette contrée était encore considérée comme pays allemand. Jusqu'en 1846, rien ne pouvait laisser croire en effet que les Polonais de cette région sauraient jamais secouer leur torpeur. On parlait bien encore le polonais dans le peuple, mais la noblesse se servait habituellement de la langue allemande. En 1846, il y eut un peu d'agitation et on fit quelques arrestations à Danzig, à Thorn et à Culm. L'insurrection qui éclata en 1848 dans le Grand-Duché contribua à réveiller le sentiment national dans la Prusse royale. La noblesse polonaise se retrouva et encouragea ces tendances. Citons les familles les plus en vue : Sierakowski, Czarlinski, Ossowski, Lyskowski, Rybinski, comtes Czapski, Dzialowski, Komierowski, Donimirski, Kalkstein, Slaski. L'élément polonais a ici une certaine vitalité, puisque cette province a envoyé dernièrement au Reichstag six députés polonais sur douze représentants. Jusqu'aux dernières élections, les Polonais de la Prusse royale n'avaient pu

obtenir que quatre sièges[1]. Ce progrès indique un réveil chez les Polonais de cette région. On s'en est ému à Cracovie. M. le comte Stanislaw Tarnowski, professeur d'histoire de la littérature à l'Université de Cracovie, a fait dernièrement dans cette contrée un voyage dont il a rendu compte dans la *Revue Polonaise* (Przeglad Polski, février 1882), sous le titre PRUSSE ROYALE. Il indique comment ce pays autrefois polonais a été peu à peu envahi par les Allemands. Les renseignements qui suivent sont empruntés à ce travail.

Cette contrée a été une des premières envahie par les Allemands. En Grande-Pologne, l'invasion n'est devenue dangereuse que sous la domination prussienne ; dans la Prusse royale, il faut remonter jusqu'aux chevaliers teutoniques pour voir s'installer les premiers colons allemands et hollandais ; les nouveaux venus construisirent leurs maisons sur le type des habitations polonaises, mais empruntèrent pour les églises le style des couvents de Danzig.

Dans la Grande-Pologne, les Prussiens ont changé officiellement, encore dans ces derniers temps, les noms polonais de beaucoup de villages en noms alle-

[1] Voir l'annexe C — Députation polonaise.

mands[1], mais dans la Prusse royale les noms allemands de diverses localités sont de date très ancienne. Le nom polonais de Szenwiza n'est pas autre que Schœnwiese ; Waplewo n'a pas une consonnance polonaise, ce village tire son nom de Wappel, chevalier teutonique qui passe pour l'avoir fondé ; Kiszpork doit venir du mot allemand Christburg.

L'annexion de cette province à la Pologne dans la seconde moitié du xve siècle n'arrêta pas l'invasion. Les Allemands ne cessèrent pas d'affluer dans les villes et s'y installèrent définitivement. Quand les rois de Prusse s'annexèrent la Prusse royale, lors du premier démembrement de la Pologne, le gouvernement aida de tout son pouvoir la colonisation. Les Allemands des villes se répandirent dans les campagnes, achetant partout des terres aux Polonais. Ce système, le plus efficace pour dénationaliser un pays, réussit singulièrement dans la Prusse royale ; ainsi, dans le district de Marienwerder (en polonais Kwidzyn), il ne reste plus que dix propriétaires fonciers d'origine polonaise.

Aujourd'hui la vie polonaise n'a plus de refuge que dans un certain nombre de villages et de fermes, et on peut se livrer à Berlin à des calculs précis sur

[1] Strzeszyno a été changé en Sédan, Strzeszynko en Worth, Chwalkowo en Weissenburg, Gniewkowo en Argenau, Kiszkowo en Welnau, Trzemeszno en Tremessen.....

la durée possible de la résistance. La période la plus désastreuse fut de 1815 à 1830. Les guerres de Napoléon avaient ruiné en grande partie la Prusse royale. Toutes les transactions furent arrêtées ; les propriétaires auxquels le Gouvernement avait ouvert autrefois un large crédit n'étaient pas en état de les rembourser. L'administration, pour aider les cultivateurs à passer la crise, accorda de longs délais pour le paiement des intérêts, de plus, on donna à la province une subvention de deux millions de thaler. M. Schon, président de la régence de Marienwerder, comprit tout le parti qu'il pouvait tirer de cette situation pour assurer la suprématie des Allemands. La population des villes étant en grande partie allemande, il eut soin de répartir entre elles la subvention ; puis sans observer les délais accordés par le Gouvernement, il exigea immédiatement des propriétaires polonais tout l'arriéré, sous peine d'expropriation. En même temps on créa toutes les entraves possibles pour empêcher d'autres Polonais de racheter ces terres. Le partage des biens communaux et l'abolition immédiate des servitudes amenèrent des changements subits dans les exploitations agricoles, ce qui acheva la ruine d'un grand nombre de petits propriétaires ; les Allemands surent profiter de l'occasion.

A partir de 1830, les Polonais commencèrent à se

défendre avec acharnement ; la noblesse polonaise qui tenait la grande propriété administra ses domaines avec soin et se garda bien de s'exposer désormais à des ventes forcées. S'il y a encore aujourd'hui quelques ventes, c'est aux dépens de la petite propriété ; encore le fait est-il rare.

Le système adopté par les Allemands a amené partout un mélange des populations allemandes et polonaises, aussi les villages n'ont ils plus la même physionomie que les autres contrées de la Pologne. Les maisons en pierre, de véritables fermes modèles qu'on trouve en beaucoup d'endroits, montrent que les Allemands disposent du capital. Les cultures ne dépassent guère cent arpents pour la petite propriété. Tous les cultivateurs étant d'anciens colons venus du dehors, n'ayant pas connu la corvée, se contentent de travailler leurs champs et ne sont nullement disposés à se mettre aux gages des grands propriétaires du pays. De là la nécessité pour ces derniers d'avoir un nombreux personnel de serviteurs pour exploiter leurs terres et de construire autour de la ferme tout un village pour les loger.

Il est très remarquable que la population polonaise au contact continuel des Allemands dans les villages ne finisse pas par se fusionner. Jusqu'en 1830 tout faisait supposer que les Polonais de cette

contrée disparaîtraient dans le courant de ce siècle. Les enfants des cultivateurs aussi bien que les fils des gentilshommes polonais parlaient déjà allemand entre eux. Il n'en est plus de même. L'exemple donne par la Grande-Pologne qui combattait pour sa défense, les efforts de quelques patriotes, le malaise produit par la pression administrative a rendu aux Polonais de la Prusse royale le sentiment de leur nationalité. Les populations des campagnes se montrent très résolues dans cette lutte contre le germanisme. Ces dispositions ont produit leurs effets. Si les grands propriétaires allemands réussissent encore à interdire aux Polonais l'accès des assemblées de district (Kreistag), ceux-ci prennent leur revanche aux élections parlementaires. La Prusse royale a élu aux élections de 1881 six députés polonais au lieu de quatre. Dans le district de Marienwerder, un de ceux où l'élément polonais est le moins fort, tous les partis allemands coalisés n'ont pu faire passer leur candidat qu'à une majorité de quelques centaines de voix. A Thorn, M. Michel Szczaniecki a obtenu une majorité supérieure à celle qu'il avait eue en 1878. Le Culturkampf n'est pas étranger à ce progrès, non seulement la persécution religieuse a stimulé le paysan polonais mais elle a détaché du gouvernement beaucoup d'Allemands. Dans la campagne les Alle-

mands catholiques sont nombreux. Les années précédentes ils votaient toujours pour le candidat allemand, depuis la persécution contre les catholiques ils votent pour des Polonais.

En remontant le cours de la Vistule on rencontre la ville de Thorn. Cette puissante forteresse à quelques kilomètres du territoire russe située sur la rive droite de la Vistule, permet à une armée de pénétrer au cœur de la Russie sans avoir à traverser le fleuve. C'est la ville la plus importante de la Prusse royale après Danzig. Voici ce qu'en dit M. Tarnowski : « La vie polonaise s'y fait jour à chaque pas, les Polonais y sont nombreux — il s'y publie un journal politique en langue polonaise (*Gazette de Thorn*). Les banques, les hôtels, les magasins sont entre les mains des Polonais. Tandis qu'à Danzig il est rare de trouver quelqu'un sachant le polonais, à Thorn les Allemands sont eux-mêmes obligés de le savoir. » Thorn possède un musée polonais, une société littéraire et scientifique pour les Polonais. Pelplin et Culm ont aussi deux petits journaux politiques hebdomadaires très répandus, le Pielgrzym (*le Pèlerin*) et le Przyjaciel Ludu (*l'Ami du peuple*).

Il existe encore dans la Prusse occidentale un groupe slave qui mérite une mention spéciale ; —

les *Cassoubes* qui peuplaient autrefois la Poméranie et qui parlent un idiome particulier qui diffère peu du polonais. Ils ne sont maintenant guère plus de 20,000, tous paysans (*Gbur*), dispersés dans les campagnes au nord de la Prusse occidentale, à l'ouest de Danzig et sur le littoral de la mer Baltique où ils vivent de la pêche. Ils furent séparés de la Pologne en 1657 et passèrent sous la domination du duc de Brandebourg, mais ils restèrent catholiques et continuèrent à dépendre du diocèse polonais de Cujavie. Il y eut longtemps au milieu d'eux nombre de gentilshommes polonais très pauvres mais très patriotes. Les Allemands ont pourtant fini par germaniser une partie des Cassoubes et le pays s'est en outre dépeuplé et se dépeuple encore tous les jours par une très forte émigration en Amérique. Bien qu'il n'y ait plus chez les Cassoubes d'aristocratie polonaise pour maintenir chez eux le sentiment national, comme ils sont d'une race forte, très résistante, et que tous ceux qui habitent la région comprise entre Danzig et Lauenbourg sont de fervents catholiques, ils continuent à se considérer comme solidaires des Polonais, essaient de résister aux Allemands et se font représenter au Reichstag par des députés polonais.

Avant de quitter le sol prussien pour suivre les Allemands dans le royaume de Pologne, il est utile de rappeler que, sur 433 députés qui forment le parlement de Prusse, il y a actuellement 18 députés polonais [1]. On sait que la Silésie supérieure, qui est en grande partie polonaise, nomme 12 représentants allemands *catholiques*, et on vient de voir l'importance de la population polonaise dans la Prusse orientale (Warmie et Mazovie). Si on parvenait à faire voter dans ces deux provinces les habitants polonais pour des candidats de leur nationalité, le parti polonais au parlement de Berlin compterait une trentaine de députés.

Un groupe dont M. Niegolewski est le chef essaie, dans ce but, de former un comité central pour les élections dans tous les pays polonais de Prusse. Il a à sa disposition un journal assez répandu, le *Courrier de la Grande-Pologne* (Goniec Wielkopolski). Ce projet paraît, quant à présent, irréalisable; cependant, en face du système de germanisation à outrance suivi par le gouvernement prussien, il peut se produire telle complication politique qui en assure le succès.

[1] La nouvelle Chambre prussienne (Landtag), élue les 19-26 octobre 1882, comprend 136 conservateurs et 47 conservateurs libres, — 100 ultramontains et 18 Polonais, — 61 nationaux libéraux, 22 sécessionnistes, 38 progressistes et 5 socialistes.

XXIV

LA LUTTE EN RUSSIE

LES ALLEMANDS DANS LE ROYAUME DE POLOGNE

Le grand-duché de Varsovie, créé par Napoléon en 1807, fut partagé en 1815, au congrès de Vienne, entre la Prusse et la Russie ; la Prusse, qui avant 1807 étendait sa domination jusqu'à Varsovie, ne reprit que le grand-duché de Posen, tandis que toute la partie orientale forma une province dépendante de l'Empire russe, qui fut placée sous un régime spécial et reçut le nom de *royaume de Pologne* ou royaume du Congrès (Kongresowka).

En 1863, on comptait 279,000 Allemands dans le royaume de Pologne, actuellement on en compte **408,000.**

L'élément allemand forme trois groupes dans le royaume de Pologne : 1° les colonies agricoles ; 2° les établissements industriels ; 3° les grands propriétaires.

1° *Colonies agricoles.* Lorsque des colons allemands viennent par bandes et s'installent dans un village, ils conservent toujours le caractère national. Un siècle après, on les retrouve intacts. Mais quand les familles sont isolées, elles deviennent polonaises, souvent dès la seconde génération, toujours à la troisième.

L'établissement des premières colonies allemandes remonte à plusieurs siècles ; mais c'est surtout après le dernier partage (1793), alors que toute la rive gauche de la Vistule appartenait à la Prusse et formait la « Prusse méridionale » ou « Nouvelle Prusse », que des familles d'agriculteurs arrivèrent en grand nombre de toutes les parties de l'Allemagne et s'installèrent dans ce pays appauvri et dépeuplé par la guerre. L'immigration allemande continua jusqu'en 1806. Ces colons sont de bons cultivateurs, ils sont économes et deviennent bientôt riches. Les Polonais ne voient pas en eux un danger pour leur nationalité.

2° *Établissements industriels :* Ce sont les Allemands qui ont le plus profité du système protecteur établi en Russie. Tout le long de la frontière, de

petits fabricants ont pu, à la faveur de la baisse du rouble, installer des ateliers avec un mince capital. C'est surtout dans le développement subit de la grande industrie que les Allemands ont donné la mesure de leur influence croissante. Les aciéries, installées par M. Rau, à Varsovie, occupent plus de 3,000 ouvriers, tous Polonais, à l'exception d'une centaine de Belges et d'Allemands. La direction de ce nombreux personnel reste exclusivement entre les mains d'Allemands très peu soucieux des intérêts moraux ou matériels de l'ouvrier polonais. Dans les grandes tanneries de M. Temler et de M. Schvede, on retrouve le personnel-direction allemand et le personnel-manœuvre polonais. Il en est de même dans la plupart des autres industries, à Osorkof, Pabianitze, Zgierz, Tomaszow qui sont des centres manufacturiers de première importance, notamment pour la filature de coton et le tissage. Plusieurs de ces districts industriels furent créés par le Prince Lubecki, après les guerres de Napoléon ; mais ce n'est que depuis l'établissement du nouveau régime douanier qu'ils ont pris une grande importance. Lodz, le Manchester de Pologne, est une ville toute allemande ; fondée depuis soixante ans, elle a passé dans ces dernières années de 38,000 à 80,000 habitants. La seule fabrique de M. Scheibler emploie 6,000 ouvriers. Ce développement industriel

est en partie postérieur à la guerre de Bulgarie, car les droits de douane qu'on pouvait auparavant acquitter en papier durent être payés en or. Cette mesure s'appliquant à des tarifs déjà très élevés rendit ces droits prohibitifs et arrêta à la frontière tous les produits manufacturés venant des usine allemandes. Les industriels allemands trouvèrent alors avantage à transporter leur matériel en Russie dans la grande plaine qui s'étend sur la rive gauche de la Vistule. La main-d'œuvre des ouvriers polonais étant meilleur marché, ils trouvèrent encore là une nouvelle source de bénéfices. Plusieurs d'entre eux ont fait d'immenses fortunes. En quinze ou vingt ans, on en a vu réaliser quinze ou vingt millions de roubles. Ces capitaux gagnés sur le territoire russe sont ainsi entre les mains de gens qui ont toutes leurs attaches en Allemagne, qui ne voient dans leurs ouvriers que des machines et se gardent bien de faire le moindre sacrifice pour un pays dont ils drainent les richesses qu'ils iront un jour dépenser en Allemagne. La plupart d'entre eux évitent avec soin tout ce qui pourrait amener une fusion avec l'élément slave, ils ne marient leurs filles qu'à des Allemands et font donner à leurs fils une éducation essentiellement allemande.

3° *Grande propriété*. C'est après l'insurrection de 1863 que les Allemands ont recommencé à acheter

de grandes propriétés en Pologne et en Lithuanie. Tout ayant été remis en question par la réforme agraire qui entraîna l'attribution aux paysans des parcelles qu'ils cultivaient, un grand nombre de vieux gentilshommes troublés dans leurs habitudes préférèrent vendre leurs domaines. Les terres subirent une grande dépréciation et les Allemands virent là une source de spéculation ; en peu de temps une quinzaine de grands domaines passèrent entre leurs mains. Le gouvernement russe qui n'avait cherché qu'un moyen d'affaiblir l'aristocratie polonaise, s'effraya bientôt des progrès de l'élément allemand. Il s'était formé à Berlin une société de capitalistes pour profiter de cette crise foncière et acheter des forêts en Pologne. En présence des difficultés qu'elle éprouvait de la part de l'administration russe, elle eut recours en 1866 à l'intervention déjà puissante de M. de Bismarck. « Achetez toujours et tant que vous pourrez, leur aurait répondu le Chancelier, la législation prussienne avant vingt-cinq ans aura arrangé tout cela. » Les Prussiens achetèrent toujours et tant qu'ils purent, mais les employés russes qui appliquaient alors la réforme agraire de manière à nuire le plus possible aux grands propriétaires polonais n'eurent pas plus de ménagements pour les nouveaux acquéreurs allemands et ces derniers furent bientôt ruinés.

Ceux même qui ont acheté depuis la réforme agraire n'ont pas été plus heureux. Pour mener à bien des cultures améliorantes comme celles entreprises par ces agriculteurs allemands, il faut jouir d'une bonne administration, d'une bonne justice et être sûr du lendemain ; en Russie ils ne trouvèrent que du mauvais vouloir et de l'arbitraire. Aussi, découragés par les insuccès, les Allemands n'emploient plus aujourd'hui leurs capitaux qu'à la recherche et à l'exploitation des mines de fer, de charbon, de zinc et à l'acquisition de forêts. Les Russes ont fait une fausse manœuvre. Les capitalistes allemands, maltraités quand ils achetaient des terres dans le royaume de Pologne, ont franchi la Vistule et se rendent acquéreurs en Russie, à bien meilleur compte, de grandes terres partout où il est interdit aux Polonais et aux catholiques d'acheter, en Podolie, Volhynie, Lithuanie, Ukraïne, dans la Russie blanche (gouvernement de Grodno), dans la Courlande et dans la Samogitie, cette ancienne possession des Chevaliers teutoniques que les Prussiens considèrent comme partie intégrante de leur domaine historique. — L'interdiction faite aux Polonais et aux catholiques d'acheter des terres dans ces provinces a été renouvelée même depuis 1865. Un journal russe de Kiew (*Kiewlanin*) a publié récemment un état de la colonisation allemande dans

l'Ukraïne, la Podolie et la Volhynie. Cette dernière province est littéralement envahie par les Allemands. Dans cet article on reconnaît que les Russes n'ont su tirer aucun profit personnel de l'interdiction qui frappe les Polonais et les catholiques et que seuls les Allemands en ont profité.

L'envahissement de la grande propriété subit un temps d'arrêt dans le royaume de Pologne, mais le terrain conquis autrefois est considérable et bien gardé. On cite parmi les plus grands propriétaires allemands de cette contrée : Le comte Henkel von Donnersmark, — M. Trescow, — le comte Renard, à Sielcé, — le prince de Hohenlohe, près d'Olkusz, — et le baron Kramsta. Ces derniers possèdent chacun de vastes territoires houillers et quelques-uns font à Saint-Pétersbourg des démarches persistantes pour obtenir tout ce qu'il reste de concessions disponibles. On a reçu de l'un d'entre eux jusqu'à cent soixante demandes concernant le bassin polonais qui se prolonge par la frontière jusqu'à Kœnigshütte. Les Allemands ont déjà le monopole des mines de zinc, le moment est proche où ils seront seuls à posséder des mines de charbon. Il paraît même que les mines inépuisables de Dombrowa, qui furent exploitées par l'État dès 1820, alors que l'industrie houillère n'existait pas encore en Silésie, et qui ont été ensuite vendues par le

gouvernement russe à une société franco-italienne, passeront bientôt à la société allemande de Lawrahütte et Kœnigshütte.

En somme, si les colons agricoles allemands ne présentent pas ici de danger pour les Polonais comme dans le grand-duché de Posen, le nombre toujours croissant des grands industriels et des grands propriétaires allemands qui accaparent dès maintenant le marché russe, et toutes les matières premières, éléments essentiels de toute industrie, doivent leur inspirer des craintes sérieuses pour l'avenir.

D'après les livres du Crédit foncier de Varsovie, il y a actuellement dans le royaume de Pologne environ 300 domaines d'une certaine importance qui appartiennent à des Allemands, sujets de l'empire d'Allemagne — Gouvernement de Varsovie, 79 — Gouvernement de Kalisz, 81 — Gouvernement de Plock, 58 — Gouvernement de Piotrkow, 30 — Gouvernement de Suwalki, 14 — Gouvernement de Kielce, 12 — Gouvernement de Radom, 9 — Gouvernement de Siedlce, 9 — Gouvernement de Lublin, 7.

Le tableau suivant montre comment dans le district de Bedzin les principaux domaines ont passé des mains de propriétaires polonais à celles de propriétaires allemands ou juifs. Il en est de même dans la plus grande partie de la Pologne.

DISTRICT DE BEDZIN (GOUVERNEMENT DE PIOTRKOW)

DOMAINES.	ANCIENS PROPRIÉTAIRES.	PROPRIÉTAIRES ACTUELS.
Wysoka.....	Taszycki.....	Ager et Landau, israëlites.
Poremba.....	Rokosowski....	Pringsheim, israëlite prussien.
Kromolow....	Bar. Gostkowski	Société israëlite.
Chruszczobrod	Grabinski.....	Société israëlite.
Ogrodsieniec..	Cte Mieroszewski	Société israëlite.
Rudniki.....	Taszycki.....	Prince Hohenlohe.
Malinowice...	Kmita.....	Prince Hohenlohe.
Golenice.....	Lotwinowski...	Prince Hohenlohe.
Pyzowice....	Grabianski.....	Un Allemand.
Tomikowice .	Grabianski.....	Un Allemand.
Milowice.....	Bleszynski.....	Un Allemand.
Klewce.....	Romkowski. ...	Comte Renard, Silésien.
Bzichow.....	Siemienski....	Baron Kramsta, Silésien.
Zagorze.....	Mieroszewski ..	Baron Kramsta, Silésien.
Boleslaw. ...	Lacki.....	Baron Kramsta, Silésien.
Ujescie.....	Bysznosluch...	Baron Kramsta, Silésien.

Plusieurs de ces domaines ont plus de 2,000 hectares.

Le gouvernement russe prépare une opération financière qui sera certainement très lucrative pour le Trésor, mais qui pourrait bien avoir pour résultat d'augmenter considérablement le nombre des propriétaires allemands dans le royaume de Pologne. Il s'agit de vendre plus de 400,000 hec-

tares. Ces biens qui forment environ 250 domaines, et sont en grande partie situés dans les gouvernements de Varsovie et d'Augustowo, proviennent des confiscations faites à la suite de l'insurrection de 1863. On avait cru que les donataires russes auxquels on assurait ainsi des rentes variant entre 750 et 5,000 roubles se feraient les auxiliaires du gouvernement et gagneraient à la Russie ces pays polonais, mais la plupart ont affermé leurs domaines à des paysans polonais et en ont dépensé les revenus ailleurs. Comme depuis quelques années la rente de la terre a plus que triplé dans le royaume de Pologne, le gouvernement a l'intention de convertir en rentes sur l'État les revenus qu'il a assurés, il y a vingt ans, aux donataires et de vendre au profit du Trésor ces domaines dont la valeur s'est considérablement accrue. Les Allemands sauront profiter de cette opération.

XXV

ÉTAT SOCIAL DU ROYAUME DE POLOGNE

De tout temps l'influence a appartenu en Pologne aux propriétaires fonciers. La terre était entre les mains de quelques milliers de nobles, formant une sorte de gentry appelée *szlachta*. Cette petite noblesse, après avoir longtemps lutté contre les prétentions de quelques familles puissantes, finit au XVIIe siècle par subir leur domination. Maintenue dans une étroite sujétion, elle se fit l'instrument des caprices des grands seigneurs, et devint complice de toutes les fautes qui amenèrent la ruine du pays.

La noblesse polonaise s'est vue privée de toute charge publique, par la mort politique de la nation. Et comme il arrive toutes les fois qu'une grande aristocratie ne joue plus de rôle politique, cette noblesse a perdu peu à peu son prestige, et n'a plus d'autre relief que celui que peut donner la fortune.

Mais une classe oublieuse de ses devoirs, loin de trouver dans la fortune un soutien, n'y rencontre qu'une facilité de plus pour la jouissance, qui devient le seul but de son activité. Dès lors elle n'a plus ni le stimulant que donne le souci des affaires publiques, ni le frein contre les entraînements d'une vie insouciante et facile.

Le livre d'or de la noblesse polonaise n'est pas sans taches. Il y a plus d'une famille célèbre et puissante dont quelque membre a été traître au pays, et que l'histoire rend en partie responsable des malheurs de la Pologne. Mais l'épreuve au lieu d'envenimer les haines semble les avoir calmées. Ces crimes de lèse-nation sont aujourd'hui oubliés des Polonais eux-mêmes, et à chaque crise que le pays a traversée depuis son démembrement, il a retrouvé toute son ancienne noblesse prête à donner sa vie et sa fortune pour la cause nationale.

Quand on a nommé les familles Czartoryski, Zamojski, Potocki, Krasinski, Lubomirski, Sapieha, Radziwill, Tyszkiewicz, Przezdziecki, Branicki, on a cité les principaux noms de Pologne, qui ont à la fois un passé historique et le prestige que donne une immense fortune. Il y aurait certainement là assez d'éléments pour reconstituer une force sociale capable de préparer au pays un nouvel avenir, mais à l'exception des Czartoryski, des Zamojski, des

Lubomirski et de quelques autres, qui donnent journellement la preuve qu'ils comprennent leurs devoirs sociaux, il semble que la haute aristocratie a pris son parti du rôle effacé qui lui est fait, et qu'elle attende pour montrer son dévouement à la cause publique que la Pologne se refasse d'elle-même[1].

Désormais la fortune seule classe entre eux les gentilshommes polonais, et tel grand seigneur, qui se ruine, tombe du coup des premiers rangs de l'aristocratie aux derniers rangs de la szlachta. La szlachta est aujourd'hui en Pologne le seul corps organisé. Il fut un temps où les gentilshommes polonais, maîtres de la terre, se considéraient comme seuls dignes de l'honneur de la défendre, se tenaient étroitement unis par les liens d'une solidarité toute chevaleresque, se traitaient en frères partout où le hasard les faisait se rencontrer et ne connaissaient qu'une devise : *Chacun pour tous et tous pour chacun.* Ces traditions n'existent plus dans la szlachta. La vie est plus positive et plus banale, mais du moins le patriotisme, l'honnêteté, le travail, le sacrifice absolu pour le salut national, sont restés le trait caractéristique et la passion dominante du gentilhomme campagnard.

[1] Le tableau E qu'on trouve à la fin de ce livre indique toutes les familles de la haute aristocratie dont l'origine nationale n'est pas contestée.

En tête de la szlachta, sont quelques hommes éclairés, riches propriétaires, dont les domaines ont jusqu'à quinze mille hectares. C'est chez eux que le caractère national est le mieux conservé, que la tradition nationale est restée intacte, et qu'il y a encore assez de ressort pour former une classe dirigeante et pour qu'on ne désespère pas tout à fait de l'avenir du peuple polonais.

Tant que la szlachta tiendra la terre et restera dans les campagnes en contact avec les paysans, la Pologne démembrée, appauvrie, persécutée, aura encore assez de souffle pour revivre. Cette classe est nombreuse et se retrouve dans toutes les provinces qui dépendaient du royaume de Pologne. Dans le grand-duché de Posen elle possède encore près de la moitié du territoire ; dans les anciennes provinces polonaises annexées à la Russie, elle en possède près du quart ; dans le royaume de Pologne, la grande propriété comprend la moitié des terres de rapport. Sur les douze millions d'hectares, qui forment la superficie du royaume de Pologne, les petites propriétés des paysans, des bourgeois et des petits nobles, qui sont inférieures à 160 hectares, représentent une étendue d'environ cinq millions d'hectares, et celles dont la superficie est supérieure quatre millions sept cent mille hectares. Les domaines de cette dernière catégorie ont, en moyenne

une étendue de 565 hectares. La petite et la grande propriété ont donc approximativement la même importance. C'est dans les huit mille domaines de grande propriété, qui ont les éléments d'une exploitation complète : terre de labour, prairies, pâturages, bois et une population ouvrière — que se trouvent plus de sept mille gentilshommes polonais de la szlachta, vivant dans leur *dwor* et faisant valoir eux-mêmes leurs terres.

La petite noblesse du royaume de Pologne est bien en retard sur celle de Galicie, sous le rapport de la culture intellectuelle et de l'éducation politique. C'est la conséquence de la crise agraire et de l'insurrection de 1863. Il y a bien encore une moitié des gentilshommes campagnards du royaume qui ont été trop éprouvés par la réforme agraire pour avoir pu se relever. Ils ont une existence difficile et manquent de ressources suffisantes pour donner une éducation complète à leurs enfants. En outre les Polonais, qui occupaient jusqu'en 1863 tous les postes administratifs des divers gouvernements du royaume, n'ont plus eu depuis vingt ans aucun moyen de s'initier aux affaires publiques. Les conseils et les tribunaux des communes sont bien électifs, mais les employés russes, par leurs sottes exigences, mettent tant d'entraves à la gestion des affaires locales qu'on ne trouve pas de propriétaires

disposés à accepter les fonctions municipales administratives. Au contraire les places de juges sont recherchées par les propriétaires et c'est ainsi qu'ils se trouvent en contact fréquent avec les paysans.

Les paysans jouissent de la liberté civile depuis l'introduction par Napoléon du Code civil dans le grand-duché de Varsovie en 1808. Ils n'étaient plus tenus qu'à quelques jours de corvée représentant le prix des terres dont la culture leur avait été concédée. A partir de 1830, les Zamojski, Wielopolski, Adam et Auguste Potocki et d'autres grands propriétaires essayèrent de convertir ces charges, derniers restes du servage, en des redevances pécuniaires ; mais les paysans étaient toujours plus disposés à se libérer en travail qu'en espèces. Le montant des redevances qu'ils consentaient à payer n'était jamais suffisant pour indemniser le propriétaire, de plus ils résistaient à toute division des terres, au partage des biens communs, à la suppression des servitudes et à toutes règlementations des usages forestiers et du droit de pâture. Aussi, en 1859, la population rurale était encore composée pour les trois cinquièmes de paysans dits *seigneuriaux*. L'Ukase de 1856 plaça ces paysans sous la protection du Gouvernement. Il fut interdit aux

propriétaires de les renvoyer arbitrairement et l'autorité se réserva l'examen de tout contrat passé entre eux et les propriétaires. La corvée n'en subsista pas moins. Le marquis Wielopolski, administrateur du royaume, avait pris en 1861 les mesures nécessaires pour l'abolir définitivement; mais sans attendre que les propriétaires eussent fait des contrats pour opérer cette transformation, une loi de 1862 fit disparaître les derniers liens du servage et rendit le cens obligatoire. Elle impliquait en même temps la division des terres, l'abolition des servitudes, la suppression de la jouissance commune. On eut le tort de baser cette loi sur le principe d'un bail perpétuel, alors que l'opinion publique réclamait déjà pour les paysans la pleine propriété des terres qu'ils cultivaient.

Malheureusement pour la Pologne la question agraire n'avait pas été complètement réglée avant l'insurrection, et le gouvernement russe, qui à partir de 1863 ne songeait plus qu'à l'anéantissement de la race polonaise, avait garde de laisser échapper l'occasion qui s'offrait à lui de ruiner une noblesse qui en faisait la force. L'Ukase du 2 mars 1864 posa les bases de la réforme agraire pour tout l'Empire. Mais tandis que dans les provinces russes les employés chargés d'appliquer la loi s'efforçaient de favoriser les propriétaires, ceux qui furent envoyés

dans le royaume de Pologne usèrent de tous les moyens pour les ruiner. Les évaluations des terres et les taxes de rachat ont été si élevées en Russie que les petits cultivateurs sont appauvris pour longtemps. En Pologne au contraire les terres ont été estimées à des prix dérisoires. Dans bien des cas les évaluations n'ont pas dépassé le tiers de la valeur réelle, et l'Ukase de 1864 a été interprété de telle sorte que les simples manœuvres et les garçons de ferme, par le seul fait qu'ils habitaient le domaine du propriétaire et étaient engagés à l'année, furent déclarés propriétaires de la maison qu'ils occupaient et du jardin y attenant. Pendant qu'en Russie on supprimait tous les droits de pâturage, de pacage et les usages forestiers, on mettait en Pologne à la charge des grands propriétaires des servitudes tellement onéreuses qu'aujourd'hui encore beaucoup sont obligés, pour s'affranchir de ces droits, d'abandonner aux paysans des terres pour une valeur considérable et de vendre une partie de leurs forêts. — On m'a cité un propriétaire qui avait reçu 30,000 roubles d'indemnité pour 3,600 hectares de terres réparties entre les paysans qui cultivaient ses domaines, et qui a dû leur abandonner pour 120,000 roubles de terres arables, pour obtenir d'eux la renonciation aux usages forestiers qui avaient été reconnus par la commission russe.

Les Russes avaient espéré qu'en sacrifiant les propriétaires, ils créeraient un antagonisme entre les petits cultivateurs et les paysans et qu'ils gagneraient les sympathies de ces derniers, mais les propriétaires ont gardé une prudente neutralité et ont su éviter tout conflit. L'administration russe n'a pas réussi à gagner les sympathies des paysans, car l'employé russe ne sait pas administrer un pays sans froisser les populations et tout compte fait, l'impôt à payer à l'Etat est plus onéreux que les obligations dues autrefois aux propriétaires. Au surplus un employé russe ne fait rien pour rien. Il faut à tout propos payer un pot de vin, ici pour ne pas avoir de difficultés, là pour écarter celles que l'administration a soulevées. Les grands propriétaires se soumettent à cette nécessité, ils préfèrent payer et avoir la paix, mais le paysan réchigne longtemps avant de s'exécuter.

La crise foncière a été trop forte et trop longue pour que la grande propriété n'ait pas été gravement atteinte. Pendant les deux années qui suivirent l'insurrection, une guerre de partisans acheva de ruiner le pays. Il fallait sans cesse satisfaire aux réquisitions militaires. La réforme agraire ayant été appliquée comme on l'a vu plus haut, toutes les exploitations furent désorganisées ; on ne trouvait plus le personnel suffisant pour les travaux des

champs, la valeur vénale des terres était considérablement amoindrie, l'insolvabilité d'un grand nombre de propriétaires étant notoire, on leur refusait du crédit. Par bonheur, plusieurs années de bonnes récoltes, la baisse du rouble, le développement de l'industrie et du commerce intérieur ont permis à un grand nombre d'agriculteurs d'échapper à une ruine complète.

C'est surtout au Crédit foncier que les propriétaires polonais doivent leur salut. La fondation du Crédit foncier de Pologne est antérieure à 1830. Le pays épuisé en hommes et en argent par les guerres de Napoléon fut une première fois sauvé par cet établissement. Dans les moments de crise, les agriculteurs ont toujours trouvé là un crédit facile, sans lequel ils auraient été obligés de vendre leurs biens à vil prix, et ces terres seraient infailliblement tombées entre les mains des Allemands qui étaient toujours prêts à les acheter. Chaque fois qu'un héritier désire éviter le morcellement d'un domaine qu'il faudrait partager, il s'adresse au Crédit foncier et l'emprunt qu'il y fait lui permet de dédommager ses cohéritiers. Ce cas est très fréquent. — Mais cette institution paraît avoir déjà donné en Pologne tout ce qu'on est en droit d'attendre d'elle. Le chiffre des emprunts dépasse déjà cent millions de roubles; aller au delà pourrait avoir le grave inconvénient

de fausser l'esprit de l'institution, de trop mobiliser la terre, et d'en élever le prix plus que de raison. Autrefois les terres étaient capitalisées sur le taux de 6 0/0, aujourd'hui elles se vendent sur le taux de 4 0/0. Dans ces conditions, les frais de culture et les intérêts à payer pour les emprunts faits au Crédit foncier représentent déjà près de 6,5 0/0 et la terre ne donne pas cette rente. En résumé, sur les dix ou douze mille propriétaires dont les terres forment la moyenne propriété, les deux tiers sont sauvés aujourd'hui, le reste est trop compromis pour éviter une ruine plus ou moins prochaine.

Il a été publié en mars dernier dans une revue de Varsovie (*Niwa*-la Plaine) une étude de M. Louis Gorski sur *l'importance et les devoirs de la grande propriété dans le royaume de Pologne*. J'en extrais les réflexions suivantes :

Depuis une quinzaine d'années les grands propriétaires, qui ont eu à passer la crise provoquée par la réforme agraire, ont fini par perdre le goût des travaux agricoles. Ils se plaignent de n'y pas trouver une rémunération suffisante de leurs peines, d'être obligés de vivre loin de tout centre intellec-

tuel, et d'être en butte à toutes sortes de vexations de la part de l'administration locale. Beaucoup prennent le parti de sous-louer leurs terres à des juifs et d'aller habiter les villes du royaume. — Il est vrai que l'administration russe, qui se plaît quelquefois à ménager les Polonais de Varsovie, se montre toujours tracassière dans les campagnes. A chaque pas on se heurte aux mesures arbitraires des petits employés ; il est inutile de porter plainte et c'est même souvent dangereux. A Varsovie on obtient un passeport en quarante-huit heures, dans les campagnes il faut des mois. La vicinalité est si négligée que les communications entre voisins sont parfois impossibles ; les bureaux de poste sont très distants les uns des autres, les lettres et les journaux n'arrivent la plupart du temps que tous les deux jours. Tout ce qui touche au culte catholique est l'objet de mille difficultés.

Déjà un grand nombre de paysans sont attirés vers les villes par le développement excessif que le commerce et l'industrie ont pris depuis une dizaine d'années. Si les propriétaires font de même, ce sera un grand malheur pour la nationalité polonaise. M. L. Gorski démontre que la crise agricole est sur le point de finir. La baisse du rouble permet aux propriétaires de vendre leurs produits à des prix supérieurs à ceux que peuvent obtenir les cul-

tivateurs des autres pays ; on a la main-d'œuvre à bon marché ; la plupart des domaines ont une étendue de cent arpents, c'est assez pour qu'une famille puisse vivre honorablement et même faire quelques épargnes.

Ce qui manque aux propriétaires, ce sont les connaissances pratiques pour obtenir une production à bon compte. On ne sait avoir ni de bons chevaux, ni de bon bétail, ni de bonnes volailles, ni de bons fruits. On néglige même d'entretenir les forêts qui constituent une grande richesse.

La petite noblesse polonaise ne paraît pas comprendre les grands services qu'elle peut rendre au pays. Les paysans représentent soixante pour cent de la population du royaume, c'est en eux que réside toute la force nationale. Au lieu de les laisser livrés à eux-mêmes et tomber dans la main des juifs, elle devrait entretenir soigneusement de bons rapports avec eux et les aider de ses conseils.

C'est sans doute un grand malheur que la réforme agraire ait été faite par les Russes avec cette rage haineuse, car des mesures qui sagement appliquées

eussent donné un grand essor au pays ont failli compromettre à jamais la fortune publique. Mais par contre, la participation de la masse des paysans à la propriété a grandement développé la richesse publique, a augmenté le bien-être de la masse du peuple et a élevé son niveau moral. Émancipés politiquement les paysans ont été par là émancipés socialement. Il serait à désirer que le nombre des petits propriétaires s'accrût considérablement. Une récente statistique montre que dans le seul gouvernement de Kalisz les paysans ont acquis, de 1864 à 1882, 53,759 arpents de biens seigneuriaux, moyennant 3,414,605 roubles. Il se produit donc peu à peu un morcellement des grands domaines. Le pays ne peut que gagner à ce que cette transformation s'opère rapidement.

Le fait le plus caractéristique, et qui prouve l'étonnante vitalité de la race polonaise, est l'augmentation vraiment inouïe de la population :

Le royaume avait 2,717,287 habitants en 1816, et en 1880 il en comptait 7,219,077. Suivez la progression 3,914,665 en 1832, 4,972,193 en 1862, 6,078,564 en 1870 ; et le pays a été ruiné par les insurrections de 1831 et de 1863 et a subi deux épidémies de choléra. En Galicie, la progression est moins forte, mais elle accuse encore une grande vitalité chez

les Polonais et les Ruthènes. — 3,412,319 habitants en 1876 et 5,951,954 en 1880.

Ces données statistiques n'échappent pas aux Allemands, ils voient les Polonais se multiplier : 3,000,000 en Prusse, 3,200,000 en Autriche, près de 8,000,000 dans le royaume de Pologne, en Lithuanie et en Ruthénie. Au bas mot plus de treize millions de Polonais posés sur les deux rives de la Vistule [1]. Il y a certainement de quoi faire songer le chancelier de Berlin. Aussi certains journaux ont-ils prétendu que M. de Bismarck avait dernièrement questionné un haut personnage polonais sur les dispositions de ses compatriotes. La Pologne contient-elle des éléments assez solides et des esprits assez sages pour se gouverner elle-même? « Les derniers événements de Pologne en 1863, aurait dit M. de Bismarck, font qu'on se demande si les hommes de bon sens sont complètement dépourvus d'influence dans votre pays. » Que cette conversation soit ou non apocryphe, elle répond tellement aux préoccupations de tous les hommes politiques de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Russie que la presse s'en est emparée et a fait mille commentaires à ce sujet.

J'ai posé souvent la même question à des Polo-

[1] Voir, dans les Annexes, le tableau de la *population polonaise* (Annexe G).

nais, à d'excellents patriotes. Leur réponse a peu varié et j'ai senti que cet aveu leur pesait.

— « Non, m'ont-ils dit, notre pays n'est pas encore arrivé à un degré de formation sociale qui lui permette de reprendre dès aujourd'hui sa place parmi les nations et de poursuivre avec succès sa mission historique. L'élément aristocratique ne vit plus que sur son passé et, sauf quelques familles qui sont placées sur un piédestal que leur a dressé de tout temps la vénération populaire (les Zamojski surtout), les unes ne sont pas à la hauteur de leur mission et les autres sont à la discrétion des juifs ou se font les plus humbles servantes de la Cour de Pétersbourg.

S'il y a en tête de la szlachta quelques intelligences d'élite qui ont une perception exacte des intérêts publics, c'est dans les derniers échelons de cette petite noblesse et parmi les propriétaires de tout petits domaines que réside la force nationale, et plus bas encore parmi les paysans qui peu à peu arrivent à devenir eux aussi petits propriétaires par le morcellement des terres. Eh bien ! tout le monde s'accorde à reconnaître que les petits gentilshommes n'ont pas assez d'instruction pour avoir la notion exacte du rôle que la Pologne aurait à remplir, une fois qu'elle serait reconstituée, et la sagesse de n'agir que progressivement pour maintenir un

état de choses durable. Il y a là un grand progrès à réaliser. Il faudrait aussi que le morcellement des terres s'opérât sur une plus large échelle. Ce n'est que par la participation de la masse des paysans à la propriété, qu'il se formera un corps de nation assez robuste pour servir de point d'appui à un gouvernement sage, soucieux d'assurer le bien-être des populations et résolu à ne faire courir aux Polonais aucune nouvelle aventure. »

XXVI

LA FORMATION DU TIERS ÉTAT POLONAIS

L'ancienne Pologne n'était pas un royaume, mais une oligarchie, une petite république de nobles. Le roi n'était que le premier des gentilshommes du pays. Jaloux de l'autorité royale, les nobles étaient aussi jaloux les uns des autres; ils s'opposèrent longtemps à ce que les dignités sénatoriales fussent héréditaires. Il n'était pas permis de prendre en Pologne des titres nobiliaires, de sorte que la plus grande partie des Polonais titrés sont d'anciens seigneurs de Lithuanie et de Ruthénie. La noblesse était parvenue à un tel degré de puissance qu'elle était de fait le seul pouvoir dans l'État. La royauté n'eut jamais la force de contrebalancer cette influence. Il a manqué à la Pologne un roi comme Louis XI et un ministre comme Richelieu

Pendant que la noblesse exerçait un contrôle étroit et méfiant sur les moindres actes des rois, elle avait soin d'empêcher dans les villes la formation d'une bourgeoisie. C'était pour elle une nécessité sociale et politique. Des milliers de gentilshommes, n'ayant pour toute fortune que quelques arpents de terre, recherchaient les emplois qu'occupaient les bourgeois dans les autres pays. Les uns remplissaient des fonctions de second rang dans les maisons de la grande aristocratie, d'autres étaient avocats, officiers de police judiciaire, receveurs des deniers publics, administrateurs des domaines de l'État. Si on avait laissé la bourgeoisie grandir elle eût disputé un jour à la petite noblesse toutes ces fonctions et, devenue riche et influente, eût réclamé la part qui doit revenir au tiers état dans toute société bien organisée.

Les rois de Pologne, comprenant la nécessité de développer les villes, favorisèrent l'immigration des Allemands. Ceux-ci devinrent bientôt Polonais et finirent par former une classe moyenne assez importante. Ce mouvement, très considérable au XIVe siècle sous Casimir le Grand, se continua jusqu'au milieu du XVIe siècle. Aujourd'hui encore la population des villes, bien que formée d'Allemands à l'origine, est un des élé-

ments de la nation polonaise où le patriotisme est le plus vivace. Il est vraisemblable que si le tiers état n'avait pas été écrasé par la noblesse, il eût retardé, sinon empêché la chute de la Pologne.

La bourgeoisie se composait principalement de marchands et de fabricants des villes, les nobles s'appliquèrent à les ruiner. Les droits de douane qui protégeaient ces petites industries furent supprimés. Les gentilshommes campagnards n'avaient aucun besoin de cette protection pour l'agriculture, et cette mesure leur permettait même de faire venir de l'étranger à meilleur compte les produits manufacturés. Les villes une fois ruinées, on les dépouilla de leurs droits politiques. Elles n'envoyèrent plus de représentants à la diète. La noblesse s'attaqua ensuite aux franchises municipales. En vertu des chartes qui leur avaient été octroyées, les bourgmestres et les conseillers municipaux devaient être pris parmi les bourgeois ; les nobles se firent attribuer le droit aux fonctions de bourgmestres dans les villes situées sur leurs domaines. A la fin du XVIe siècle les villes de Pologne n'avaient plus aucune signification dans le royaume. Le tiers état avait vécu.

Il faut franchir plus de deux siècles pour voir le

tiers état se reformer. C'est encore en grande partie à l'immigration continuelle des Allemands et des juifs que les villes, de 1815 à 1830, doivent leur retour à un état prospère. Comme au temps du royaume de Pologne, les Allemands et les juifs se fusionnent assez rapidement dans la masse polonaise et deviennent de bons patriotes. Ce phénomène est étrange et prouve la force d'assimilation de la race polonaise qui, démembrée et exposée à toutes sortes de persécutions, a su encore, pendant le cours de ce siècle, absorber et transformer les éléments les plus hétérogènes. La préoccupation des Polonais est aujourd'hui de savoir si la nation a encore une vitalité assez grande pour s'assimiler la population juive toujours croissante.

Les Allemands ne sont dangereux que quand ils arrivent par masses et forment des centres nouveaux. Ainsi Lodz, où les Allemands sont arrivés tout d'un coup pour y créer de grandes industries, est une ville complètement germanisée. Mais on voit dans presque toutes les autres villes industrielles les Allemands perdre peu à peu leur caractère propre. Les centres de création récente ne sont pas encore devenus polonais, mais on ne peut déjà plus les compter comme des groupes allemands. Les habitants ne sont ni Allemands, ni

Polonais, ni Russes, ils sont citoyens de la ville qu'ils peuplent.

Dans la plupart des villes, il y a un noyau assez fort de Polonais. Les commerçants, industriels, avocats, professeurs, hommes de lettres forment un élément capable de maintenir la tradition nationale. C'est à Varsovie surtout qu'on assiste à un développement rapide du tiers état polonais. Cette cité plébéienne et bourgeoise a, de tout temps, donné les preuves du patriotisme le plus ardent. Depuis vingt ans que la petite noblesse de province, découragée et appauvrie, semblait devoir mourir d'anémie, la population varsovienne, qui avait le plus souffert de la répression barbare qui suivit l'insurrection et qui ne vit se clore l'ère de sang que pour passer sous un régime de terreur, a trouvé dans cette lutte de nouvelles énergies.

En 1860, Varsovie n'avait guère plus de 200,000 habitants et le prince Tcherkasky annonçait, au lendemain de l'insurrection, qu'elle serait bientôt une ville déserte. Il parlait ainsi dans ces tristes jours où tout dénoncé était suspect, tout suspect déporté et où les convois de victimes se dirigeaient par milliers vers la Sibérie. Moins de dix ans après, en 1872, on comptait à Varsovie 276,000 âmes, en 1877, 308,000, aujourd'hui,

384,530 [1], et même 401,000 si l'on comprend la garnison et la population flottante. Varsovie est donc plus peuplée que Lyon, la seconde ville de France, qui, au recensement de 1876, n'avait que 342,815 habitants. Si on défalque de la population de Varsovie les soldats russes qui forment la garnison, 127,000 juifs, cinq à six pour cent de la masse ouvrière représentant les contre-maîtres et chefs d'ateliers allemands, tout le personnel des divers services publics d'où les Polonais sont systématiquement exclus et où sont employés des Russes, le groupe des professeurs russes de l'Université et des gymnases, si on retranche encore de la masse des bourgeois qui se disent Polonais, les israélites devenus catholiques, les Allemands polonisés de fraiche date, on ne trouvera qu'un bien petit nombre de ces Polonais de vieille souche encore si nombreux à Cracovie.

Comment cette masse composée d'éléments si

[1] Population de Varsovie d'après les tableaux du bureau de statistique de Varsovie

	En 1864.	En 1881.
Catholiques	131.808	227.593
Juifs	72.776	127.194
Protestants	15.017	18.163
Orthodoxes	3.026	11.179
Divers	279	401
	222.906	384.530

divers, absorbée par les occupations commerciales et industrielles, séparée de l'Occident par le mur de Chine que les Russes ont élevé le long de leurs frontières, privée de toutes les institutions qui ailleurs maintiennent chez les peuples le sentiment national, est-elle animée du plus ardent patriotisme? Voilà ce que les Polonais n'ont jamais bien pu m'expliquer. Ce n'est pourtant pas très engageant de se poser comme patriote polonais en Russie, on n'en retire aucun avantage et on s'expose à toutes sortes de contrariétés de la part de l'administration. Dans un temps où, même chez les peuples qui se piquent le plus d'intelligence et d'élévation de caractère, on voit tant de gens rompre avec les traditions les plus respectables, s'incliner devant le fait accompli, et, par peur de perdre les places qu'ils tiennent de la faveur du gouvernement, transiger avec les principes qui sont la sauvegarde des sociétés, ce qui se passe à Varsovie et à Posen est un phénomène.

« Il n'est pas possible, dit M. Renan, recevant » M. Cherbuliez à l'Académie française, qu'un pays » qui possède dans son sein tant d'esprit, tant de » cœur, tant de force de travail, une telle somme » de conscience et d'honnêteté, ne surmonte pas les » germes de maladie qu'il porte en lui. Les dix » justes qui auraient pu sauver Sodome eussent

» pesé d'un poids bien léger, les jours d'élection,
» dans les scrutins de cette ville coupable, et pour-
» tant au jour solennel où l'Éternel compte les
» siens, ils auraient suffi pour faire absoudre la cité
» entière. Finissons donc par l'espérance. »

Ces dix justes vous les trouverez à Varsovie et c'est par milliers que l'Éternel peut les compter en Pologne. A Cracovie, à Posen, à Varsovie, vivent dans le silence et le travail, des familles de vieille souche qui ont conservé les saintes traditions de la Pologne et n'ont jamais désespéré du salut de la patrie. Bien que leurs membres aient été écartés de toutes les fonctions publiques et soient encore préoccupés de sauver les épaves de leurs fortunes, ils sauraient, le cas échéant, s'imposer les plus durs sacrifices pour reconquérir la liberté. Les petits bourgeois des villes et les petits nobles des campagnes sont encore deux points d'appui pour la reconstitution de la nation polonaise.

XXVII

LES JUIFS DANS LE ROYAUME DE POLOGNE

Les atrocités dont les juifs ont été victimes en Russie ont soulevé dans toute la chrétienté un cri d'indignation ; et ce n'est pas au moment où la persécution est sur le point de cesser qu'il faut relever leurs torts. J'ai eu ailleurs l'occasion de dire les causes de la haine des paysans roumains à leur égard ; la situation est identique en Russie, et on pourrait dire de la plupart des villages ruthènes et polonais ce que j'écrivais alors sur le rôle des juifs dans les villages moldaves [1].

La Pologne a de tout temps été le pays le plus hospitalier du monde, tous les opprimés savaient y trouver un asile, les juifs en ont fait leur patrie. Sur les sept millions de juifs qui sont répandus dans les diverses parties du globe, 5,500,000

[1] *Un nouveau royaume.* Voir le *Correspondant* du 25 avril 1881.

sont en Europe, presque tous sur le territoire de l'ancienne Pologne et des pays voisins. D'après des évaluations approximatives il y a 3,000,000 de juifs en Russie et en Pologne, 1,500,000 en Autriche-Hongrie, 600,000 en Allemagne, près de 300,000 en Roumanie.

Dans le royaume de Pologne la progression est si rapide que la plus grande préoccupation des Polonais est de savoir s'ils auront assez de force pour s'assimiler peu à peu cette multitude de juifs. On comptait en 1816, 212,000 juifs ; en 1831, 373,000 ; en 1856, 473,000 ; en 1873, 860,000 ; aujourd'hui leur nombre dépasse un million.

Nous retrouvons en Pologne comme en Galicie deux catégories de juifs : les orthodoxes et les progressistes. Ces derniers ne sont guère que dans les villes et malgré les efforts de leur chef le docteur Natanson, ils restent en infime minorité. Les orthodoxes se tiennent sur leurs gardes ; dans les écoles primaires (*chajder*) ils s'appliquent à inspirer aux jeunes générations le respect des traditions et à leur inculquer les préjugés qui ont contribué à les rendre égoïstes et exclusifs. Aussi ne manquent-ils jamais de dénoncer à l'autorité russe la propagande progressiste et se plaignent-ils qu'on essaie par là de les poloniser.

La Pologne est cependant le pays où la fusion

des juifs dans la masse de la population s'opère dans la plus grande proportion. Placés entre les Russes et les Polonais, c'est pour ces derniers que les juifs ont pris parti. Sans doute vous trouverez beaucoup de négociants juifs, très chauds partisans de l'autorité russe, mais vous apprendrez bientôt qu'ils sont pour la plupart fournisseurs de l'armée ou des divers services publics. Leur intérêt leur impose leur manière d'être. Le haut fonctionnaire russe est une proie. La coterie juive s'en empare dès son arrivée dans le royaume. Résiste-t-il ? Elle arrive plus lentement, mais elle arrive sûrement à le circonvenir : les juifs trouveront toujours une femme assez accréditée pour servir d'intermédiaire. Mais en dehors de ces cas particuliers, les juifs font cause commune avec les Polonais. L'antipathie pour les Russes est telle qu'il arrive souvent que les marchands juifs leur font des prix doubles de ceux qu'ils font aux Polonais. C'est là un fait très connu en Pologne. Les juifs et les paysans polonais finissent toujours par s'entendre ; aussi le mouvement anti-sémitique n'aura jamais dans le royaume la même intensité qu'en Allemagne. Les Polonais déplorent les scènes qui ont eu lieu à Varsovie en décembre dernier, lors de l'échauffourée de l'église Sainte-Croix, et en font retomber toute la responsabilité sur l'autorité russe. Les mesures administra-

tives que prend sans cesse le gouvernement de Saint-Pétersbourg à l'endroit des juifs sont bien de nature à augmenter l'antagonisme des juifs pour les Russes, et par suite à amener un rapprochement plus intime entre les juifs et les Polonais. Dernièrement encore l'autorité russe rendit une ordonnance aux termes de laquelle le nombre des médecins militaires juifs ne pouvait excéder cinq pour cent du nombre des médecins militaires de l'Empire; prescription en contradiction absolue avec leur diplôme qui leur donne la faculté d'exercer la médecine sans restriction aucune.

Pourchassés en Russie, traqués en Allemagne où la ligue anti-sémitique se renforce chaque jour, les juifs se rapprochent maintenant plus que jamais des Polonais auprès desquels ils savent trouver un meilleur traitement. Cette entente des juifs et de la population aux dépens de laquelle ils vivent est spéciale au royaume de Pologne. On sait combien est ardente en Allemagne, en Russie, en Roumanie, en Autriche, la haine que les juifs ont soulevée contre eux. Pourquoi n'en est-il pas de même en Pologne? Là aussi toute la finance est entre les mains des israélites, tout le commerce des villes leur appartient; dans les campagnes ils occupent une partie des villages et ils y pratiquent l'usure sans le moindre scrupule. Dans quelques localités le juif

est déjà devenu propriétaire du domaine du seigneur polonais.

Rosser les juifs n'a jamais été dans les habitudes des Polonais. L'esprit de tolérance ayant toujours régné en Pologne, les juifs polonais n'ont pas comme leurs coreligionnaires des autres pays le souvenir de violences et d'outrages que les générations qui se succèdent ne peuvent oublier. Arrivés à la fortune les juifs n'ont donc aucune vengeance à exercer, la société polonaise semble même les inviter à entrer dans son sein, il n'y a entre eux et les catholiques polonais d'autre séparation que celle qu'ils établissent eux-mêmes par leurs préjugés et leur manière d'être ; tandis que dans les autres pays où on les traite comme des parias, le jour où ils ont l'argent et la force ils constituent une société à part et déclarent la guerre à l'aristocratie dont ils se sentent méprisés.

En Pologne le juif parvenu à la fortune cherche généralement à apporter au pays le contingent de ses efforts, souvent il se fait catholique et entre alors de plain pied dans la société polonaise. Le baptême emporte en quelque sorte la naturalisation sociale. Déjà au XVIe siècle les choses se passaient ainsi, un juif baptisé avait les mêmes droits que les nobles, le plus souvent il était placé sous la protection de quelque riche polonais qui en avait accepté

le parrainage et qui l'autorisait même à prendre son nom. D'autres ajoutaient simplement à leur nom une finale polonaise, c'est ainsi que plus d'un Lévicky catholique est un ancien Lévi israélite. Beaucoup empruntèrent leurs noms aux villes de Pologne : Plocki de Plock, Kaliski de Kalisz, Warszawski de Varsovie. Quelques-uns de ces cathécumènes eurent même la fantaisie de s'affubler des noms polonais les plus retentissants ; ils puisaient dans les gloires nationales à pleines mains ; par exemple, vous trouverez en Pologne bien des familles juives du nom de Leszczynski (comme le roi Stanislas) ou de Zamoiski et ce n'est pas sans peine que la glorieuse famille des Zamojski a réussi à leur faire changer le *j* en *i* pour éviter toute confusion. Déjà au XVIIIe siècle on avait dû interdire aux juifs convertis de s'approprier certains noms historiques.

Après le troisième partage de la Pologne, alors que la Prusse s'étendait jusqu'à la Vistule, les juifs furent moins libres pour leurs changements de noms. Les Prussiens les forcèrent à prendre des noms allemands. Tant mieux pour ceux qui pouvaient payer, on les appela Kronenberg (montagne des couronnes), Goldberg (montagne d'or), Silberstein (pierre d'argent)....., quant aux pauvres on leur imposait les noms les plus grotesques. —

Des ordonnances des empereurs Nicolas Ier et Alexandre II ont défendu aux juifs de changer leurs noms de famille. Pour se soustraire à cette prescription, bien des juifs allemands, qui veulent se faire passer pour juifs polonais ajoutent un nom polonais à leur premier nom, par exemple : Les Kirschrot s'appellent Kirschrot-*Prawnicki*.

Les Polonais n'ont pas eu jusqu'ici à regretter leur tolérance. Un grand nombre de familles israélites sont devenues catholiques et font preuve du patriotisme le plus élevé. Citons notamment les Mehesy ou Franquistes, anciens disciples du juif Franck qui avait formé, au siècle dernier, une petite église et qui finit par se convertir. Ils sont environ une cinquantaine de familles dans le royaume de Pologne. Parvenues à la quatrième génération, ces familles ont conservé leurs traditions, sont très attachées à la foi catholique, jouissent de grandes fortunes et s'occupent activement des affaires. Elles montrent ce que la Pologne peut attendre des juifs si on réussit à les assimiler. M. Wolowski, l'un des fondateurs du Crédit foncier de France, était franquiste, de même les Zielinski, Jasinski, etc...

Pendant l'insurrection de 1863, on vit bon nombre de juifs combattre avec les insurgés pour l'indépendance de la Pologne et, après la défaite, les

suivre dans l'exil. Aujourd'hui la plupart des israélites instruits se feraient volontiers catholiques, mais beaucoup craignent de perdre les avantages de la solidarité juive sans être accueillis de suite sur un pied complet d'égalité parmi les catholiques. Un certain nombre se font luthériens.

XXVIII

L'UNIVERSITÉ DE VARSOVIE ET SON INFLUENCE SUR L'ÉDUCATION NATIONALE

Il y a deux moyens de dénationaliser un pays. Le premier consiste à s'attaquer au paysan en s'emparant du sol, le second, à s'attaquer aux classes supérieures en détruisant chez elles la notion du devoir social.

Le premier moyen est le plus sûr. Quand on a dépouillé le paysan de la terre de ses pères et qu'il n'a plus d'autre ressource que d'être un simple manœuvre, on a définitivement triomphé d'une nation. Mais il faut des siècles pour une telle entreprise et, même réduit à cette triste condition, le paysan conserve encore longtemps ses usages et sa langue, et arrivé aux derniers échelons de la misère et de l'ignorance, la foi religieuse résiste encore en lui. Le dernier homme d'une race tombe avec le dernier prêtre.

Le second moyen est le plus rapide. Dès qu'on a réussi à ruiner la noblesse, à asservir le clergé, à éteindre chez les classes dirigeantes la notion du devoir social, l'amour du bien public, le respect des traditions, la passion de la gloire nationale, le peuple n'a plus qu'une vie factice. Il perd bientôt toute signification politique ; il est frappé au cœur.

Pendant des siècles la haute aristocratie et le clergé furent dans tous les pays les dépositaires des traditions nationales. Chaque fois que la noblesse est détruite ou dispersée, on peut dire que la nation a cessé d'exister politiquement. Au XIVe siècle, la noblesse bulgare, serbe, roumaine, tombe sous le cimeterre ottoman. A Mohacs, c'est le tour de la noblesse hongroise ; à la Montagne-Blanche la noblesse tchèque disparaît. C'est autant de peuples qui perdent pour des siècles leur indépendance. Plus tard, quand Marie-Thérèse veut dompter la Hongrie, elle attire à la cour de Vienne ce qu'il reste de jeunes magnats, leur fait contracter des mariages avec des Allemandes et essaye par ses faveurs de leur faire oublier ce qu'ils doivent à la patrie magyare.

Aujourd'hui les nations qui ont longtemps souffert, et qui, au milieu des épreuves, ont compris quels étaient les éléments essentiels à leur exis-

tence, ont reconnu le besoin de retrouver une aristocratie. La Hongrie a eu soin, il y a quinze ans, de ne pas laisser à l'écart les anciennes familles de magnats; elle leur a rendu la situation qu'elles tenaient des vieilles constitutions du pays. Les prérogatives dont elles jouissent n'excitent pas la jalousie des masses et le Magyar le plus pauvre est fier de leur splendeur. En Bohême, les Tchèques, parvenus par la seule force de la démocratie à imposer leur programme à la cour de Vienne, entourent de tous les égards la noblesse de Bohême et lui rappellent au besoin que, malgré ses attaches allemandes, elle doit servir la cause tchèque.

Le clergé, pour qui toute nation comme tout individu a une mission providentielle à remplir, se montre partout le gardien des anciennes traditions. C'est un des éléments les plus forts pour maintenir les principes sociaux. En Hongrie, en Bohême, en Pologne, on lui réserve une large place dans la direction des affaires et son influence, loin d'être contestée, est considérée comme légitime et même nécessaire.

Ecraser la grande aristocratie et tuer l'influence du clergé sont donc les deux premiers articles de tout programme tendant à détruire l'esprit national.

Les peuples que les révolutions politiques ont

privés de ces deux grandes forces sociales n'ont plus d'autres guides que certains esprits d'élite dont les circonstances ont facilité l'éclosion et qui ont été façonnés par le haut enseignement des universités. Dans les sociétés démocratiques, l'Université joue donc un rôle capital. Aussi les despotes, soit dans les monarchies, soit dans les républiques, ont toujours su mettre la main sur cette grande école des peuples.

Chaque génération apporte à un peuple une jeunesse pleine de sève et de grandes aspirations ; c'est parmi cette phalange que se trouvent les nobles caractères et les âmes généreuses destinés à prendre la place laissée vacante par les gentilshommes énervés qui ont renié les traditions de leurs ancêtres et déserté le poste que leur assignait le devoir social. L'université est le rendez-vous de ceux qui sentent en eux l'énergie nécessaire pour tracer leur sillon dans la vie. L'étude de la philosophie, de l'histoire, de la littérature et des sciences doit éveiller en ces esprits, encore à la recherche de leur voie, des sentiments élevés, des idées libérales, et l'amour du bien public. L'étudiant n'est pas encore arrivé à ce degré d'égoïsme sceptique qui l'empêche de se passionner pour sa patrie, quand il suit la marche glorieuse de son pays à travers les siècles. S'il fait la comparaison entre le présent et le passé,

et qu'il voie sa patrie avilie, sa race prête à périr, il creusera de lui-même les problèmes sociaux, cherchera le moyen d'arrêter ses compatriotes dans leur mouvement rétrograde et leur montrera la voie qu'ils doivent suivre. Le réveil de l'esprit national pendant ce siècle n'a pas d'autre cause.

Un gouvernement, qui veut empêcher une tradition nationale de se reformer, doit donc avant tout s'emparer de l'université qui est la grande école d'éducation. Il veillera à la rédaction des programmes, marquera la tendance de l'enseignement, désignera pour les chaires des professeurs qui soient à sa discrétion. Il leur interdira l'usage de la langue maternelle des étudiants, les obligera à parler la langue officielle. On devra taire dans les leçons tout ce qui peut réveiller le sentiment patriotique ; au besoin on faussera l'histoire et on fera à tout propos le denigrement du passé. Malgré tout il pourrait arriver qu'il y eût parmi les élèves des esprits élevés, ardents dans la recherche de la vérité, sur lesquels ces manœuvres n'auraient pas de prise. Pour enlever à ceux-là toute velléité de s'occuper des intérêts nationaux, les professeurs s'appliqueront à fausser l'âme pour pouvoir plus facilement fausser le jugement de ces esprits indépendants.

Des hommes comme Palacki, Jugmann, Safarik, Rieger sont gênants pour un gouvernement. Que de tracas un pouvoir despotique aurait évités, si au temps de leur jeunesse, il avait pu tuer dans ces âmes l'amour du pays. Désintéressés, apôtres, aimant le peuple, cherchant la gloire, ils ont pu faire de grandes choses et relever leur pays ; sceptiques, égoïstes, à la recherche du bien-être et des jouissances faciles, ils n'eussent rien fait pour la Bohême et les Tchèques n'existeraient plus.

Les Russes ont compris tout cela ; ils ont organisé l'université de Varsovie en conséquence. Sur 1,112 étudiants il y a 800 catholiques, tous Polonais. L'enseignement y est donné en langue russe. Tous les professeurs sont Russes ou dévoués corps et âmes à la politique russe. La haine de tout ce qui est Polonais est le brevet moral indispensable pour occuper une chaire, et dans le choix des professeurs, l'autorité s'applique à désigner ceux qui ont les tendances les plus positivistes. L'intérêt matériel, le but utilitaire, le mépris des traditions, l'étude de la science, non pour la science elle-même mais comme moyen de faire fortune, les jouissances immédiates, telle est l'essence de l'enseignement dans toutes les branches. La philosophie matérialiste dissout peu à peu chez les élèves tous les

germes de patriotisme. La religion, l'esprit de famille, ne sont plus que des conventions dont le progrès a montré la fausseté. On emprunte à l'Allemagne tout ce qu'elle a de plus dissolvant. Le catéchisme matérialiste de M. Büchner est plus répandu en Russie qu'en Allemagne, il est devenu le *credo* de la jeunesse russe. Il semble même que le ministre ait pris à tâche de doter la Pologne, pour l'éducation de la jeunesse, des professeurs dont les doctrines ont le plus d'affinité avec le nihilisme.

La société polonaise déplore ces tendances. Déjà les esprits clairvoyants remarquent que le système d'éducation russe produit ses effets. Beaucoup de jeunes gens songent avant tout à gagner de l'argent et, comme par un reste de pudeur, ils s'excusent de cet unique souci sur la nécessité de reconquérir une position sociale. A force de répéter que les Polonais n'ont été jusqu'ici que des Hamlets ou des Don-Quichottes, on a fini par convaincre la jeunesse que les grands poëtes nationaux sont des utopistes, que Jules Slowacki est un exalté. Le temps viendra peut-être où Kosciuszko ne sera plus regardé que comme un aventurier. Le goût des études économiques et sociales disparaît peu à peu. Le journalisme envahit tout. Les points de vue étroits et mesquins prennent la

plus grande place dans les préoccupations journalières [1].

Autrefois, la jeunesse polonaise allait suivre les cours des universités de Padoue, de Prague, de Paris ; revenue en Pologne, elle restait en contact avec la civilisation occidentale dont elle prenait les idées ; de là chez les Polonais une tendance profondément distincte de celle des Russes. Ceux-ci pour supprimer tout contact avec ce qu'ils appellent l'occident pourri, non seulement ont élevé un mur de Chine tout le long de la frontière, empêchant ainsi tout livre et tout journal indépendant de pénétrer dans l'Empire et ne laissant passer que les produits les plus malsains de la littérature et de la philosophie étrangères ; mais ils ont été jusqu'à interdire à la jeunesse polonaise de sortir de l'Empire. De dix ans à vingt-un ans, on ne pouvait naguère obtenir de passeports. En cas de maladie il fallait une faveur spéciale de l'Empereur ; depuis un an le gouverneur général du royaume de Pologne peut en accorder, mais avec interdiction d'étudier à l'étranger. — Aux universités de Saint-Pétersbourg et de Moscou, les étudiants polonais sont nombreux et

[1] Tous les Polonais ne jugent pas aussi sévèrement la jeunesse de Varsovie. Beaucoup l'excusent, car la situation d'un grand nombre d'étudiants, même boursiers, est si précaire qu'ils sont obligés la plupart du temps pour vivre de donner des leçons ou de faire des traductions pour les journaux.

ils font camp à part ; à l'université de Dorpat et à l'école polytechnique de Riga, où la tendance est allemande, les élèves polonais sont presque tous des fils de marchands.

Il paraît qu'à Dorpat il se produit un fait assez singulier. Les étudiants en théologie protestante, boursiers du royaume de Pologne et pour la plupart fils de colons allemands des environs de Kalisz, arrivent à l'université très imbus des idées allemandes; mais au contact des élèves polonais des autres facultés, ils finissent par prendre avec ardeur fait et cause pour la Pologne. Le même changement s'opère chez les juifs polonais et lithuaniens.

Il faut rappeler ici que dans les diverses universités de l'empire de Russie, le gouvernement a limité au dixième des étudiants le nombre des élèves polonais admis à suivre les cours.

L'université de Varsovie a passé par toutes les vicissitudes de la politique. Supprimée en 1832, elle fut rétablie en 1862 par le marquis Wielopolski comme *école principale* polonaise. En 1867, elle fut transformée en université russe et elle comptait alors 1,600 élèves. L'interdiction de la langue polonaise et l'incapacité notoire de certains professeurs, ont amené la décadence de cette institution. En 1877 elle ne comptait plus que 643 étudiants; cette année,

sur 1,112 élèves, les Polonais sont au nombre de 800 : 22 pour les lettres, 125 pour les sciences, 224 pour le droit, 429 pour la médecine[1]. Le nombre considérable des élèves en médecine s'explique, comme pour l'université de Breslau, par l'impossibilité où sont les Polonais d'obtenir des fonctions publiques, ce qui les force à chercher une carrière indépendante.

L'enseignement est très inférieur, il ne cadre en rien avec les aptitudes de la jeunesse polonaise ; les procédés des écoles byzantines sont le fond de toutes les méthodes. Aussi les meilleurs esprits pensent-ils qu'il serait préférable d'envoyer les élèves à Moscou ou à Saint-Pétersbourg ; là du moins en face d'un élément étranger et hostile à leur pays, il pourrait se produire chez eux une réaction, tandis que sur le sol natal les idées matérialistes s'infiltrent peu à peu et atrophient leurs âmes. On compte 174 juifs à l'université de Varsovie, c'est parmi eux que les doctrines positivistes trouvent le plus d'adeptes. Les schismatiques russes sont au nombre de 98, la plupart fils de popes, gens déclassés, pour lesquels ne s'offre, au terme de leurs études, aucune position sortable ; ils ne sont pas vus d'un bon œil

[1] Voir l'intéressant tableau (annexe F) qui donne, pour chaque faculté de l'Université de Varsovie, le nombre des étudiants catholiques, protestants, schismatiques et juifs.

par la société polonaise qui redoute leur contact pour la jeunesse. Cet enseignement qui n'a aucun principe pour base, prépare à la Russie toute une classe de mécontents prête à précipiter un désastre dont elle saura tirer parti.

Au mois de mars dernier, il y eut dans tout le monde polonais un mouvement de surprise. On apprit que le gouvernement russe allait créer une *chaire de littérature polonaise* à l'université de Varsovie. Un Polonais, M. Chmielowski, fut désigné pour ce cours. Sa valeur littéraire n'est pas contestée, mais comme il a manifesté d'une manière ostensible sa tendance russe dans une histoire de la littérature où l'on retrouve les idées émises sur la littérature slave, par MM. Spasowicz et Pypine, les Polonais n'ont vu là qu'une demi-concession. Aux termes du décret impérial qui est intervenu, le titulaire de la chaire ne sera pas professeur, mais seulement lecteur. Quant au cours lui-même, après de longues discussions, le gouvern ment a prescrit l'emploi de la langue *russe*. Dans ces conditions M. Chmielowski a refusé le poste auquel il était appelé et le ministre a chargé deux professeurs

russes de l'université de Varsovie d'occuper la chaire de littérature polonaise. M. Budilowicz, qui n'est autre que l'agitateur panslaviste que le grand procès politique de Lemberg, en juin dernier, a rendu célèbre et M. Makuszew. Le premier fera l'histoire de la littérature polonaise jusqu'au seizième siècle, le second traitera les trois derniers siècles. Enfin, M. Théodore Wierzbowski, auteur de divers travaux sur l'histoire de la Pologne, vient d'être autorisé à lire en polonais quelques fragments de la littérature.

Cette solution n'a pas surpris les Polonais. C'est toujours le même procédé. Le gouvernement fait une promesse, les Polonais tressaillent et l'Europe stupéfaite applaudit au libéralisme des Russes. Une fois l'effet produit, le ministre discute le mode d'exécution de la mesure, revient peu à peu sur les concessions faites, et en définitive rien n'est changé. Je me trompe, cette fois deux professeurs russes viennent d'obtenir des sinécures et de nouveaux émoluments.

XXIX

LA PRESSE DE VARSOVIE

En Russie, la censure est impitoyable. Aux frontières, tout imprimé est suspect ; tout journal est saisi ; tout livre, même classique, qui contient un seul mot qui ne soit pas conforme à la doctrine gouvernementale est confisqué. Le *Figaro* est le seul journal français jugé inoffensif et qu'on soit certain de trouver partout. Les consuls des diverses puissances jouissent seuls du précieux privilège de recevoir des plis intacts ; c'est certainement la prérogative qu'ils apprécient le plus. La plupart des journaux allemands se trouvent dans les cafés, mais de grandes taches d'encre d'imprimerie couvrent des colonnes entières, il est rare qu'une feuille pénètre dans l'Empire sans être ainsi maculée par la censure.

On voit qu'il n'y a pas de presse en Russie, car

il n'y a pas de presse là où l'écrivain n'a pas le droit de discuter librement les intérêts politiques et économiques en vue d'éclairer l'opinion publique.

L'apologie du gouvernement est la seule littérature politique qui soit autorisée. Un journaliste serait mal venu à critiquer un acte administratif ou à donner des informations de nature à soulever la moindre question politique ; la censure renverrait au bureau du journal les épreuves successives couvertes de ratures, si elle n'en interdisait pas complètement la publication. Un poète qui s'était permis de qualifier Néron de tyran m'a dit qu'il avait été prié de changer la rime et de trouver un mot moins offensant, attendu que c'était une atteinte à la majesté du Tsar que de traiter de la sorte un empereur... Quand le zèle bureaucratique arrive à ces extrêmes, le grotesque l'emporte sur l'odieux.

La presse polonaise est plus particulièrement en butte aux tracasseries de ce genre. Entre chaque ligne la censure cherche une allusion. Il faut un grand courage et une parfaite habileté pour tenir une plume à Varsovie. Mais il y a une telle vitalité dans l'élément polonais de cette ville et une si grande activité économique qu'en dépit de toutes les entraves plusieurs journaux

importants ont trouvé moyen de se maintenir.

Journaux politiques.— Il faut citer en première ligne la *Gazeta Warszawska* [1] (Gazette de Varsovie) qui représente les tendances conservatrices de cette petite noblesse de province (szlachta), qui vit dans ses domaines, administre elle-même ses terres, forme le fond de l'aristocratie polonaise, et qui compte près de dix mille familles dans le royaume de Pologne. Le *Wiek* [2] (le Siècle) défend les mêmes intérêts avec beaucoup de hardiesse et avec une tendance religieuse plus accentuée. Le *Slowo* (la Parole), organe des conservateurs libéraux, s'adresse aux mêmes lecteurs. Toutefois, son directeur, M. Sienkiewicz, romancier bien connu par les nouvelles qu'il publie sous le pseudonyme de *Litwos* (le vieux Lithuanien) donne à cette feuille un caractère positiviste, inconnu jusqu'ici dans le journalisme polonais, — l'étude objective des faits, le réalisme s'imposant en tout et excluant toute préoccupation de l'idéal. Avec M. Sienkiewicz, le naturalisme vient de faire son entrée dans la littérature

[1] La *Gazette de Varsovie* est le plus ancien journal polonais. Elle a été créée au siècle dernier, par un jésuite, le P. Luskina, et depuis plus de cent ans elle est la propriété de la famille de Leszniowski. Son directeur est M. Kenig, l'un des plus éminents publicistes polonais. Cette feuille est à la fois modérée et progressiste, et est universellement estimée.

[2] Le *Siècle* a pour rédacteur en chef M. Zaleski, avocat.

polonaise, renversant toutes les traditions idéalistes que, pendant plus de quarante ans, Kraszewski, poète et romancier si fécond, avait soutenues avec tant de gloire.

La petite noblesse de province est abondamment pourvue par ces trois feuilles qui ont ensemble un tirage supérieur à dix mille exemplaires. Chaque gentilhomme a donc son journal politique.

Citons encore l'*Écho* qui n'a pas de tendance bien définie et doit à sa neutralité de ne compter que des amis — 4,000 lecteurs ; la *Bibliothèque de Varsovie*, et la *Niwa* (la plaine), revues analogues au *Correspondant,* très lues, très estimées et dont les tendances sont conservatrices et catholiques.

Journaux d'informations. — En première ligne, on doit citer le *Kurjer Warszawski* [1] (Courrier de Varsovie), rédigé sur le modèle des journaux américains : la nouvelle quotidienne, les télégrammes, les annonces. Il est à Varsovie ce que le *Tagblatt* est à Vienne. Il est lu surtout dans la ville ; sur 21,000 abonnés, 18,000 sont de Varsovie. C'est une des plus anciennes feuilles du royaume de Pologne et le caractère même de sa rédaction lui a permis de vivre à une époque où le ciseau des censeurs a

[1] Le *Courrier de Varsovie* a pour principaux rédacteurs MM. Szymanowski et Czapelski.

coupé les ailes à tout organe politique. On peut citer encore pour mémoire le *Kurjer Codzienny* (Courrier quotidien) qui essaie de marcher sur les traces du Courrier de Varsovie. Il nage entre deux eaux, fait du positivisme à outrance, mais n'a qu'un très petit nombre de lecteurs. Le *Kurjer Poranny* (Courrier du matin) est le journal des faits divers, des sinistres, des nouvelles à sensation ; il est bondé d'annonces.

Journaux commerciaux. — La *Gazeta Polska*[1] (Gazette polonaise) s'occupe surtout des intérêts économiques et agricoles et fait passer la politique au second rang ; elle est la propriété de M. Kronenberg, banquier. Dans le même ordre d'idées, la *Gazeta handlowa* (Gazette du Commerce) qui est l'organe d'un groupe d'israélites ; et les *Nowiny* (les Nouvelles), journal des intérêts matériels, qui appartient aussi à des juifs. Les *Nowiny*, la *Prawda*[2] (la Vérité) et la *Przeglad Tygodniowy* (Revue de la semaine) sont des organes radicaux de la nuance la plus accentuée[3]. Le radicalisme fait journellement des adeptes dans le royaume de Po-

[1] La *Gazette Polonaise* a été fondée par M. Kraszewski et est dirigée par M. Léo, avocat.

[2] La *Vérité* a pour rédacteur en chef M. Okonski, qui écrit sous le pseudonyme de Swietochowski.

[3] Ces trois journaux sont les feuilles préférées des étudiants de l'Université.

logne; c'est le résultat des doctrines nihilistes qui s'infiltrent dans les classes ouvrières par le contact des Russes et des idées socialistes qu'apportent avec eux les Allemands. On s'étonnera que les Russes tolèrent des journaux qui insinuent en Pologne les idées qu'ils sont obligés de combattre en Russie. Cette contradiction peut s'expliquer. Les Russes redoutent plus pour la Pologne la tradition polonaise catholique que les tendances socialistes ; incapables de russifier le royaume tant que la population est conservatrice, ils voient avec plaisir les feuilles radicales démoraliser les masses; ils savent qu'ils viendront alors plus facilement à bout de la race polonaise.

Il existe encore d'autres publications qui méritent d'être mentionnées. Je me borne à une simple nomenclature :

L'*Atheneum*, la plus importante des revues de Varsovie, fondée par M. Spasowicz, l'avocat le plus distingué de Saint-Pétersbourg et dirigée par M. Chmielowski.

La *Kronika rodzinna* (chronique de la famille) a pour rédacteur en chef, le poëte Odyniec, l'ami de Mickiewicz.

Le *Przeglad katolicki* (revue catholique) est exclusivement consacré aux intérêts religieux.

Le *Zwiastun* (le prophète); revue protestante créée par le pasteur Otto.

L'*Izraelita*, revue israélite progressiste, dirigée par M. Peltin. — Il existe aussi une feuille talmudiste en jargon juif.

Journaux illustrés : *Tygodnik illustrowany* (l'Hebdomadaire illustré). — *Tygodnik powszechny* (l'Hebdomadaire universel). — *Klosy* (les épis), c'est le plus répandu. — *Bluszcz* (le lierre). — *Zorza* (l'aurore).

Il y a, en outre, un grand nombre de revues scientifiques, littéraires, médicales, agricoles, écrites en polonais.

Les journaux polonais sont aussi très nombreux en province, mais ils sont soumis à une censure plus capricieuse encore que celle de Varsovie et la mauvaise administration des postes rurales est une entrave continuelle à leur progrès.

Les journalistes de Varsovie ont un mérite rare en Russie. Ils ont les mains nettes et ne connaissent d'autres roubles que ceux payés par leurs abonnés. On ne saurait comparer leur situation à celle faite à leurs confrères dans les autres pays. En butte aux tracasseries de l'administration, ils n'ont pour arme que leur plume, et encore la censure la brise-t-elle chaque jour; ils se plaignent de ne recevoir aucun secours de l'aristocratie polonaise

dont ils servent la cause et dont l'intérêt véritable serait de les seconder. En revanche, l'aristocratie reproche à plusieurs de ces journalistes de critiquer à tout propos les efforts qu'elle fait pour améliorer le sort des travailleurs et pour aider les indigents. Cette façon de se créer aux dépens des riches une popularité dans la classe ouvrière peut éveiller dans les masses des sentiments de jalousie et est très préjudiciable à la paix sociale et à la cause polonaise.

Avant l'insurrection de 1863, il y avait en Russie plusieurs journaux polonais, notamment le *Tygodnik Petersburgski*, journal hebdomadaire, et le *Slowo*, à Saint-Pétersbourg, le *Courrier de Wilno*, à Wilna ; pour la première fois, depuis cette époque, il vient d'apparaître un journal polonais en Russie, le *Kraj* (le Pays), que M. Pilz, ancien rédacteur des *Nowiny*, a été autorisé à publier à Saint-Pétersbourg. Il faut rapprocher de ce fait l'ouverture d'un nouveau théâtre polonais à Oranienbaum, près de Saint-Pétersbourg. Cette dernière ville en a déjà un et il est question d'en créer un autre à Moscou. Ce sont là les premiers symptômes d'un changement de système de la part des Russes. Auront-ils l'habileté d'aller plus loin dans cette voie ?

XXX

L'AVENIR DE LA POLOGNE
D'OU LUI VIENDRA SON INDÉPENDANCE ?

(*Ce qui se dit en Pologne à ce sujet.*)

Depuis un siècle les Polonais ont donné de leur sang plus que tous les peuples de l'Europe. Au moment où le troisième partage du royaume allait faire disparaître les derniers vestiges de la Pologne, Kosciuszko soutint une lutte mémorable où l'on vit comment doit mourir une nation qui n'a que des gloires dans son passé. Quand une génération, contrainte d'expier les fautes de ses devancières, sait tomber avec noblesse, elle impose au monde le respect, elle lègue de grands exemples à ses descendants et leur conserve le droit de réclamer un jour l'héritage dont la force seule les a dépouillés.

Pendant les guerres du premier Empire, la légion polonaise, rangée autour des aigles impériales, s'illustra sur tous les champs de bataille. En créant le grand-duché de Varsovie, Napoléon préparait à la France l'alliée la plus fidèle qu'elle pût avoir en Europe. Au moment de ses désastres il dut regretter de ne pas en avoir fait un État puissant.

Alexandre Ier ne fut pas moins prodigue de promesses que Napoléon, il déclara que le partage de la Pologne avait été un attentat dont les conséquences morales n'avaient cessé de peser sur l'Europe et qu'il avait à cœur de le réparer par la formation d'un royaume jouissant d'une pleine autonomie. A l'entendre, la Russie seule pouvait mener à bien cette entreprise. Ces intentions bienveillantes parurent suspectes. Il était clair que le Tsar voulait avant tout empêcher le prince de Metternich d'exécuter son plan et de reformer un royaume de Pologne sous le patronage de l'Autriche. Aussi le congrès de Vienne ne permit pas à la Russie de s'annexer tout le territoire polonais; il laissa la Galicie à l'Autriche et rendit à la Prusse le grand-duché de Posen. La Russie qui prit le reste eut néanmoins la plus grande partie du territoire polonais. Alexandre donna à cette province le titre de Royaume et la dota d'une constitution, d'une diète et d'une administration

distincte ; en même temps, il laissa les Polonais des provinces annexées (Lithuanie, Volhynie, Podolie, Ukraïne) travailler librement au développement de leur nationalité. Le gouvernement russe resta dans ces dispositions pendant les quinze années qui suivirent.

Les souvenirs des guerres de Napoléon étaient encore vivaces, les idées libérales qui se faisaient jour en France sous la monarchie constitutionnelle se répandirent en Pologne. Il s'y forma un parti d'opposition qui devint une menace pour la politique russe. Les concessions des Tsars ne parurent plus suffisantes aux patriotes polonais. Ceux-ci comptaient toujours sur le secours des grandes puissances qui, au congrès de Vienne, s'étaient montrées sympathiques à leur pays et l'eussent reconstitué si la Russie n'eût pas été seule à en tirer profit. La révolution qui éclata à Paris en 1830 fut le signal du soulèvement. Pendant de longs mois l'armée insurrectionnelle lutta contre les Russes, croyant toujours que la France et l'Angleterre lui viendraient en aide. Nicolas, empereur autoritaire s'il en fut, et qui se considérait comme le représentant en Europe du principe de la monarchie absolue, n'était pas homme à ménager les insurgés. Tous les privilèges des Polonais furent supprimés et l'usage de leur langue fut interdit. Le royaume de Pologne eut le

sort que l'Autriche infligea vingt ans plus tard à la Hongrie insurgée.

Alexandre II était, à son avènement, animé d'intentions bienveillantes à l'égard des Polonais. Wielopolski, administrateur du royaume, allait en obtenir un régime qui eût rendu l'autonomie administrative à la Pologne, quand soudain éclata la révolution de 1863. La répression fut atroce. Elle égala tout ce que la barbarie la plus sauvage a jamais pu imaginer. Le gouvernement laissé à ses propres inspirations n'eût pas osé pousser les choses à ce point. Ceux qui ont le pouvoir sont souvent retenus par la crainte d'amasser des haines et de provoquer de nouvelles crises. Malheureusement le parti russe qui se disait libéral, mais qui était révolutionnaire avant tout et rêvait l'anéantissement de la nationalité polonaise, devint l'âme de la répression et fit exécuter par Tcherkaski, Milutine et Samarine, son plan d'extermination.

On sait les atrocités qui furent alors commises par les Russes sur les Polonais, par des Slaves sur des Slaves. Il n'y a certainement pas un Polonais noble ou paysan qui n'ait eu un père ou un frère pendu ou déporté en Sibérie, et qui le croirait? Moins de vingt ans ont suffi pour apaiser ces ressentiments et aujourd'hui, dans tout le royaume de Pologne, le Russe est certainement moins antipa-

thique que l'Allemand. C'est que le sentiment patriotique chez le Polonais prime tous les autres et que les Russes qui se sont montrés assez barbares pour martyriser la Pologne sont restés impuissants pour la dénationaliser, tandis que les procédés des Prussiens, dans le grand-duché de Posen, et l'envahissement du royaume de Pologne par les Allemands, ne laissent aucun doute sur le sort des Polonais du territoire russe le jour où les Prussiens seraient leurs maîtres.

Depuis nos désastres de 1870, les Polonais ont perdu tout espoir d'obtenir un appui de la France, et ils savent qu'ils ne peuvent plus compter que sur eux-mêmes ; aussi ont-ils vivement souhaité un rapprochement avec la Russie. C'était leur intérêt, surtout devant la menace d'une guerre prochaine. — Qu'un conflit survienne entre l'Allemagne et la Russie, un nouveau partage du territoire polonais entre les deux Empires serait à coup sûr la question capitale du traité. Qu'on suppose la Prusse victorieuse, — hypothèse qui semble être la plus généralement admise par les Polonais, — avant de s'étendre le long de la mer Baltique, au-delà du Niémen, et de contester à la Russie la légitime possession des provinces baltiques, où la population allemande jouit d'une grande influence, les Prussiens ne manqueront pas de s'assurer tout le cours de la Vistule et de

reprendre le territoire qu'ils possédaient avant 1806 et qui comprenait Varsovie. Cette annexion leur procurerait de grands avantages économiques. — La Vistule, qui descend des Carpates, passe à Cracovie et à Varsovie et traverse des régions riches en bois et en céréales, devrait être un grand courant commercial et une source de prospérité pour la Prusse royale. Mais la Prusse ne dispose que du cours inférieur du fleuve, en aval de la place forte de Thorn ; en amont ce fleuve appartient à la Russie. La ligne douanière et le système économique de la Russie sont des entraves à la circulation des produits qui pourraient profiter de cette grande voie navigable. Cette situation est anormale. L'annexion à la Prusse du royaume de Pologne jusqu'à la Vistule, transformerait les conditions économiques de toutes ces régions et donnerait à l'industrie prussienne, outre quelques millions de consommateurs, un pays où l'industrie et les mines sont déjà entre les mains d'Allemands.

L'intérêt économique de la Prusse est de toute évidence, il n'en est pas de même de son intérêt politique. Cette annexion peut présenter certains dangers. D'après la constitution de l'Empire d'Allemagne, il y a un député au Reichstag par 100,000 habitants. La représentation polonaise qui compte déjà dix-huit députés s'augmenterait certainement

d'un nombre notable de voix par suite de cette annexion. Il n'est pas probable qu'en face d'une situation parlementaire déjà difficile, le gouvernement de Berlin accroisse bénévolement ses embarras. On serait alors conduit à placer ce territoire sous un régime spécial et à lui refuser le droit d'être représenté au parlement. Ceux qui prétendent pénétrer les secrets du chancelier, croient que la cour de Berlin ne manquerait pas de former aux dépens de la Russie un petit royaume, vassal de l'Empire d'Allemagne, qui lui donnerait ses soldats, verserait ses ressources au budget impérial et ferait partie du Zollverein. — Couronne toute prête à offrir à tel petit roi des pays allemands, dont la Prusse jugerait nécessaire de s'annexer les états et qui trouverait là un dédommagement.

Les Polonais redoutent beaucoup cette combinalson. Le jour où elle serait réalisée, le gouvernement prussien ne manquerait pas de favoriser le développement des colonies agricoles allemandes ; en outre, l'élément juif qui se fusionne peu à peu parmi les Polonais, deviendrait allemand dès que l'influence prussienne serait prépondérante ; les Polonais de la Lithuanie et de la Ruthénie Blanche, qui resteraient sujets russes, étant séparés de leurs compatriotes, seraient livrés sans défense à la propagande russe. La Prusse ne manquerait pas de donner à cet État

polonais une configuration qui le priverait de toutes ressources économiques. Il végéterait alors dans un état perpétuel d'impuissance et de misère. Privé de tout rôle politique, il n'aurait aucune signification et ne pourrait jamais reprendre les traditions du passé. Cette combinaison équivaudrait pour les Polonais à un quatrième partage.

Les propriétaires fonciers trouveraient à l'annexion du royaume de Pologne à la Prusse l'avantage de ne plus payer de droits pour l'entrée de leurs blés en Allemagne, mais le préjudice serait incalculable pour la classe ouvrière qui trouve dans l'industrie ses moyens d'existence. Les usines déjà si nombreuses auxquelles le régime douanier russe assure le monopole du marché russe, seraient privées de ces débouchés; elles entreraient en concurrence avec l'industrie de toute l'Allemagne et finiraient par être ruinées. On a vu que depuis plusieurs années la classe moyenne prend un développement considérable en Pologne, grâce au progrès du commerce et de l'industrie. Cette transformation sociale est très favorable à l'avenir de la Pologne. Le progrès de cette classe moyenne, de ce tiers état, serait gravement compromis par la ruine de l'industrie.

Les Polonais ont longtemps tourné leurs regards vers Saint-Pétersbourg, pour voir si le salut leur

viendrait de la générosité des Tsars, mais ils ont été trop de fois déçus dans leurs espérances pour croire maintenant qu'il puisse entrer dans les vues du nouvel Empereur de reprendre la tradition de son grand-oncle. Cette politique était pourtant la seule que les Russes eussent à suivre. Le jour où les cinq millions de Polonais du royaume auraient obtenu quelques libertés, ils formeraient un centre d'attraction pour leurs frères de Prusse et d'Autriche; la tradition nationale pourrait être reprise et ce groupe finirait même par exercer sur tout le monde slave une grande influence. Peut-être parviendrait-il à prendre une place importante dans les conseils du Tsar et à imprimer une direction plus éclairée à la politique russe. Il est incontestable que la Russie a un intérêt majeur à faire de la population polonaise l'avant-garde des Slaves en Europe et à s'en servir comme d'un rempart contre l'Allemagne.

On comprend donc que la cour de Berlin ne puisse voir qu'avec déplaisir toute mesure du gouvernement russe qui serait un adoucissement au sort des Polonais. Quelques concessions qu'elle puisse faire à ceux du grand-duché de Posen, comme avant tout sa politique est de poursuivre la germanisation de cette province, ce ne pourrait être que des mesures passagères ; ces concessions seraient retirées

aussitôt que les Polonais s'en serviraient pour fortifier leur nationalité. Au contraire, la plus mince promesse de la cour de Saint-Pétersbourg, la création d'une chaire de littérature polonaise à l'université de Varsovie, le rapatriement de quelques familles exilées, font naître chez eux de vagues espérances. La réalité dissipe bientôt ces illusions, mais malgré tout, les Polonais regardent toujours en haut et attendent le moment où l'aigle blanc, traversant leur ciel à tire d'aile, ira planer au-dessus du sanctuaire de Czestochowa où l'on vénère la reine de Pologne. Le pays a été trop de fois sauvé miraculeusement pour qu'il soit permis à un Polonais de jamais désespérer du salut de sa race[1].

[1] Un des obstacles les plus sérieux à un rapprochement entre les Polonais et les Russes est la question religieuse. Tant que le gouvernement russe opprimera l'Église catholique et essaiera de lui imposer la tutelle administrative, l'antagonisme des deux peuples, qui représentent deux croyances et deux civilisations différentes, ne fera que s'accroître.

La cour de Saint-Pétersbourg a compris que la situation des catholiques du royaume de Pologne et surtout des provinces annexées était intolérable et M. de Buteniew a été déjà chargé une fois de négocier avec le Vatican. Le Saint Père a demandé que l'on renonçât aux tentatives de substituer la langue russe à la langue polonaise dans les sermons, prières et chants du culte catholique ; demande qui est d'autant plus fondée que dans l'Empire russe, tous les catholiques sont Polonais. Le délégué du Tsar n'a pu donner aucune garantie à ce sujet.

Le Pape demande en outre que l'on cesse de contraindre les catholiques de Podlachie qui sont du rite grec-uni (*uniates*) à recevoir le baptême schismatique, — le retour dans son diocèse de Mgr Rzewuski, évêque suffragant de Varsovie, qui est en exil,

Il est regrettable que les Tsars, au lieu de réagir contre la haine aveugle de leurs sujets pour les Polonais et la manie des gens de Moscou de ne pas admettre qu'il puisse y avoir de Slaves en dehors des Russes, aient laissé passer l'heure favorable pour faire à la Pologne une situation sortable. Si la Russie s'entête dans son exclusivisme au point que les Polonais finissent par se convaincre qu'ils n'ont plus rien à attendre d'elle, comme le sacrifice de tout pour le salut du pays est encore l'aspiration dominante des masses, elles se tourneront, à l'heure décisive, vers toute autre puissance qui sera disposée à reformer un Etat polonais, même aux conditions les plus onéreuses.

Avant de se résigner à son sort, un prisonnier tourne et retourne dans sa tête toutes les chances d'évasion. Les Polonais, bien qu'ils soient garrottés et gardés par trois geôliers, n'ont pas encore désespéré de recouvrer leur liberté. Il n'est pas une hypothèse, quelque singulière qu'elle puisse être, qu'ils n'aient imaginée. — Sait-on si quelque jour la Prusse, qui a déjà jeté l'Autriche sur les Slaves du sud, n'aura pas intérêt à l'ériger en tutrice des Slaves du nord. Si les armées austro-allemandes enlevaient à la Russie le royaume de Pologne, et

enfin pour Mgr Felinski, archevêque de Varsovie, qui est interné en Sibérie depuis 1863, l'autorisation de se retirer à l'étranger.

une partie des anciennes provinces polonaises (Podolie, Wolhynie, Ukraïne), il se pourrait bien que la cour de Berlin, pour qui cette conquête serait peut-être un embarras, chargeât l'Autriche, qui a déjà en Galicie trois millions de Polonais, de constituer, au moyen de cette annexion, un nouveau groupe slave, qui isolerait l'Allemagne de la Russie. La Prusse aura un jour bien des sacrifices à demander à l'Autriche, il faut bien qu'elle trouve un moyen de la dédommager et il est peu probable que l'Autriche se contentera toujours de populations de la péninsule des Balkans aussi peu endurantes que les Herzégoviniens et les Albanais.

La Pologne se fera par François-Joseph. C'est une formule familière aux Polonais de Galicie et qui résume toutes leurs espérances. Cette idée fait déjà son chemin dans le royaume de Pologne. Il est temps que la Russie ménage ses Polonais, car si elle n'a rien fait pour eux, il se pourrait bien qu'en cas de guerre, à la nouvelle que la garnison de Cracovie a franchi les quelques kilomètres qui séparent cette ville de la frontière russe, tous les paysans du royaume vinssent à sa rencontre pour acclamer les Autrichiens libérateurs.

La Pologne n'a plus qu'à attendre son heure, à garder le dépôt sacré de ses traditions et à acquérir de nouvelles forces par le travail et l'économie. Il

est contraire aux intérêts de la Prusse et de la Russie de toujours maltraiter ce peuple. L'Autriche a compris que le temps de la réconciliation avec les Polonais est venu, elle a pris les devants dans la voie des concessions. On se rappelle que Skobelew lui-même, alors qu'il prêchait la croisade contre les Allemands, avait fini par comprendre qu'il était temps pour les Russes de changer de procédés à l'égard des Polonais. Le discours qu'il prononça à Varsovie, au retour du voyage tapageur qu'il fit en Occident, était très explicite; il n'a pourtant pas paru suffisant au comte Pierre Koutouzow. On lira avec intérêt la réponse qu'il fit au général :

« *Il serait sage que la réconciliation du peuple* » *polonais avec la Russie s'accomplît avant que* » *l'heure de la guerre avec les Teutons, que vous* » *prédisez, ne sonne.* Et ce n'est pas avec des » phrases plus ou moins galantes envers une nation » outragée dans ses aspirations les plus légitimes, » ni avec des compliments à l'adresse des officiers » polonais, dont la bravoure a de tout temps été » reconnue par l'histoire, que l'on parviendra à une » entente sérieuse avec cette nation. La Pologne » russe continue à subir le régime, ou, pour dire le » mot, le joug russe qui lui fut infligé le lendemain » de l'insurrection comme pays conquis par la force » militaire. L'organisation actuelle de la contrée ne

» contient même pas la dose d'autonomie dont ce
» pays jouissait au temps de l'empereur Nicolas Ier.
» Ce n'est pas par des concessions et des amabilités
» envers tels ou tels personnages polonais, ou à telle
» ou telle institution locale que l'on regagnera la
» confiance, l'estime et les sympathies de la société
» polonaise. Il faut pour cela le courage civil de
» notre part pour avouer nos torts et nos fautes
» envers les Polonais, sujets russes, *la compréhen-*
» *sion complète des grands intérêts vitaux qui*
» *unissent la nation polonaise à la nation russe*,
» et leur indiquent un avenir commun, la ferme
» résolution de préférer les intérêts politiques et
» économiques de l'Etat russe aux rancunes histo-
» riques et aux principes pseudo-nationaux. »

La guerre prochaine est aussi à l'ordre du jour en Allemagne, il paraît à chaque instant des brochures sur ce sujet. L'étude qui a eu le plus de retentissement est intitulée : *Le théâtre de la guerre en Pologne :* Étude géographique et militaire publiée à Hannover et signée Sarmaticus. En voici les principales conclusions :

« Si les armées austro-allemandes sont victorieuses, nous devons renoncer à tout avantage matériel. Nous ne pouvons demander ni cession de territoire, ni contribution de guerre. Le seul

avantage sera de rejeter la grande puissance slave dans ses anciennes limites et de *former un État qui servirait comme de transition entre le centre germanique et l'Est slave de l'Europe.* Ni la Prusse, ni l'Autriche ne sont disposées à s'étendre jusqu'à la Vistule, n'ayant pas intérêt à augmenter leur population slave d'autres Slaves dont le caractère national est aussi accentué que celui des Polonais. *Il faudrait faire l'essai d'un État polonais* sagement limité vers l'Est, gouverné par une maison princière de l'Ouest de l'Europe, peut-être par un prince cadet de la maison de Habsbourg et voir s'il serait viable. Les Polonais sont assurément plus attirés vers l'Autriche-Hongrie, qui est un État polyglotte unissant déjà plusieurs nationalités, que vers l'Empire allemand qui est éminemment national.

» Si la nationalité polonaise est encore de force à constituer un État, elle pourra se développer tranquillement sous la protection de deux grandes puissances, la Prusse et l'Autriche. Les Allemands y trouveraient l'avantage de repousser les frontières douanières de la Russie et d'avoir entre eux et les Russes une limite bien définie. Les départements prussiens du littoral prendraient un nouvel essor, les plaines de la Vistule et de l'Oder retrouveraient la prospérité, enfin la Pologne serait mise en con-

tact avec l'Occident par de nouvelles lignes de communication. — *Une union commerciale, douanière et postale entre l'Allemagne, l'Autriche et la Pologne* donnerait à ces trois pays la prédominance sur tous les marchés du monde. La Russie seule ferait les frais de cette transaction, car exclue des centres commerciaux de l'Europe centrale, elle n'aurait d'autre ressource que de s'étendre vers l'Asie. »

Dans une brochure publiée dernièrement à Leipzig sur le même sujet et dont on trouvera dans les annexes une analyse complète, l'auteur faisant allusion aux conclusions de Sarmaticus qu'on vient de lire dit : « *Ce projet de fondation d'un* » *État polonais* pour le cadet de la maison de » Habsbourg, état qui servirait pour toujours de » mur entre l'Allemagne et la Russie, *a gagné* » *beaucoup de partisans dans les cercles civils* » *et militaires d'Allemagne.* Les Prussiens ayant » assuré la sécurité de leurs frontières seront sa- » tisfaits s'ils obtiennent simplement le rembour- » sement de leurs dépenses. — L'Allemagne doit » laisser à l'Autriche son alliée tous les avantages » matériels, car toute la force de la jeune monar- » chie allemande doit être concentrée là où la » *Sentinelle du Rhin*, livrée à ses propres forces, » devra recommencer la lutte contre l'*ennemi*

» *héréditaire* qui menace ses idéales et saintes
» conquêtes. »

Le dernier ouvrage allemand sur ce sujet est intitulé : — la Pologne, la Russie et l'état économique de l'Allemagne. — L'auteur affirme la nécessité absolue de la reconstitution d'une Pologne, qui engloberait les provinces de la Russie méridionale, s'étendrait au-delà du Dniepr et toucherait la mer Noire.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les Prussiens se préoccupent de la question polonaise. Déjà, avant la guerre de 1870, M. de Bismarck paraît avoir senti qu'il pourrait bien se produire telle éventualité qui rendrait nécessaire la reconstitution d'une Pologne indépendante, et il ne pouvait manquer de désirer que ce royaume se reformât sous le patronage de la Prusse. Le *dualisme* austro-hongrois récemment inauguré pouvait servir de type ; pourquoi un compromis analogue à celui imaginé par M. le comte de Beust, en 1867, pour l'Autriche-Hongrie ne pourrait-il pas un jour souder le nouveau royaume de Pologne au royaume de Prusse ou même à l'Empire d'Allemagne qui allait se constituer bientôt ? — On se rappelle que M. de Bismarck avait, dès cette époque, recommandé au Prince Fritz de faire apprendre à ses fils la langue polonaise.

Plus on va et plus l'opinion tend en Allemagne à la fondation d'un État polonais et quand les Russes comprendront enfin qu'il est de leur intérêt de prendre cette initiative, il sera trop tard.

Un revirement dans le système suivi jusqu'ici par les Russes à l'égard des Polonais est moins facile aujourd'hui qu'avant la guerre de Bulgarie; c'est du moins l'opinion de quelques bons esprits en Pologne. La Russie ne leur paraît déjà plus maîtresse de sa politique intérieure et ils croient que si elle voulait aujourd'hui donner au royaume de Pologne une autonomie administrative, cette mesure éveillerait les plus vives susceptibilités en Allemagne. M. de Bismarck n'est pas d'humeur à laisser les Russes organiser sur la Vistule des *confins militaires*, comme les Autrichiens en avaient autrefois tout le long de leurs frontières pour se protéger contre les incursions des Turcs. Un État polonais, soutenu par la Russie et ayant à défendre lui-même son indépendance ne serait peut-être pas dangereux pour la Prusse, mais il serait bien gênant. Il entretiendrait une agitation continuelle parmi les Polonais du territoire prussien et serait toujours sur le pied de guerre. On ne bâtit rien de durable près d'une poudrière. Le Prussien veut un mur de séparation entre lui et son voisin le Russe, s'il le construit, il s'arrangera pour que ce soit un

mur de soutènement qui protège sa maison du côté de l'est; si au contraire il laisse son voisin l'entreprendre, il sait bien que les maçons moscovites vont élever un rempart, et qu'ils le couronneront de créneaux dont les embrasures seront tournées vers l'ouest. C'est ce que M. de Bismarck ne veut pas.

Tout développement de la Pologne en dehors de l'hégémonie allemande est considérée par les Prussiens comme une entrave à la marche du germanisme. Le roi Sigismond Ier, en donnant, en 1525, à son neveu Albrecht de Brandebourg la Prusse ducale à titre de fief, commit une faute grave. Il constitua, auprès de la Pologne, un État allemand, qui devait bientôt faire la loi à ses successeurs. Dès sa formation cette Prusse protestante fut la négation de la Pologne catholique, et les rois de Prusse n'ont pu saisir la direction de la politique dans le nord de l'Europe que le jour où la Pologne a commencé à décliner. C'est devenu une vérité traditionnelle en Prusse. Tous les gouvernements qui se succèdent à Berlin ont pour doctrine le maintien du morcellement de la Pologne. Avant l'insurrection de 1863, au moment où grâce à l'influence de la France, la Russie et l'Autriche étudiaient les concessions possibles en faveur des Polonais, la Prusse déclara qu'elle enten-

dait rester étrangère à tout compromis. Mais voici bientôt le moment où il va falloir quand même faire quelque chose pour la Pologne, les Prussiens le sentent et ils auront soin de faire un État slave qui ne puisse jamais leur porter ombrage.

Si vous vous adressez à un Polonais modéré, connaissant bien le pays et que vous lui demandiez ce que l'on peut raisonnablement exiger dès à présent de la Russie, il vous répondra :

« Le gouvernement russe devrait dès maintenant » *rétablir dans le royaume de Pologne l'usage de* » *la langue polonaise dans les écoles, les gym-* » *nases, les tribunaux et l'administration locale,* » *et donner une pleine liberté à l'exercice de* » *la religion catholique.* Il devrait sans tarder » prendre des mesures préparant, pour un pro- » chain avenir, une autonomie administrative » complète et sincère.

» Tous les Polonais verraient là un gage de » réconciliation. L'effet de ces concessions serait » immense ; et en cas de guerre entre la Prusse et » la Russie, il n'est pas douteux que tous les efforts » des Polonais seraient alors dirigés en vue du » succès des armées du Tsar. »

Il y a cent ans, l'Europe a laissé commettre un crime de lèse-nation.

Ceux-là même que Sobieski sauva de l'invasion des Turcs se partagèrent la Pologne.

On ne supprime pas impunément dans un guet-apens une race en pleine sève, une nation de 14 millions d'hommes.

L'heure de l'expiation approche pour les copartageants.

La guerre prévue par Skobelew est toujours menaçante et serait un immense malheur pour l'Europe entière.

A la Conférence internationale de l'Arbitrage et de la Paix, qui vient d'avoir lieu à Bruxelles, M. Lasker, député au Reichstag, est venu applaudir aux efforts de ce Congrès pacifique et a dit :

« Il faut regarder l'Allemagne comme la gar-
» dienne de cette paix qu'on désire tant, car ce
» n'est que dans ce but qu'elle s'est armée d'une
» façon si formidable. »

Si le prince de Bismarck veut sincèrement cette qaix, et s'il craint de laisser après lui une succession aléatoire, il faut qu'il se décide à laver l'ini puité de Frédéric II

Le Chancelier de fer, prenant l'initiative de réunir les puissances intéressées, en vue de reconstituer un Etat polonais indépendant, c'est à peine croyable ; et c'est pourtant là une des chances les plus sérieuses qu'il y ait de conjurer la guerre.

FIN.

ANNEXES

ANNEXES

A.

GRANDE ET PETITE PROPRIÉTÉ EN GALICIE

	HECTARES.
En Galicie, les terres productives ont une étendue de	7.800.000
La grande propriété est comprise dans ce chiffre pour environ	3.300.000
La petite propriété (villes et propriétés sujettes) pour environ	4.500.000

Ces terres se classent ainsi d'après leur nature :

	GRANDE PROPRIÉTÉ.	PETITE PROPRIÉTÉ.
Terres arables	24.33 0/0	75.67 0/0
Prairies	23.24 0/0	76.76 0/0
Pâturages	17.17 0/0	82.83 0/0
Forêts	89.57 0/0	10.43 0/0
Pour cent	42.35	57.65

Dans la *grande propriété* entrent :

		HECTARES DE FORÊTS.
L'Etat, l'Eglise et les communautés religieuses.....		
La fondation du comte Skarbek (orphelinat et écoles).....	pour 427.000 h. dont...	352.000
La fondation du comte Ossolinski (bibliothèque).....		
Les Majorats ou fidei-commis.....	pour 517.000 h. dont...	357.000
Les domaines des grands propriétaires.....	pour 2.118.000 h. dont.	1.020.000

Dans la Podolie autrichienne, on trouve des grandes propriétés d'une immense étendue et formées presque entièrement de terres arables. A l'ouest de Brody, le comte Dzieduszycki possède 27.000 hectares ; sur la frontière russe à Skala le comte Goluchowski a aussi d'immenses domaines. Les forêts sont pour la plus grande partie dans les mains de quelques propriétaires. Citons les principaux :

		HECTARES DE FORÊTS.
La Société forestière allemande qui a acquis du comte Renard de vastes propriétés a près de Bohorodczany et Nadworna...		84.000
L'institution du comte Skarbek possède près de Dolina à Rozniatow.....	56.000 h. dont...	50.000
Le comte Kinski (allemand de Bohême) a près de Skole au sud de Lemberg.....	50.000 h. dont...	29.000

L'archiduc Albrecht qui possède déjà de si vastes domaines en Hongrie et en Silésie a près de la montagne de Tatra, aux environs de Zywiec.....	40.000 h. dont...	32.000

La *petite propriété* se répartit ainsi entre les communes et les paysans :

	TERRES ARABLES ET PATURAGES.	FORÊTS.	
	—	—	
Communes (surtout en pâturages)...	210.000	72.000 =	283.000
Paysans.....	3.900.000	128.000 =	4.028.000

La grande propriété augmente en étendue de l'ouest à l'est, dans la Galicie occidentale (pays polonais) les fermes ont de 115 à 170 hectares ; dans la Galicie orientale (pays ruthène), elles n'ont jamais moins de 287 hectares. De même la petite propriété, qui consiste principalement en terres arables et en pâturages, augmente à mesure qu'on s'avance vers l'est. La Galicie orientale diffère donc de la Galicie occidentale sous beaucoup de rapports : A l'occident, le grand propriétaire et le paysan sont Polonais, l'un et l'autre sont catholiques de rite latin, il y a une différence peu sensible entre les terres de grande et de petite propriété. A l'orient, au contraire, le grand propriétaire est Polonais et le paysan est Ruthène, le premier est catholique de rite latin, tandis que le second est catholique de rite grec ; enfin il y a un grand écart entre l'étendue des terres des grands propriétaires et de celles des paysans. — Quant aux villes, elles sont toutes peuplées de Polonais.

De tous les pays d'Europe où l'agriculture est la seule ressource des habitants, la Galicie est celui où la popu-

lation est la plus dense : 76 habitants par kilomètre carré. Dans seize districts il y a plus de cent habitants par kilomètre carré. La population est très pauvre et les naissances y sont très nombreuses. De 1857 à 1869 l'accroissement de la population a été en moyenne de 1.49 pour cent, par an ; depuis cette époque elle n'a plus été que de 0,8 pour cent par an. La liberté des partages a amené un tel morcellement des terres, qu'il y a bien des familles qui n'ont plus ni chevaux, ni bœufs, et beaucoup de paysans n'ont même pas une vache.

Les 2.118.000 hectares qui forment la grande propriété privée et qui servent de base au crédit hypothécaire peuvent représenter une valeur de 300 millions de florins. En 1881, les dettes hypothécaires s'élevaient à près de 160 millions. Il était dû :

A la Société du Crédit foncier.....	48.150.640	florins
A la Banque hypothécaire	26.237.434	—
Au Crédit foncier de Cracovie.....	2.093.590	—
Au Crédit foncier de Vienne.....	12.860.258	—
A la Banque austro-hongroise, à Vienne	13.972.173	—
A la Caisse d'Epargne de Lemberg..	3.068.771	—
Aux Caisses provinciales de Galicie.	2.294.959	—
A divers établissements de l'Etranger	1.322.175	—
	110.000.000	florins
Hypothèques privées (approximativement)	50.000.000	—
	160.000.000	florins

B.

EXTRAIT DU REGISTRE NOIR.

DANS LA CIRCONSCRIPTION DE POSEN

(Voir la page 147).

DONATAIRES	NOMBRE DES DOMAINES ET DISTRICTS de leur situation	ESTIMATION ADMINISTRATIVE	REVENU ANNUEL	VALEUR RÉELLE
De Beyer, conseiller intime.	11 domaines. Kosten et Fraustadt	70.225 thaler.	8.000 thaler.	160.000 thaler.
Lieutenant-général de Bischofswerder.....	4 domaines. Radziejewo et Brzesc	18.000 —	—	25.000 fréd. or.
Major général de Blücher...	5 domaines. Kowal	28.000 —	6.000 —	120.000 thalers.
Colonel Böhmcken.....	Sokolowo	21.000 —	—	40.000 —
Boumann, conseiller intime..	3 domaines. Szroda, Powidz	15.000 —	4.000 —	—
Major de Brodowski.....	Lagiewniki	2.650 —	—	25.000 —
Eisenberg, président de cour.	4 domaines. Peisern	23.350 —	2.000 —	40.000 —
Major de Grawert.....	2 domaines. Peisern	15.450 —	1.500 —	30.000 —

Major de Hünerbein.....	10 domaines. Bomst	100.000	—	10.000	—	—	
Lieutenant-général prince de Hohenlohe-Ingelfingen...	7 domaines. Mescritz et Brzesc	77.250	—	—		—	
Maréchal de cour comte de Keyserlingk.....	5 domaines. Fraustadt	59.000	—	6.000	—	—	
De Krackwitz.....	2 domaines. Kröben	30.150	—	4 à 5.000	—	100.000	—
Major général de Larisch...	2 domaines. Brzesc	9.000	—	—		—	
Comte de Lüttichau	13 domaines.	84.000	—	—		—	
Marquis de Lucchesini, ministre et ambassadeur à Paris en 1801	11 domaines. Meseritz et Bomst	151.500	—	—		500.000	—
Baron de Schilden.....	3 domaines. Kosten	21.800	—	—		30.000	—
Major de Schwichow.....	3 domaines. Gnesen	11.425	—	—		40.000	—
De Trescow.....	13 domaines. Posen.	73.325	—	—		—	
Comte de Unruh.....	4 domaines. Bomst	21.150	—	—		—	
Conseiller de Unruh	2 domaines. Bomst	—		—		80.000	—
Lieutenant-général de Wendessen.....	1 domaine. Brzesc	19.375	—	—		—	
Major général de Zastrow...	8 domaines. Posen	87.650	—	—		—	

EXTRAIT DU REGISTRE NOIR (*Suite*).

DANS LA CIRCONSCRIPTION DE KALISZ.

NOMS DES DONATAIRES.	ESTIMATION ADMINISTRATIVE.
Prince Czetwertynski.	
Général de Favrat	5.500 thaler.
Conseiller intime de Goldbeck	28.600 —
Oberst-Lieutenant de Hagen	15.000 —
Comte de Haugwitz, ministre	135.000 —
Princesse de Hessen-Philipps-Thal	3.400 —
Général de Hirschfeld	9.700 —
Lieutenant-général Prince de Hohenlohe-Ingelfingen	12.000 —
Comte Luba, Polonais	—
Comte de Lüttichau, Danois	26.000 —
Neumann, conseiller de légation	—
Chevalier Saint-Patern	17.000 —
Major de Plötz	10.000 —
Major de Pontanus	—
Lieutenant-général de Rüchel	30.000 —
Conseiller ministériel de Triebenfeld	—
Général comte de Wartensleben.	
Capitaine de Stromberg.	
Prince Louis de Würtemberg.	

DANS LA CIRCONSCRIPTION DE VARSOVIE.

Lieutenant-général comte de Brühl.
Général de Chlebowsky.
Michael de Dzierzbicki.
Lieutenant-général de Dolffs.
Ober-Post direcktor Goldbeck.

De Holtzendorff, lieutenant d'artillerie.
Comte de Hoym, ministre.
Lieutenant-général de Köhler.
Prince Radziwill.
De Trescow.
Lieutenant-général de Wendessen.

La plupart des donataires ont vendu leurs terres avant la constitution du grand-duché de Varsovie par Napoléon Ier et ont quitté le pays.

C.

DÉPUTATION POLONAISE

Pendant la dernière législature (1879-1882), il y avait dix-neuf députés polonais au Landtag prussien.

PROVINCE DE POSEN : 15 Polonais et 14 Allemands.

Département de Posen : 11 Polonais et 8 Allemands.

Banlieue de Posen et district d'Obornik	Swinarski, Turno.
Buk et Kosten	Baron Chlapowski, Magdzinski.
Schrimm, Schroda, Wreschen	Pilaski[1], Radonski, docteur Stablewski[2].

[1] M. Pilaski a été député sans interruption depuis 1848.
[2] Le docteur F. Stablewski et M. Kantak sont les orateurs

Pleschen. Krotoschin.....	Docteur Jazdzewski, Stablewski.
Adelnau. Schildberg.....	Docteur Chlapowski, docteur Szuman [1].

Département de Bromberg : 4 Polonais et 6 Allemands.

Schubin, Inowrazlaw.....	Grabski.
Mogilno, Gnesen, Wongrowitz	Kantak [2], Rozanski, Wierzbinski.

PROVINCE DE PRUSSE OCCIDENTALE.

Département de Danzig : 2 Polonais et 7 Allemands.

Neustadt, Karthaus.....	Rybinski, Thokarski.

Département de Marienwerder : 2 Polonais et 11 Allemands.

Löbau	Ossowski.
Strasburg.....	Lyskowski.

Les Polonais nommés dans la Prusse orientale ou Warmie et en Silésie font partie du centre catholique, par exemple dans la Prusse orientale (district de Königsberg)..... MM. Borowski, Gajewski, Zaraba, etc.

les plus distingués du parti polonais. — Le docteur Stablewski et le docteur Jazdzewski sont prêtres.

[1] Le docteur Szuman est président du groupe polonais.

[2] Voir la deuxième note de la page précédente.

Il y a dix-huit députés polonais au Reichtag d'Allemagne (Élections d'Octobre 1881).

Le Grand-Duché de Posen envoie au Reichtag 12 Polonais sur 15 députés.

La province de Prusse occidentale envoie 6 Polonais sur 12 députés. Un des six députés allemands (circonscription de Danzig), élu grâce à l'appui des Polonais, fait partie du centre catholique.

Députés du Grand-Duché de Posen : Baron Stanislas Chlapowski, — Casimir Chlapowski, — Dr Jazdzewski, — Magdzinski, — prince Ferdinand Radziwill, — Dr Skarzynski, — comte Skorzewski, — comte Kwilecki, — Kurnatowski, — Dr Komierowski, — Turno, — Zoltowski. — Les trois députés allemands sont : Unruhe-Bomst, von Colmar, tous les deux fonctionnaires administratifs, le troisième, M. Schenk, est du parti libéral.

Députés de la Prusse occidentale[1] : Léon Czarlinski, — A. Kalkstein, — M. Kalkstein, — Lyskowski (président du groupe), — Kossowski, — Szczaniecki.

Les élections des 19-26 octobre 1882 ont peu modifié la composition du parti polonais dans le Landtag prussien.

Les Polonais ont perdu un siège. M. Jos. Grabski n'avait été élu en 1879 que grâce à un compromis avec le parti national libéral allemand. Cette fois il n'a réuni que 236 suffrages, tandis que le candidat allemand en a eu 279. — Il ne faut pas conclure de cet échec que les Polonais perdent du

[1] Outre les six circonscriptions représentées par des Polonais, il y en a deux où les candidats polonais ont eu des minorités assez fortes pour qu'elles puissent être gagnées au parti polonais.

terrain ; si on compte les suffrages, on voit au contraire que dans le grand-duché de Posen, où M. Grabski a échoué, les Polonais l'emportent de beaucoup sur les Allemands et sont toujours en progrès. Sur 5,982 votants, les candidats polonais ont réuni 3,161 suffrages et les Allemands seulement 2,821 ; il faut remarquer, en outre, que les Polonais ont recueilli 257 suffrages de plus qu'en 1879. L'échec de M. Grabski vient d'une faute de tactique, mais l'armée électorale, qui représente bien l'état de l'opinion, s'est notablement accrue.

Le tableau du Landtag prussien reproduit plus haut est ainsi modifié : MM. Swinarski, H. Turno, Pilaski, Stan. Stablewski, Fr. Chlapowski sont remplacés dans leurs collèges respectifs par MM. l'abbé Zietkiewicz, H. Dobrzycki, Fr. Brzeski, Dr Léon Mukulowski, Zakrzewski et M. Jos. Grabski est remplacé par un Allemand du parti national-libéral.

Dans la Prusse occidentale les Polonais ont perdu le collège de Strasburg, mais ont gagné celui de Könitz, grâce à un compromis avec les catholiques allemands.

D.

GRANDE ET PETITE PROPRIÉTÉ

DANS LE ROYAUME DE POLOGNE.

Les dix gouvernements qui forment le royaume de Pologne ont une étendue de 23,102,940 morgi polonais. (Le morga ou arpent polonais est de 0 h. 5598.) A la suite de l'insurrection de 1863, on a distribué aux officiers supérieurs et hauts fonctionnaires russes 1,435,000 arpents. Les

terres vaines et vagues, les marais, les dunes.... occupent une étendue d'environ 2,200,000 arpents. Il reste en terres arables et en forêts une superficie de 19,500,000 arpents : 8,500,000 arpents pour la grande propriété dont 3,141,000 arpents de forêts et 10,700,000 arpents pour la petite propriété. En 1863 on comptait 6,791 grands propriétaires, ce qui donnait une moyenne de 1250 arpents pour chacun. On peut estimer actuellement à 8,000 le nombre des domaines qu'on peut classer dans la grande propriété. La petite propriété comprend les terres des paysans, des bourgeois et des petits nobles d'une étendue inférieure à 300 arpents Elle consiste surtout en terres de labour et en pâturages. Depuis 1860, plus de quatre millions d'arpents sont passés de la grande dans la petite propriété.

On sait que la grande propriété est encore en grande partie entre les mains de la noblesse (szlachta). — Cette division du sol explique l'influence dominante de cette petite aristocratie et l'adaptation rapide qui a été faite au pays du code civil français. Ce n'est guère qu'un Lithuanie et dans les provinces de l'ancienne Ruthénie (Volhynie, Podolie, Ukraïne) que la noblesse possède des domaines d'une immense étendue. A l'exception des vastes terres de la famille Zamojski et de quelques grands domaines dans les gouvernements de Radom et de Kielce, la grande propriété n'a dans le royaume de Pologne qu'une étendue relativement restreinte. La proportion entre la grande et la petite propriété est à peu près la même dans le royaume et dans le Grand-Duché de Posen.— Le Grand-Duché contient 3,027,000 hectares de terres susceptibles de culture : 1,626,000 hectares forment les biens de la couronne et la grande propriété, 1,400,000 hectares appartiennent aux paysans. Dans les autres provinces polonaises de Prusse et d'Autriche la petite propriété l'emporte en superficie. Toutefois dans la Silésie supérieure, qui est le pays le plus peuplé, la petite propriété est peu consi-

dérable, ce qui doit être une des causes des famines périodiques qui désolent le pays En ce qui concerne la Galicie, voir l'Annexe A.

On a vu (p. 220) l'importance du morcellement des terres pour l'avenir du pays. Les économistes polonais sont très attentifs à ce déplacement de la propriété, qui s'opère toujours au profit de la masse de la population, et ils marquent avec soin chacune des phases de la transformation agricole qui en est la conséquence. J'ai cité l'étude de M. Louis Gorski, publiée dans la *Niwa*, il faut lire aussi les articles de M. Roman Buczynski, dans la *Biblioteka Warszawska* et consulter les travaux considérables du docteur Witold Zaleski, l'éminent statisticien de Varsovie.

E.

NOBLESSE DE POLOGNE

(Voir pages 205 et suivantes.)

Le titre ruthène de *Kniaz*, qui est synonyme de prince, appartenait à la maison souveraine des Rurik et à celle des Gedymin. Dans les actes de l'union de la Pologne et de la Lithuanie (1564 et 1569), ce titre fut accordé à quelques grands seigneurs notamment aux Radziwill (prince de l'empire), Zbarazki, Wisniowiecki, Czartoryski (princes de la maison de Gedymin) et aux Ostrogski. Le titre de comte fut aussi donné aux Tenczinski, Olesnicki et Ossolinski.

Avant le partage de la Pologne, les rois conféraient la

noblesse par lettres patentes. Ces lettres donnaient bien le droit de porter des armoiries, mais n'autorisaient pas à prendre un titre nobiliaire. Quand les rapports avec l'Occident devinrent plus fréquents, les gentilshommes voulurent ajouter un titre à leurs armoiries. Ceux qui étaient dénommés *comites regis* dans les lettres de noblesse s'approprièrent le titre de comte.

es gentilshommes polonais, lithuaniens ou ruthènes ne signaient pas de la même manière.

Chez les Polonais, il était d'usage d'indiquer le nom du domaine patrimonial et de le faire suivre du nom de famille qui le plus souvent était tiré de celui du domaine. Par exemple, les chefs des grandes familles polonaises Zamojski, Zolkiewski, Potocki, signaient na (sur) Zamosciu Zamojski, na Zolkwie Zolkiewski, na Potoku Potocki. Un noble possesseur d'un petit domaine eût écrit Z (de) Zamoscia Zamojski.

Les familles lithuaniennes prirent simplement le nom de la race. Par exemple : Pac, Sapieha, Radziwill.....

Les familles ruthènes, au lieu du ski polonais, adoptèrent le wicz. Par exemple : de Daszko-Daszkiewicz, de Danilo-Danilowicz.....

FAMILLES PRINCIÈRES DE L'ANCIEN ROYAUME DE POLOGNE.

Prince Giedroyc, — Prince Sanguszko, — Prince Czartoryski (branches des anciennes familles régnantes de Lithuanie).

Prince Radziwill, — Prince Woroniecki, — Prince Kurcewicz Koryjatowicz, — Prince Drucki-Lubecki, — Prince Wankowicz-Chlebowicz, — Prince Puzyna (titres lithuaniens).

Prince Sapieha, — Prince Lubomirski, — Prince Jablonowski, — Prince Sulkowski (princes de l'Empire). —

Prince Czetwertynski, — Prince Mirski (titres russes). Prince Poniatowski (titre polonais, 1764).

Familles éteintes : Prince Swidrygajlo (Lithuanie). — Princes Rozanski, Ostrogski, Wiszniowiecki, Peryjaslawski-Jelowicki (Ruthénie); — Deydzyna (G.-D. de Posen), — Poninski (titre polonais 1774), — Prince Solomerecki (Petite-Russie).

COMTES POLONAIS.

Comte de la Roche Tarlo-Tarlo.
Comte de Gorka Gorski.
Comte de Tenczin Tenczinski.
Comte de Berditscheff et Lohojsk Tyszkiewicz.
Comte Chodkiewicz.
Comte Krasicki sur Krasiczyn.
Comte de Lippe Lipski.
Comte de Zmigrod Stadnicki.
Comte Jaroslaw Lubomirski de Wisnicz.
Comte de Leszno Leszczynski.
Comte Dunin de Skrzynno.
Comte de Czarnkow Czarnkowski.
Comte Tarnowski.

L'ancienne famille des comtes de Tarnow-Tarnowski est éteinte. Le grand connétable Jean Amor Tarnowski comte sur Tarnow fut le dernier de ce nom glorieux. Le titre du comte de Tarnow a passé par héritage à la famille des Princes Sanguszko en même temps que la ville et le domaine de Tarnow (en Galicie).

Les autres comtes et barons polonais ne tiennent pas leurs titres de la Pologne; ils les ont tenus, avant ou depuis le partage du royaume, du Vatican, de la Prusse, de la Saxe, de la Russie et surtout de l'Autriche. On peut citer

par exemple : Comte Wielopolski (titre de la principauté de Mantoue), — Marquis Myszkowski (titre de la principauté de Mantoue 1601), famille éteinte, — Comte de la Rivière Zaluski (Marquis de la Riveira), — Comte Goluchowski,— Comtes Wodzicki, Szembek, Uruski, Ilinski, Bierzynski, Potocki, Bninski, Ostrorog, Plater, Walewski, Morsztyn, Tyzenhaus, etc.....

Chevaliers de la Toison d'or : Comte Dunin, — Comte Alfred Potocki, — Comte Lanckoronski, — Comte Krasinski.

F (pages 97-101-134-159-242).

SITUATION DES UNIVERSITÉS DE CRACOVIE, LEMBERG, VARSOVIE, BRESLAU.

Université de Cracovie *(Cours en polonais)*.

	Étudiants d'Autriche-Hongrie en 1880-81.						en 1881-82.	Étudiants étrangers 1880-81.		
	Polonais.	Ruthènes.	Allemands.	Tchèques.	Magyars.			Russie.	Roumanie.	Allemagne.
								Tous Polonais.		
Théologie ..	56	»	»	»	»	= 56	57			
Droit	353	4	2	1	»	= 360	337	7	»	3
Philosophie.	107	1	»	1	1	= 110	117	12	4	»
Médecine ..	225	4	1	»	»	= 230	262	16	2	5
	741	9	3	2	1	= 756	773	35	6	8

	Classement d'après les cultes.				
	Catholiques.	Uniates.	Protestants.	Juifs.	
Théologie ..	56	»	»	»	= 56
Droit	304	8	3	45	= 360
Philosophie.	106	2	»	2	= 110
Médecine ..	203	7	»	20	= 230
	669	17	3	67	= 756

Université de Lemberg (1881-1882) *(Cours en polonais).*

	Polonais.	Ruthènes.	Allemands.	Hongrois.	Bohêmes.		Catholiques Latins.	Catholiques Grecs unis.	Catholiques Arméniens unis.	Luthériens.	Juifs.
Théologie..	90	245	»	»	»	= 335	88	245	2	»	»
Droit.....	457	110	2	1	2	= 572	369	124	6	1	72
Philosophie.	111	39	2	»	»	= 152	94	44	1	»	13
	658	394	4	1	2	= 1059	551	413	9	1	85

Université de Varsovie (1881-1882) *(Cours en russe).*

	Catholiques. *Polonais.*	Protestants.	Uniates.	Schismatiques. russes.	Juifs.	Mahométans.	
Droit.....	224	9	»	16	40	»	= 289
Sciences...	125	5	»	19	17	»	= 166
Lettres.....	22	1	»	17	1	»	= 41
Médecine ..	429	22	2	46	116	1	= 616
	800	37	2	98	174	1	= 1112

Université de Breslau (1881-1882) *(Cours en allemand).*

			Polonais (approximativ.).
Théologie protestante..	113	221	3
Théologie catholique...	108		26
Droit.....		318	21
Médecine.....		316	38
Philosophie.....		589	57
En 1881-1882.....		1444	145

En 1869,	880	étud.
En 1875,	1.087	—
En 1880,	1.255	—
En 1882.	1.444	—

THÉOLOG. CATHOLIQUE.		
1870...	132	élèves.
1875...	92	—
1878...	52	—
1880...	65	—
1882...	108	—

MÉDECINE.	
1878....	168
1880....	231
1882....	316

G.

STATISTIQUE DE LA POPULATION POLONAISE

14 MILLIONS.

On peut estimer le nombre des Polonais :

En Russie à.....	8.055.000
En Allemagne à.....	3.300.000
En Autriche à.....	3.238.000
	14.593.000

Russie : En l'absence de statistiques officielles par nationalités, on peut obtenir un résultat assez exact d'après les diverses confessions.

En 1880, il y avait, dans le royaume de Pologne, sur 7.219.077 habitants :

360.000 orthodoxes, presque tous Russes ;
400.000 protestants, presque tous Allemands ;
1.100.000 juifs, dont beaucoup sont solidaires des Polonais ;
264.000 lithuaniens, tous très sympathiques aux Polonais ;
3.400 étrangers.

Il reste donc pour le royaume de Pologne 5.091.677 Polonais.

Dans toutes les autres provinces polonaises de l'Empire russe, le nom de catholique est synonyme de Polonais. Voici la statistique des catholiques.

		HABITANTS	CATHOLIQUES
Gouvernement de Vilna	sur	1.171.400	698.736
— Kowno	—	1.403.076	1.038.975
— Grodno	—	1.165.401	317.955
— Minsk	—	1.451.938	132.237
— Witebsk	—	1.073.539	245.194
— Mohylew	—	1.092.163	33.277
			2.466.374
Gouvernement de Volhynie	—	1.981.300	162.727
— Podolie	—	2.169.423	186.167
— Kiew	—	2.530.204	73.588
			422.482

Gouvernement de Courlande.....	45.068	catholiques.
Saint-Pétersbourg (1869).....	11.157	Polonais.
Caucase.	6.000	—
Sibérie (la plus grande partie des 100.000 Polonais déportés après l'insurrection de 1863 sont revenus)	13.000	-

PRUSSE (1880) :

Silésie, sur 4.007.925 habitants, plus de la moitié sont catholiques, dont	1.050.000 à 1.100.000	Polonais.
Grand-Duché de Posen, sur 1.703 397 habit..	1.100.000 à 1.200.000	—
Prûsse occidentale et orientale, sur 4 339.834 habitants.....	1.100.000	—
Dans le reste du royaume de Prusse.....	100.000	—
Cassoubes près Danzig..	20.000	—
	3 370.000	Polonais.

AUTRICHE : Statistique officielle 31 décembre 1880..... 3.238 000 Polonais.

D'après les documents de statistique dressés à Lemberg, pour 1881, par le docteur Thadée Pilat, il y a en Galicie 3.053.634 Polonais.

H.

THÉATRE DE LA GUERRE RUSSO-ALLEMANDE.

On lira avec intérêt l'analyse d'une des dernières études publiées en Allemagne sur la prochaine guerre. « Der russisch-deutsch Krieg der Zukunft » von P. J. Leipzig. — Il ne s'agit pas ici d'une de ces publications fantaisistes qui se produisent chaque fois qu'on annonce un grand conflit. L'auteur décrit le terrain des hostilités, indique la position des places fortes, la direction des voies ferrées. A l'aide de ces données certaines, il trace la marche probable des armées. Un travail de ce genre mérite un examen attentif.

On sait que depuis 1879 il existe entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie une alliance offensive et défensive contre l'ennemi commun, le Russe. Tous les travaux faits jusqu'à présent ont donc toujours supposé une action commune des deux armées allemande et autrichienne. C'est encore ce que l'on admet ici. Seulement au lieu d'avoir à faire à la Russie isolée, l'auteur, convaincu que la France n'attend qu'une occasion favorable pour prendre sa revanche, se place dans l'hypothèse d'une alliance franco-russe. Cette circonstance rend le problème plus difficile à résoudre, car l'Allemagne occupée sur le Rhin et dans les

THEATRE DE LA GUERRE
(BASSIN DE LA VISTULE)
voir l'annexe H
MER BALTIQUE
Lauenburg
Stolpe
Koslin
Cassoube
Danzig
Pomeranie
Stettin
Dirschau (pont)
Tilsit
Königsberg
Pregel
Pillau
Wormie
Lithuanie
Niemen
Kowno
Wirballen
Prusse Orientale
Marienburg (pont)
Prusse Occidente
Lotzen
Suwalki
Mazures
Marienwerder
Graudenz
Deutsch Eylau
Osterode
Mlawa
Pays Polonais
Thorn
Landsberg
Austrin
Warthe
Neue Bromberg
Pays Polonais
Grodno
Niemen
Minsk
Alexandrowo
Lomza
Bialystock
Oder
Posen
Gnesen
Grand Duché
Plock
Narew
Lowo Georgiewsk
Kutno
Kalo
Lissa
Glogau
Varsovie
Triangle Polonais
Brest Litewski
Pinsk
Pripet
Lodz
Kalisz
Sieradz
Kolusky
Wilhelmsbruck
Kempen
Breslau
Silésie
Piotrkow
Warthe
Radom
Lublin
Kowel
Briegue
Oppeln
Kielce
Ostrowiec
Sandomir
Lamosc
Tomaszow
Lutsk
Volhynie
Dubno
Brody
Cracovie
Galicie Occidentale
Galicie Orientale
(Pays Ruthene)
Olmütz
Moravie
AUTRICHE
Massif de Tatra
(Pays des Slovaques)
Chaine des Carpates
Pezenysl
Kamberg
Tarnopol
Volocyzska
Podolie
Eperies
Kaschau
HONGRIE
Stanislawow
Cernowitz
Bucovine
Cholim
ROUMANIE
RUSSIE
PRUSSE
LÉGENDE
Places fortes de Prusse et d'Autriche
Places fortes de Russie
Triangle Polonais
Frontières
Chemins de fer
" " " projetés

Vosges devra laisser à l'Autriche le soin de défendre la Prusse et de se défendre elle-même à l'ouest. On lit dans ce travail :

« Le choc principal contre les Russes, le combat de destruction est le seul devoir de l'empire d'Autriche avec l'appui des *alliés qu'il aura pu trouver en Orient* (lisez : Roumains, Serbes, Turcs.....), car en supposant que *nos forces principales soient engagées à l'Ouest* (lisez : contre la France), nous ne pouvons que seconder la marche des armées autrichiennes contre le triangle polonais (les trois places fortes qui entourent Varsovie.) »

Faut-il conclure de là que les Prussiens entendent laisser l'Autriche seule aux prises avec la Russie ?

Pas tout à fait. On lit dans un autre endroit :

« Pour ce qui est des opérations des troupes allemandes, disons plutôt *prussiennes*, car au commencement de la grande lutte *presque toute l'armée allemande sera occupée sur les frontières de l'Ouest,* la sécurité de nos frontières orientales et le soin des premières opérations incomberont à nos braves corps d'armée de Prusse orientale et occidentale, de Posnanie et de Silésie. Tâche difficile et qui ne semble permettre que la défensive. Cependant l'offensive devra être tentée, car c'est la condition *sine qua non* de notre stratégie traditionnelle. »

L'Autriche ne sera donc pas seule en face de la Russie ; trois corps d'armée, ceux des provinces prussiennes voisines de la Russie entreront en ligne en attendant que la France soit écrasée et que l'Allemagne tout entière vienne à la rescousse de l'Autriche et la soutienne dans sa marche sur Moscou.

« Si pendant ce temps une étoile amie a brillé sur *nos armes engagées dans la lutte désespérée contre notre ennemi héréditaire latin*, alors seulement il sera possible d'envoyer des forces de l'Ouest à l'Est pour continuer les opérations..... mais le profit matériel ne vaudra peut-être pas

pour nous la peine de continuer la guerre, tandis que l'Autriche en écrasant la Russie y gagnera une complète liberté d'action sur le Danube et dans la péninsule des Balkans. »

Le plus clair dans toute cette affaire, c'est que les Prussiens ne chargent les Autrichiens de faire leur police sur la Vistule et ne leur donnent Moscou pour objectif que pour opérer tout à leur aise dans la vallée de la Marne et nous rendre une seconde visite à Paris. Tout cela ne nous apprend rien. Nous savons depuis dix ans qu'ils n'ont quitté notre territoire qu'avec l'intention d'y revenir le plus tôt possible ; mais il n'est pas mauvais de le constater une fois de plus au passage.

Les explications qui suivent doivent se lire à l'aide de la carte des *opérations militaires dans la vallée de la Vistule* que l'on trouvera à la fin du livre.

LES PLACES FORTES

En Prusse : Königsberg avec Osterode et Lötzen. DANZIG, Marienburg, Graudenz. THORN. POSEN, Küstrin et Glogau.

En Autriche : Cracovie et Przemysl.

En Russie : Nowo Georgiewsk, Ivangorod, Brest-Litewski ou le triangle polonais et Warschau (Varsovie). — Kowno, Grodno et Bialystock, Goniadz, Dünaburg, Luck, Dubno, Chotim.

Prusse. Königsberg est une forteresse de premier ordre. Elle a été construite en 1840 d'après le nouveau système prussien et est défendue par treize forts détachés. Les

abords sont protégés par deux grands lacs qui ne sont en communication avec la mer que par deux passes munies de forts, à droite le Kurisches Haff dont l'entrée est à Memel et à gauche le Frisches Haff dont l'entrée est à Pillau. Ces passes sont fermées par des torpilles. D'ailleurs ces grands étangs ne peuvent porter que des bateaux d'un très faible tirant d'eau. La place ne peut ainsi être attaquée par mer et ses communications avec Danzig sont assurées.

Au sud de Königsberg, Osterode et Lötzen sont deux positions très fortes, qui commandent des défilés. Le sol est couvert d'une infinité de petits lacs et se prête merveilleusement à des ouvrages de défense de toute nature.

Danzig et Thorn forment la seconde ligne avec les ouvrages de Marienburg et de Graudenz. Danzig surtout est rendu très puissant par des forts détachés et la grande facilité que l'on a d'en inonder les abords.

La dernière ligne est formée par Posen sur la Warthe, Küstrin et Glogau sur l'Oder. Posen est une place de premier ordre. Située sur les sommets entre les deux plaines qui s'étendent de l'orient à l'occident, elle commande la campagne au nord jusqu'aux plaines basses de la Netze et au sud jusqu'à l'Obra supérieur. Elle est de plus le point de jonction de plusieurs lignes ferrées. Küstrin et Glogau ne sont que des places de second ordre, construites d'après les anciens principes, mais par leur situation, la facilité d'en inonder les abords et des travaux récents, elles sont des positions très fortes et défendent bien les ponts de l'Oder.

Autriche. Il y a en Galicie deux points fortifiés : Cracovie et Przemysl. Cracovie surtout peut servir de grande place d'armes. La Vistule et le terrain environnant se prêtent bien à la défense. — Rien n'est plus facile que de fortifier les passes des Carpates ; on doit y exécuter des travaux. — Olmütz sur la March et Comorn sur le Danube sont des

places de second ordre. Il est aussi question de fortifier la ligne de la Theiss qui se présente bien comme ligne de défense.

Russie. Le triangle polonais est formé de Nowo Georgiewsk, au confluent du Bug et de la Vistule, au nord de Varsovie, d'Ivangorod au confluent de la Wieprz et de la Vistule au sud de Varsovie et de Brest-Litewski en arrière sur le Bug. — Varsovie qui est sur le côté Est de ce triangle sera un jour une place forte de premier ordre. Ivangorod peut servir de base d'opérations pour une armée qui aurait Cracovie pour objectif. Quant à Brest-Litewski, cette ville est entourée de marécages, c'est un point de croisement de plusieurs lignes de chemins de fer. On doit l'entourer de douze forts qui en feront un vaste camp retranché.

Kowno et Grodno sur le Niémen et Bialystock sont trois forts russes faisant face à la Prusse orientale. Kowno deviendra un grand camp retranché. Goniadz sur le chemin de fer de Königsberg en avant de Bialystock doit fermer le passage.

Les Russes ont une seconde ligne de forts passant par Dünaburg, et les marais de ces régions forment des défenses naturelles.

Pour défendre le territoire contre l'Autriche, les Russes se proposent de construire des fortifications au milieu des marais du Pripet. Luck, Dubno, Chotim deviendront des places de premier ordre.

CHEMINS DE FER STRATÉGIQUES.

Les armées prussiennes peuvent entrer sur le territoire russe par les lignes suivantes qui partent des chefs-lieux

des provinces limitrophes de la frontière et qui sont en même temps des places fortes.

Rive droite de la Vistule.

Königsberg. Kowno, Petersburg.
Königsberg. Lötzen. Bialystock. Brest-Litewski.
Danzig. Marienburg (*pont*) Mlawa. Nowo Georgiewsk. Varsovie.

Rive gauche de la Vistule.

Danzig. Thorn (*pont*). Kutno. Varsovie.
Posen. Thorn.....
Posen. Kempen. Wilhelmsbruck (*sans continuation*).
Breslau. Kempen. Wilhelmsbruck.
Breslau. Myslowitz. Varsovie.

Il y a partout deux lignes et quelquefois trois lignes parallèles à la frontière et reliant les provinces de Prusse orientale et occidentale à la Posnanie et à la Haute-Silésie. Les Prussiens peuvent ainsi faire une concentration rapide de troupes sur un point quelconque de la frontière.

En Autriche, les lignes ne remplissent pas aussi bien les conditions stratégiques, néanmoins les troupes austro-hongroises peuvent facilement opérer leur concentration.

Pour l'Autriche : ligne de Vienne, Oderberg, Cracovie.
Pour la Hongrie : ligne de Budapest, Kaschau, Tarnow.
— — : ligne de Debreczin, Przemysl, Lemberg.

(On projette une troisième ligne entre la Hongrie et la Galicie, il reste à construire le tronçon Munkacs-Stryj à travers les Carpates).

On remarquera que la ligne de Cracovie à Lemberg et Tarnopol qui est parallèle à la frontière de Galicie est en plusieurs endroits trop rapprochée de la frontière pour être à l'abri d'un coup de main, aussi doit-on achever une nouvelle ligne parallèle et plus au sud; il reste à exécuter les

deux tronçons Saybusch-Makow-Neu Sandec et Grybow-Dukla-Sanok.

Les Autrichiens communiquent avec la Russie par les lignes :

Lemberg. Brody vers Varsovie ou Kiew.

Lemberg. Tarnopol. Woloczyska vers Odessa.

En Russie le réseau des chemins de fer est très insuffisant. Il n'existe que trois lignes pour opérer les concentrations de troupes. Ces lignes viennent de Pétersbourg, de Moscou et de Kiew. Elles ont sur la rive droite de la Vistule trois points de contact avec la frontière de Prusse à Wirballen, Grajewo et Mlawa et un point de contact avec l'Autriche à Brody. — Finalement toutes ces lignes aboutissent à Varsovie.

Sur la rive gauche de la Vistule deux lignes partent de Varsovie et se dirigent vers la Prusse : celle de Kutno-Thorn et celle de Czestochowa-Cracovie.

Varsovie est le seul point où l'on ait construit un pont sur la Vistule. Toutes les grandes lignes s'y rencontrent. C'est une faute immense. Les Russes ne paraissent pas songer à la réparer et il n'est question jusqu'ici que de compléter le réseau polonais (rive gauche) par les lignes Kutno, Kolo, Slupce vers Posen, et Lodz par Sierads jusqu'à Kalisz et Wilhelmbrück, lignes qui satisfont bien des intérêts commerciaux mais n'offrent aucun avantage au point de vue militaire.

Les Russes disposent de trois lignes transversales.

Bialystock-Kowel.

Libau-Wilna-Minsk.

Riga-Dünaburg-Smolensk-Orel.

La disposition du réseau russe n'est pas favorable à une offensive de la part des armées russes, la largeur des voies a le même inconvénient. On sait qu'en Russie les voies ferrées ont 1^m 523 de large, tandis que les lignes austro-allemandes ont 1^m 435. Pour les Allemands ce ne sera bientôt

plus un obstacle pour faire circuler leurs wagons sur les lignes russes. Déjà les Russes ont construit les deux lignes de Varsovie à Thorn et de Varsovie à Cracovie avec une largeur de 1m 435 et on est en train d'introduire dans le matériel roulant de l'Allemagne et de l'Autriche une transformation qui permet d'élargir au moyen de vis l'espace entre les deux roues. Il suffit de quinze minutes pour permettre à un train de passer ainsi d'une voie allemande sur une voie russe. Le nouveau système fonctionne déjà sur plusieurs lignes. La pose de nouveaux rails n'est pas d'ailleurs aussi impraticable que cela paraît être au premier abord, l'expérience qui en a été faite pendant la guerre d'Amérique montre que ce parti est souvent plus simple et plus rapide qu'un transbordement.

PONTS SUR LA VISTULE.

En territoire russe il n'existe de passage fixe sur la Vistule qu'à Varsovie : un pont de chemin de fer et un pont chaussée.

En territoire prussien : Thorn. Pont de chemin de fer. Pont chaussée.
Dirschau. Pont de chemin de fer. Pont de bateaux.
Marienburg. Pont de chemin de fer. Pont de bateaux.
Kurzebrack près de Marienwerder. Pont volant.

Il y a en outre quinze petits ponts et bacs en Prusse, qu'on ne pourrait utiliser en cas de guerre, mais qui sont aux endroits où le fleuve et le terrain offrent les dispositions les plus favorables pour établir rapidement un pont. Avec l'organisation actuelle du train de pontonniers, il faut le rassemblement de trois corps d'armée sur un même

point pour pouvoir établir un pont sur la Vistule car les pontons dont dispose chaque corps d'armée prussien ne permettent pas de construire un pont de plus de 200 mètres et la Vistule a partout une largeur de 600 à 700 mètres.

MARCHE DES ARMÉES.

Nous allons suivre maintenant l'auteur dans sa description des opérations de guerre. Ni description de batailles, ni surprises, ni marches invraisemblables ; la simple indication des directions que peuvent, vu l'état des lieux, suivre les divers corps d'armée.

Armée russe. — Il faut d'abord remarquer que la frontière russe est toujours gardée par une armée qui au premier signal peut envahir les provinces orientales de la Prusse. Ces forces se composent de 22 régiments de cavalerie régulière, de 10 régiments de cosaques, de 14 batteries d'artillerie à cheval, de 4 brigades de tirailleurs.

Ces troupes légères doivent se répandre dans le pays ennemi pour détruire les voies ferrées, empêcher la mobilisation, faire des réquisitions et enlever tout ce qui pourrait servir à approvisionner les armées austro-allemandes. Cette invasion subite produit toujours un grand effet moral sur les populations ; l'auteur déclare que sous ce rapport la Russie a une supériorité réelle sur la Prusse et l'Autriche.

Remarquons cet aveu. Il a dû coûter à un Allemand ; mais la brochure dont nous donnons l'analyse a déjà été lue par les maires, notaires, instituteurs, pasteurs et curés de tous les villages qui avoisinent les frontières. Les populations sont ainsi prévenues des risques auxquels elles sont exposées. Que le fait se produise maintenant au lieu

de se sauver en désordre et de fuir vers l'intérieur du pays en encombrant les routes dont les troupes ont besoin pour leur concentration, elles sauront attendre que le gros de l'armée prussienne arrive et chasse ces masses de cavaliers.

Il est probable que les Russes formeront trois armées . au nord : l'armée de Lithuanie, la moins importante, concentrée à Kowno.

Au centre, l'armée de Pologne, ayant pour base d'opérations le triangle polonais. Elle sera la plus forte, car son objectif sera Berlin.

Au sud, l'armée de Volhynie, destinée à opérer contre les Autrichiens.

L'armée de Lithuanie s'avancera à travers la Prusse orientale, traversera le Pregel et poussera jusqu'à la Vistule, en laissant Königsberg sur sa droite. Elle combinera sa marche avec la flotte qui tentera une descente sur le littoral. Il faut rappeler que les opérations de la flotte russe sont rendues très difficiles par les étangs qui protègent Königsberg. — L'armée russe ne rencontrera pas d'obstacles sérieux jusqu'à la Vistule, mais elle s'affaiblira beaucoup, car elle devra laisser deux corps importants devant Königsberg et devant Danzig; de plus elle devra se protéger contre les troupes prussiennes venant de la place de Thorn. A cet effet la grande armée de Pologne devra l'appuyer dans les deux directions de Bialystock-Lötzen et de Nowo-Georgiewsk-Mlawa-Deutsch Eylau.

Ici deux hypothèses se posent ; ou bien l'armée de Lithuanie essaiera de forcer le passage de la Vistule à Graudenz pour gagner la vallée de l'Oder, ou bien elle se contentera d'occuper les deux provinces de Prusse orientale et occidentale en attendant la reddition de Königsberg et de Danzig. L'auteur croit que l'armée déjà affaiblie par les corps qu'il aura fallu détacher pour bloquer ces deux places devra se résigner à ce dernier parti.

La *grande armée de Pologne* peut choisir entre deux directions, l'Ouest ou le Sud-Ouest. En marchant vers l'Ouest elle rencontre Posen. En suivant la ligne Sud-Ouest, elle pénètre en Silésie et si un effort sur Breslau réussit, elle ne trouve plus jusqu'à Berlin que Glogau qui n'est qu'une place de second ordre ; en outre le terrain se prête à de grandes opérations militaires. Malgré ces avantages, il faut exclure cette marche des probabilités, parce que la ligne d'opérations s'allonge indéfiniment et la moindre diversion faite par une armée prussienne ou autrichienne sur l'un des flancs couperait la ligne de communication. Comme les Russes n'ont sur la Vistule qu'un seul pont, celui de Varsovie, cette diversion pourrait amener un désastre complet.

Il n'y a donc de possible qu'une marche par la vallée de la Warthe. L'armée suivra-t-elle la rive droite ? Ce n'est guère probable, le terrain entre la Warthe et la Vistule est couvert de grands lacs. La marche par la rive gauche n'est pas bien préférable, on trouverait des forêts, des marais, la vallée de l'Obra ; les communications ne sont pas bonnes et l'armée serait prise entre les deux places fortes de Posen et de Glogau.

Quant à la troisième armée, *celle de Volhynie,* qui sera destinée à combattre les Autrichiens, il est plus que probable qu'elle n'opérera pas sur la rive gauche de la Vistule, car l'unique pont de Varsovie sera encombré par l'armée de Pologne et son flanc droit serait exposé aux attaques de l'armée prussienne dont l'objectif sera Varsovie. Il faudra néanmoins faire avancer de ce côté un corps secondaire qui se dirigera sur Cracovie. — Le gros de l'armée de Volhynie aura Luck et Dubno pour base d'opérations et Brody et Lemberg pour objectifs.

Forces dont la Russie peut disposer. — La nation russe a 96 millions d'habitants. Son armée est de 800,000 hommes

sur pied de paix, mais elle peut lever en temps de guerre 1,700,000 hommes de troupes régulières et 200,000 hommes de troupes irrégulières. En 1890, alors que le système du service obligatoire fonctionnera dans son plein, on devra ajouter à ces forces un million d'hommes.

Les provinces occidentales de la Russie sont divisées en trois circonscriptions militaires, Wilna, Varsovie et Kiew. Elles fournissent six corps d'armée dont les chefs-lieux sont Varsovie (2 corps), Riga, Wilna, Lublin, Zitomir. Chaque corps a deux ou trois divisions d'infanterie et une division de cavalerie, chaque division deux brigades à deux régiments. En outre et indépendamment des corps d'armée, il existe quatre divisions d'infanterie, deux divisions de cavalerie et six brigades de tirailleurs. Nous avons indiqué plus haut l'énorme force de cavalerie qui a pour destination spéciale l'envahissement du pays ennemi au début des hostilités.

Armée prussienne. — Un corps d'armée se concentrera Deutsch-Eylau, s'appuiera sur Danzig et par la ligne ferrée Marienburg-Mlawa se dirigera sur Nowo-Georgiewsk qu'on essaiera de prendre à l'aide de l'artillerie amenée de Thorn par la Vistule. Un siège sérieux de cette place arrêtera les forces ennemies, et permettra d'attendre l'effet de la marche des Autrichiens sur Varsovie. — Les deux autres corps auront Varsovie pour objectif. Ils opéreront sur la rive droite de la Vistule, s'appuieront sur Posen et Thorn et profiteront des lacs de la rive droite de la Warthe dont la disposition est favorable à la concentration des troupes. Ils auront à leur disposition trois routes parallèles qui vont de l'Ouest à l'Est. Le sol est très fertile et la population est très dense dans cette région, ce qui rendra facile l'approvisionnement de l'armée. — Il n'y aurait avantage à choisir la rive gauche de la Warthe et à marcher par Kalisz que pour éviter les fortifications de Plock et de

Kolo, si toutefois les Russes avaient eu le temps de fortifier ces points avant la guerre.

Armée autrichienne. — L'armée autrichienne devra se diviser en deux corps, à Cracovie et à Lemberg. Le premier attaquera au sud le triangle polonais, côté d'Ivangorod et de Brest-Litewski. Il devra prendre la rive droite de la Vistule pour éviter le côté le plus fort du triangle polonais et être à portée de frapper un coup décisif sur l'aile gauche de la grande armée russe de Pologne. Comme cette armée sera alors séparée des Prussiens par la Vistule, il devrait être relié à eux par un corps auxiliaire marchant de Cracovie par Kielce et Radom sur Ivangorod et occupant le Sud-Ouest de la Pologne. — On pourra faire descendre le matériel de siège le long de la Vistule, afin qu'après la chute d'Ivangorod on puisse immédiatement se porter sur Varsovie. L'objectif final est Moscou, le repaire des panslavistes. L'auteur suppose Varsovie prise. L'armée autrichienne devra enlever Brest-Litewski, point de jonction des voies ferrées, cerner Bobruisk et gagner Smolensk par Minsk. Dans cette marche elle devra protéger sa gauche contre Dünaburg par de forts détachements.

Le corps d'armée de l'Est, concentré à Lemberg, doit agir contre l'armée de Volhynie. Il doit contourner les marais du Pripet, s'assurer de Kiew et se diriger vers Moscou en suivant la voie ferrée Kiew, Kursk, Orel, Moscou.

FIN DES ANNEXES.

VERSAILLES, IMPRIMERIE CERF ET FILS, RUE DUPLESSIS, 59.

BIBLIOTHÈQUE VARIÉE, FORMAT IN-18 JÉSUS, A 3 FR. 50 C. LE VOL.

About (Edmond). L'Alsace. 1 vol. — Causeries. 2 vol. — La Grèce contemporaine. 1 vol. — Le progrès. 1 vol. — Le turco. 1 vol. — Madelon. 1 vol. — Théâtre impossible. 1 vol. — A B C du travailleur. 1 vol. — Les mariages de province. 1 vol. — La vieille roche. 3 vol. — Le fellah. 1 vol. — L'infâme. 1 vol. — Salons de 1864 et 1866. 2 vol.

Albert (P.). Chefs-d'œuvre de tous les temps et de tous les pays : la poésie, 1 vol.; la prose, 1 vol. — La littérature française de la fin du XVIe siècle au XVIIe siècle. 3 vol.

Barrau. Histoire de la Révolution française. 1 vol.

Baudrillart. Économie politique populaire. 1 vol.

Bautain (l'abbé). Le chrétien et la chrétienne de nos jours. 4 vol. — Les choses de l'autre monde. 1 vol. — La belle saison à la campagne. 1 vol.

Berger Histoire de l'éloquence latine. 1 vol.

Bersot. Mesmer et le magnétisme animal. 1 vol.

Boissier. Cicéron et ses amis. 1 vol.

Bréal. Quelques mots sur l'instruction. 1 vol.

Byron (Lord). Œuvres. Trad. B. Laroche. 4 vol.

Calemard de la Fayette (Ch.). Le poëme des champs. 1 vol.

Caro. Études morales. 2 vol. — L'idée de Dieu. 1 vol. — Le matérialisme et la science. 1 vol. — Les jours d'épreuve. 1 vol.

Cervantès. Don Quichotte, trad. Viardot. 2 vol.

Chateaubriand. Le génie du christianisme. 1 vol. — Les martyrs et le dernier des Abencerrages. 1 vol. — Atala, René, les Natchez. 1 vol.

Cherbuliez (Victor). Le comte Kostia. 1 v. — Paule Méré. 1 vol. — Roman d'une honnête femme. 1 vol. — Le grand-œuvre. 1 vol. — Prosper Randoce. 1 vol. — L'aventure de Ladislas Bolski. 1 vol — La revanche de Joseph Noirel. 1 vol. — Meta Holdenis. 1 vol. — Miss Rovel. 1 vol. — Le fiancé de Mlle Saint-Maur. 1 vol.

Crépet (E.). Le trésor épistolaire de la France. 2 v.

Dante. La divine comédie, trad. Fiorentino. 1 vol.

Daumas (E.). Mœurs et coutumes de l'Algérie. 1 v.

David (l'abbé). Voyages en Chine. 2 vol.

Deschanel (Em.). Études sur Aristophane. 1 vol.

Desnois (D.). Le théâtre sous Louis XIV. 1 vol.

Du Camp (M.). Paris, ses organes, ses fonctions, sa vie. 6 vol. — Souvenirs de l'année 1848. 1 vol.

Duruy (V.). De Paris à Vienne. 1 vol. — Introduction à l'histoire de France. 1 vol.

Duval (Jules). Notre planète. 1 vol.

Ferry (Gabriel). Le coureur des bois. 2 vol. — Costal l'Indien. 1 vol.

Figuier (Louis). Histoire du merveilleux. 4 vol. — L'alchimie et les alchimistes. 1 vol. — L'année scientifique. (1856-1875). 19 vol. — Le lendemain de la mort. 1 vol. — Savants illustres. 2 vol.

Flammarion (C.). Contemplations scientifiques. 1 v.

Fléchier. Les grands jours d'Auvergne. 1 vol.

Fustel de Coulanges. La cité antique. 1 vol.

Garnier (Ad.). Traité des facultés de l'âme. 3 vol.

Garnier (Ch.). A travers les arts. 1 vol.

Gréard. De la morale de Plutarque. 1 vol.

Guizot (F.). Un projet de mariage royal. 1 vol. — Le duc de Broglie. 1 vol.

Houssaye (A.) Le 41e fauteuil. 1 vol. — Violon de Franjolé. 1 vol. — Voyages humoristiques. 1 vol.

Hübner (Bon de). Promenade autour du monde. 2 v.

Hugo (Victor). Notre-Dame de Paris. 2 vol. — Bug-Jargal, etc. 1 vol. — Han d'Islande. 2 vol. — Littérature et philosophie mêlées. 2 vol. — Odes et ballades. 1 vol. — Orientales, Feuilles d'automne, Chants du crépuscule. 1 vol. — Les voix intérieures, les Rayons et les Ombres. 1 vol. — Théâtre. 4 vol. — Le Rhin. 3 vol. — Les Contemplations. 2 vol. — Légende des siècles. 1 vol. — Les misérables. 5 vol. — L'année terrible. 1 vol.

Ideville (d'). Journal d'un diplomate. 3 vol.

Jacqmin. Les chemins de fer en 1870-71. 1 vol.

Jouffroy. Cours de droit naturel. 2 vol. — Cours d'esthétique. 1 vol. — Mélanges philosophiques. 1 v. — Nouveaux mélanges philosophiques. 1 vol.

Jurien de la Gravière (l'amiral). Souvenirs d'un amiral. 2 vol. — La marine d'autrefois. 1 vol. — La marine d'aujourd'hui. 1 vol.

Lamartine (A. de). Méditations poétiques. 2 vol. — Harmonies poétiques. 1 vol. — Recueillements poétiques. 1 vol. — Jocelyn. 1 vol. — La chute d'un ange. 1 vol. — Voyage en Orient. 2 vol. — Histoire des Girondins. 6 vol. — Confidences. 1 vol. — Nouvelles confidences. 1 vol. — Lectures pour tous. 1 vol. — Souvenirs et portraits. 3 vol. — Le manuscrit de ma mère. 1 vol.

Lamarre. De la milice romaine. 1 vol.

Laveleye (E. de). Études et essais. 1 vol. — La Prusse et l'Autriche après Sadowa. 1 vol.

Lee Childe. Le général Lee. 1 vol.

Lehugeur. La chanson de Roland. 1 vol.

Malherbe. Œuvres poétiques. 1 vol.

Marmier (Xavier). Gazida. 1 vol. — Hélène et Suzanne. 1 vol. — Histoire d'un pauvre musicien. 1 vol. — Le roman d'un héritier. 1 vol — Les fiancés du Spitzberg. 1 vol. — Mémoires d'un orphelin. 1 vol. — Sous les sapins. 1 vol. — La recherche de l'idéal. 1 vol. — Robert-Bruce 1 vol. — Les âmes en peine. 1 vol. — Voyages. 4 vol.

Martha. Les moralistes sous l'empire romain. 1 vol. — Le poëme de Lucrèce. 1 vol.

Michelet. L'insecte. 1 vol. — L'oiseau. 1 vol.

Montégut. Souvenirs de Bourgogne. 1 vol. — En Bourbonnais et en Forez. 1 vol.

Nisard. Les poètes latins de la décadence. 2 vol.

Ossian. Poëmes gaëliques. 1 vol.

Patin. Études sur les tragiques grecs. 4 vol. — Études sur la poésie latine. 2 vol.

Pfeiffer (Mme Ida). Voyages d'une femme. 3 vol.

Prévost-Paradol. Études sur les moralistes français. 1 vol. — Essai sur l'histoire universelle. 2 v.

Saint-Simon. Mémoires. 20 vol.

Sainte-Beuve. Port-Royal. 7 vol.

Saintine (X.-B.). Le chemin des écoliers. 1 vol. — Picciola. 1 vol. — Seul ! 1 vol.

Sévigné (Mme de). Lettres 8 vol.

Shakespeare. Œuvres, traduction Montégut. 10 v.

Simon (Jules). La liberté politique. 1 vol. — La liberté civile. 1 vol. — La liberté de conscience. 1 v. — La religion naturelle. 1 vol. — Le devoir. 1 vol. — L'ouvrière. 1 vol. — L'ouvrier de huit ans. 1 vol. — Le travail. 1 vol. — La politique radicale. 1 vol. — L'école. 1 vol. — La réforme de l'enseignement. 1 vol.

Simonin. Le monde américain. 1 vol.

Taine (H.). Essai sur Tite Live. 1 vol. — Essais de critique et d'histoire. 1 vol. — Nouveaux essais 1 vol. — Histoire de la littérature anglaise. 5 vol. — La Fontaine et ses fables. 1 vol. — Les philosophes français au XIXe siècle. 1 vol. — Voyage aux Pyrénées. 1 v. — M. Graindorge. 1 vol. — Notes sur l'Angleterre. 1 vol. — Un séjour en France de 1792 à 1795. 1 vol. — Voyage en Italie. 2 vol.

Topffer (R.). Nouvelles genevoises. 1 vol. — Rosa et Gertrude. 1 vol. — Le presbytère. 1 vol.

Traductions des chefs-d'œuvre de la littérature grecque. 25 vol.

Traductions des chefs-d'œuvre de la littérature latine. 12 vol.

Villehardouin. Conquête de Constantinople. 1 vol.

Vivien de St-Martin. L'année géographique, 14 années (1863-1875). 13 vol.

Wallon. Vie de N.-S. Jésus-Christ. 1 vol. — La sainte Bible. 2 vol. — La Terreur. 1 vol.

Wey (Francis). Dick Moon. 1 vol. — La haute Savoie. 1 vol. — Chronique du siège de Paris. 1 vol

Versailles. — Imprimerie Cerf et Fils, 59, rue Duplessis.

LIBRARY
AUG 26 1975
UNIVERSITY OF TORONTO

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

D
377
M33
1883

Marbeau, Edouard
Slaves et Teutons

UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 13 08 04 03 005 4